



RAPPORT ANNUEL 2015



RAPPORT ANNUEL 2015



Photo de famille à l'occasion de la célébration du 25^{ème} anniversaire de la Commission Bancaire de l'UMOA (Abidjan, le 10 décembre 2015)

1990-2015

"25 ans de supervision bancaire au service des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) "



Abidjan, le 12 juillet 2016

Le Président

EN 2015, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un environnement économique favorable au plan interne, en dépit d'une conjoncture moins soutenue au plan international. En effet, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé de 7,0%, après 6,5% l'année précédente.

Dans ce contexte, la Commission Bancaire a poursuivi le renforcement de ses activités de supervision qui ont permis l'amélioration des indicateurs d'activités du système bancaire.

Ainsi, les crédits accordés à la clientèle, les dépôts collectés, le produit net bancaire et le résultat brut d'exploitation sont en progression d'une année à l'autre. Quant au coefficient net d'exploitation, il s'est contracté pour la sixième année consécutive, traduisant ainsi une meilleure maîtrise des charges d'exploitation par les établissements de crédit.

Au plan prudentiel, la solvabilité du système bancaire de l'UMOA demeure satisfaisante, avec un ratio de fonds propres par rapport aux risques au-dessus de la norme minimale en vigueur de 8%.

Pour conforter la résilience du système bancaire, le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté, en sa session du 30 mars 2015, la Décision n°003 du 30/03/2015/CM/UMOA portant relèvement du capital social minimum des banques et des établissements financiers, respectivement à 10 milliards et 3 milliards de francs CFA. C'est l'occasion de rappeler, qu'à titre exceptionnel et transitoire, les assujettis en activité disposent d'un délai de vingt-quatre (24) mois, à compter du 1^{er} juillet 2015, pour se conformer à ces nouveaux seuils.

L'année 2015 a également été marquée par la poursuite de la mise en conformité de la supervision bancaire aux normes et standards internationaux, à travers une forte implication de l'Autorité de supervision dans les projets de révision du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, d'implémentation de Bâle II et III ainsi que la mise en place d'un cadre de surveillance sur base consolidée.

La mise en œuvre de ces réformes augure nécessairement une extension des attributions du Secrétariat Général de la Commission Bancaire, déjà renforcées par la Décision n° 02/07/2015/CM/UMOA instituant un mécanisme de résolution des crises bancaires dans l'Union.

La prise en charge des nouvelles attributions commandait une réorganisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire dont l'exécution de la mission de supervision s'oriente vers une approche basée sur les risques et sur base consolidée.

Par ailleurs, au cours de la période sous revue, le dialogue avec la profession bancaire a été plus soutenu. A cet égard, l'organe supranational de supervision, à travers son Secrétariat, a organisé en 2015, ses premières rencontres avec les Directeurs Généraux et les Commissaires aux comptes titulaires des banques et établissements financiers de l'Union. Ces réunions traduisent la volonté des Autorités monétaires et de contrôle de poursuivre la mise en place de plates-formes d'échange impliquant davantage les dirigeants et les auditeurs externes des établissements de crédit dans l'UMOA.

En matière de coopération internationale, les actions ont été renforcées en vue d'appréhender et d'assurer le suivi, principalement des implications transfrontalières de l'activité bancaire. Ainsi, en sa qualité de superviseur bancaire d'origine, la Commission Bancaire a organisé au cours de l'année 2015, la première réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank, suivie de celle de ORAGROUP, en plus des missions de vérification conjointes avec des homologues.

Afin d'améliorer les interventions du superviseur, les priorités à venir porteront principalement sur la rénovation des outils de contrôle, le renforcement de l'expertise du personnel, l'approfondissement de la coopération avec d'autres superviseurs, la poursuite des réunions de Collèges de superviseurs ainsi que la mise en conformité des méthodologies de contrôle aux normes internationales. En outre, un accent particulier sera mis sur le contrôle des services bancaires et le rapatriement des recettes d'exportation.

Par ailleurs, la contribution aux activités liées à la régulation du secteur financier sera poursuivie, à travers notamment les travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA).

Enfin, la publication du rapport annuel 2015 m'offre l'opportunité, en ma qualité de Président de la Commission Bancaire, de réitérer ma gratitude à la communauté bancaire et financière de l'Union et à nos partenaires internationaux pour leur participation à la commémoration du 25^{ème} anniversaire de notre organe supranational de supervision bancaire, le 10 décembre 2015.

Cette cérémonie, dont le volet scientifique portait sur le thème général « Supervision bancaire : expériences, enseignements et perspectives dans l'UMOA » a été l'occasion de faire le bilan des actions menées par la Commission Bancaire, après un quart de siècle de fonctionnement, et d'échanger sur les défis.

Tiémoko Meyliet KONE



Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA



Tiémoko Meyliet KONE

*Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.*

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2015

Président : M. Tiémoko Meyliet KONE Gouverneur de la BCEAO	
MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS	MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES
<p>M. Houéssou Yaovi HADONOU Directeur des Affaires Monétaires et Financières à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin</p>	<p>M. Nicolas Luc Aurélien ASSOGBA Magistrat (Bénin)</p>
<p>M. Naby Abraham OUATTARA Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina</p>	<p>M. Kouka Célestin ZALLE Ancien Directeur National de la BCEAO (Burkina)</p>
<p>M. Adama KONE Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire</p>	<p>Mme Adèle NANIE SILUE Professeur d'Université (Côte d'Ivoire)</p>
<p>M. Suleimane SEIDI Directeur Général de la Supervision des Activités Financières au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau</p>	<p>M. Carlos Luis PINTO Economiste (Guinée-Bissau)</p>
<p>M. Sidi Almoctar OUMAR Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère des Finances du Mali</p>	<p>M. Ousmane SIDIBE Inspecteur Commercial (Mali)</p>
<p>M. Baaré MARANKAN BADAGE Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Épargne au Ministère de l'Economie et des Finances du Niger</p>	<p>M. Issoufou AMADOU ABOUBACAR Juriste (Niger)</p>
<p>Mme Oulimata DIOP Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal</p>	<p>M. Amadou Sadickh DIOP Economiste (Sénégal)</p>
<p>Mme Ahéba JOHNSON Directrice de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo</p>	<p>M^{me} Dovi Chantal Adjoa TRENOU Juriste (Togo)</p>
<p>M. Samuel GOLDSTEIN Chef de Bureau « Afrique subsaharienne et Agence française de Développement » - Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique au Ministère de l'Economie et des Finances de la France</p>	<p>M. Michel DABADIE Inspecteur Général de la Banque de France</p>
Secrétaire Général : Mme Séna Elda Afiwa KPOTSRA	

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2015

12-13 janvier	2 octobre
Consultations régionales au titre de l'article IV des statuts du FMI à Abidjan (Côte d'Ivoire)	Réunion des Ministres des Finances des Pays de la Zone Franc à Paris (France)
29 janvier	5-11 octobre
Réorganisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire par Décision n° 080-01-2015 du Gouverneur de la BCEAO	Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Lima (Pérou)
5-6 mars	26-30 octobre
12 ^{ème} Réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) à Casablanca (Maroc)	19 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Cape-Coast (Ghana)
20 mars	11-13 novembre
99 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Dakar (Sénégal)	18 ^{ème} Assemblée annuelle du Comité des Superviseurs Bancaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC) à Kinshasa (République Démocratique du Congo)
30-31 mars	17 novembre
Session Ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)	1 ^{ère} Réunion du Collège de Superviseurs de ORAGROUP à Abidjan (Côte d'Ivoire)
4 avril	19 novembre
Séminaire stratégique du Secrétariat Général de la Commission Bancaire à Abidjan (Côte d'Ivoire)	13 ^{ème} Réunion plénière du GSBF à Abidjan (Côte d'Ivoire)
9-10 avril	3 décembre
Réunion des Ministres des Finances des pays de la Zone Franc à Bamako (Mali)	9 ^{ème} Session ordinaire du CSF-UMOA à Dakar (Sénégal)
15-17 avril	9 décembre
18 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Accra (Ghana)	1 ^{ère} rencontre du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA avec les Directeurs Généraux des établissements de crédit de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
16-19 avril	9 décembre
Réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (Etats-Unis)	1 ^{ère} rencontre du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA avec les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
28-29 avril	10 décembre
1 ^{ère} Réunion du Collège de superviseurs de Ecobank Transnational Incorporated (ETI) à Abidjan (Côte d'Ivoire)	25 ^{ème} anniversaire de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
18-23 mai	11 décembre
23 ^{ème} Réunion plénière du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire)	102 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
28 mai	17 décembre
8 ^{ème} Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière (CSF) dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Niamey (Niger)
11 juin	22 décembre
100 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)	Réunion du Cadre Permanent de Concertation (CPC) entre l'OHADA et les Organes et Institutions Communautaires dotés de pouvoirs normatifs à Yaoundé (Cameroun)
28 septembre	
101 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)	

QUELQUES CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE DE L'UMOA

1. Evolution du paysage bancaire de l'UMOA entre 2013 et 2015

UMOA	2013	2014	2015 (*)	Variation absolue 2014-2015	Variation relative 2014-2015
Nombre d'établissements de crédit agréés	127	132	137	5	3,6%
dont banques :	114	118	122	4	3,4%
<i>dont succursales</i>	14	16	19	3	18,8%
dont établissements financiers à caractère bancaire	13	14	15	1	7,1%
<i>dont succursales</i>	3	4	4	0	0,0%
Nombre d'établissements de crédit en activité¹	121	121	130	9	7,4%
Banques généralistes	96	94	105	11	11,7%
Banques spécialisées	12	14	11	-3	-21,4%
Etablissements financiers à caractère bancaire	13	13	14	1	7,7%
Nombre de holdings bancaires² installées dans l'UMOA	9	9	10	1	11,1%
Nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA	26	26	28	2	7,7%
Réseau bancaire					
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	2 127	2 300	2 430	130	5,7%
GAB	2 272	2 604	2 799	195	7,5%
Effectif du personnel du système bancaire	23 130	24 203	25 597	1 394	5,8%
Nombre de comptes de la clientèle	7 547 255	8 929 119	9 374 215	445 096	5,0%

(*) : données provisoires

2. Indicateurs d'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale Montants en milliards de FCFA

UMOA	2013	2014	2015 (*)	Variation absolue 2014-2015	Variation relative 2014-2015
Total bilan	20 050	23 653	28 215	4 562	19,3%
Crédits à la clientèle	11 174	12 846	14 910	2 064	16,1%
Autres emplois	5 359	6 864	8 670	1 807	26,3%
Dépôts et emprunts	13 642	15 890	18 813	2 923	18,4%
Fonds propres nets	1 609	1 739	2 045	306	17,6%
Autres ressources	1 067	1 211	1 383	172	14,2%
Produit net bancaire	1 201	1 354	1 508	154	11,4%
Résultat brut d'exploitation	440	526	603	77	14,7%
Résultat net	188	173	327	155	89,6%
Taux brut de dégradation de portefeuille	15,6%	15,1%	14,2%	-0,9%	-
Taux net de dégradation du portefeuille	6,7%	6,5%	6,0%	-0,5%	-
Taux de provisionnement des créances en souffrance	60,9%	61,0%	61,3%	0,4%	-
Marge globale ²	7,9%	6,7%	6,5%	-0,2%	-
Coefficient net d'exploitation	68,8%	66,4%	65,9%	-0,5%	-

(*) : données provisoires

1 - Y compris les succursales.

2 - Les holdings bancaires ne sont pas agréées comme des établissements de crédit au sens de la réglementation bancaire.

RESUME DU RAPPORT

En 2015, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un environnement économique favorable au plan interne, marqué par une progression du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume de 7,0% après 6,5% l'année précédente.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'Union a augmenté de cinq (5) unités pour s'établir à cent trente-sept (137), contre cent trente-deux (132) en 2014. L'effectif des groupes bancaires de dimension régionale et/ou internationale opérant dans l'Union est ressorti à vingt-huit (28) au cours de la période sous revue.

Les établissements de crédit en activité, au nombre de cent trente (130) à fin 2015, affichent un total de bilan en augmentation de 19,3% pour atteindre 28.215 milliards. Parallèlement, le réseau a poursuivi son extension, le nombre d'agences et de bureaux ainsi que celui des comptes de la clientèle ayant progressé respectivement de 130 unités (+5,7%) et 445.096 unités (+5,0%). Le système bancaire compte 2.799 guichets automatiques, soit une hausse de 195 unités (+7,5%).

Les emplois nets se sont accrus de 19,6% pour atteindre 23.580 milliards, dont 63,2% de crédits à la clientèle et 24,6% de titres de placement. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille ont reculé en passant respectivement de 15,1% et 6,5% en 2014 à 14,2% et 6,0% en 2015.

Les ressources globales mobilisées par l'ensemble des banques en activité ont progressé de 18,1% pour se fixer à 22.240 milliards, après une hausse de 15,4% en 2014. Elles sont constituées à hauteur de 84,6% de dépôts et emprunts de la clientèle. En ce qui concerne les fonds propres, ils se sont consolidés de 306 milliards, en relation notamment avec l'amélioration de la situation financière de certains établissements de crédit.

Sur le plan de la rentabilité, le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 11,4% pour atteindre 1.508 milliards, après une hausse de 12,7% en 2014. Le résultat brut d'exploitation a atteint 14,7% en se situant à 603 milliards, contre 526 milliards l'année précédente. Reflétant ces tendances, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré en s'établissant à 65,9% contre 66,4% un an plus tôt.

Sur le plan du respect des normes prudentielles, le ratio moyen de solvabilité des banques de l'Union est ressorti en légère baisse à 12,4 % contre 12,6% au terme de l'exercice 2014, mais reste au-dessus de la norme minimale de 8%.

La Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions au cours de l'année. Examinant la situation particulière de certains établissements, elle a notamment prononcé deux (2) retraits d'autorisations d'installation, une (1) mise sous administration provisoire, trois (3) injonctions, un (1) avertissement, une (1) interdiction d'exercice des fonctions de direction, d'administration ou de gérance d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé.

L'année 2015 a également été marquée par la célébration du 25^{ème} anniversaire de la Commission Bancaire, avec comme thème : « Supervision bancaire : expériences, enseignements et perspectives dans l'UMOA ».

Dans le cadre de la concertation permanente avec la profession bancaire, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a initié les premières réunions du Collège des Superviseurs des groupes Ecobank et ORAGROUP. Il a également organisé la première rencontre avec les Directeurs Généraux des banques et établissements financiers à caractère bancaire d'une part, et les commissaires aux comptes titulaires des mêmes établissements de crédit d'autre part.

Enfin, l'année 2015 a été l'occasion du renforcement des actions de coopération, concernant notamment les implications transfrontalières de l'activité bancaire. A cet égard, des initiatives prises par l'Autorité de contrôle se sont traduites principalement par l'organisation de sessions de formation au profit de son personnel et la consolidation des échanges avec ses homologues, à travers la participation à des instances de groupes de superviseurs régionaux et internationaux et les missions de contrôle conjoint.

SOMMAIRE

MOT INTRODUCTIF DU PRESIDENT.....	5
LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2015	8
RESUME DU RAPPORT	11
I. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE	17
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA.....	19
2. EVOLUTION DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE.....	24
II. ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA	29
1. PAYSAGE BANCAIRE.....	31
2. ACTIVITES ET RESULTATS.....	43
III. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	51
1. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION BANCAIRE ET DE SON SECRETARIAT GENERAL	53
2. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL	64
3. ACTES ET MESURES.....	71
IV. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION	77
1. ACTIONS DE COOPERATION.....	79
2. ACTIONS DE FORMATION	86
ANNEXES.....	89
ANNEXE I : ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2015	93
ANNEXE II : ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DONNEES AGREGES DE L'UMOA.....	97
ANNEXE III : ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DONNEES AGREGES PAR PAYS.....	109
LISTE DES TABLEAUX	
Tableau n° 1 :Taux de croissance réel du PIB dans les Etats membres de l'UMOA en 2014 et 2015..	19
Tableau n° 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés par pays en 2015.....	31
Tableau n° 3 : Répartition des établissements de crédit en activité par pays	32
Tableau n° 4 : Répartition des établissements de crédit par groupes homogènes	33
Tableau n° 5 : Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan.....	34
Tableau n° 6 : Répartition des établissements de crédit par secteur cible privilégié	35
Tableau n° 7 : Classification des établissements financiers à caractère bancaire	36
Tableau n° 8 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA au 31 décembre 2015.....	37
Tableau n° 9 : Utilisations de crédit déclarées à la Centrale des Risques	44
Tableau n° 10 : Situation résumée de l'activité et des ratios caractéristiques (en millions FCFA)	50
Tableau n° 11 : Répartition des banques selon le niveau du ratio de couverture des risques....	64
Tableau n°12 : Ratio moyen de couverture des risques par pays	65
Tableau n° 13 : Nombre de banques conformes au dispositif prudentiel par pays.....	66
Tableau n° 14 : Nombre d'établissements financiers conformes au dispositif prudentiel	70
Tableau n° 15 : Nombre d'avis conformes relatifs à des dérogations à la condition de nationalité..	73

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 1 : Evolution des taux de croissance et d'inflation dans l'Union	21
Graphique n° 2 : Répartition des établissements selon le total de bilan et la catégorie	34
Graphique n° 3 : Part de marchés des groupes bancaires par zone géographique d'origine ..	39
Graphique n° 4 : Evolution globale des emplois	43
Graphique n° 5 : Analyse de la structure des crédits	44
Graphique n° 6 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes	45
Graphique n° 7 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille à l'échelle de l'UMOA	45
Graphique n° 8 : Evolution des ressources	46
Graphique n° 9 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit de l'Union	46
Graphique n° 10 : Evolution de la trésorerie nette par place bancaire	47
Graphique n° 11 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire	48
Graphique n° 12 : Produit Net Bancaire par place bancaire entre 2014 et 2015	48
Graphique n° 13 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire de l'Union ..	49
Graphique n° 14 : Répartition des effectifs par type d'activité en 2015	58
Graphique n° 15 : Ratio de solvabilité par pays en fonction des risques pondérés	65
Graphique n° 16 : Niveau de conformité des banques au dispositif prudentiel	67

LISTE DES ENCADRES

ENCADRE N° 1 : Cadre de supervision et de surveillance de la monnaie électronique	27
ENCADRE N° 2 : Mise en place de dispositifs d'alerte précoce	41
ENCADRE N° 3 : Célébration du 25 ^{ème} anniversaire de la Commission Bancaire.....	55
ENCADRE N° 4 : Première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les Directeurs Généraux des Etablissements de Crédit	62
ENCADRE N° 5 : Première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les commissaires aux comptes titulaires des Etablissements de Crédit	63
ENCADRE N° 6 : Recommandations du Comité de Bâle en matière d'externalisation des fonctions des Etablissements de Crédit.....	68
ENCADRE N° 7 : Collège des superviseurs du groupe ECOBANK.....	81
ENCADRE N° 8 : Collège des superviseurs de ORAGROUP	82
ENCADRE N° 9 : Treizième réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF)	84

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACPR	: Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
APBEF	: Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BCM	: Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	: Banque Centrale de la République de Guinée
BIC	: Bureau d’Information sur le Crédit
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	: Bâtiment et Travaux Publics
CB-UMOA	: Commission Bancaire de l’Union Monétaire Ouest Africaine
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
COBAC	: Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPC	: Cadre permanent de Concertation
CREPMF	: Conseil Régional de l’Epargne Publique et des Marchés Financiers
CSBAOC	: Collège des Superviseurs Bancaires d’Afrique de l’Ouest et du Centre
CSF-UMOA	: Comité de Stabilité Financière dans l’Union Monétaire Ouest Africaine
CSZMAO	: Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire d’Afrique de l’Ouest
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FAPBEF	: Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FPB	: Fonds propres de Base
FPE	: Fonds propres Effectifs
GAB	: Guichet Automatique de Banque
GAFI	: Groupe d’Action Financière
GIABA	: Groupe Intergouvernemental d’Action contre le Blanchiment d’Argent en Afrique
GSBF	: Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones
IDE	: Investissements Directs Etrangers
ISF	: Indicateurs de Solidité Financière
LBC/FT	: Lutte contre le Blanchiment de Capitaux/Financement du Terrorisme
OHADA	: Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.
PCB	: Plan Comptable Bancaire de l’Union Monétaire Ouest Africaine
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit Net Bancaire
SFD	: Système Financier Décentralisé
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine
ZMAO	: Zone Monétaire de l’Afrique de l’Ouest

I. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE



Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA (Dakar, le 30 septembre 2015)

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

En 2015, l'environnement économique et financier international a été marqué notamment par la volatilité des marchés financiers et la baisse des cours des matières premières de base, principalement des produits énergétiques, qui ont induit un rythme de progression de l'activité économique mondiale moins soutenu que prévu. La croissance a poursuivi son ralentissement dans les pays émergents et en développement, tandis que les pays avancés ont connu une reprise modérée. Selon les estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en avril 2016, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 3,1% en 2015, contre 3,4% en 2014.

Au plan interne, l'activité économique est demeurée résiliente, en liaison avec l'amélioration du climat socio-politique et de l'environnement sécuritaire.

1.1. Secteur réel

Le produit intérieur brut (PIB) en volume de l'Union a progressé de 7,0% en 2015, après un accroissement de 6,5% en 2014. Cette croissance a été impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par la hausse de l'offre d'énergie et le dynamisme de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » (BTP), en relation avec la poursuite des investissements publics et privés. Elle est également liée à l'augmentation de la production agricole et l'essor de l'activité des services, notamment dans les domaines des télécommunications et bancaire.

“ Le taux de croissance du PIB de l'Union est ressorti à 7,0% en 2015, après 6,5% un an plus tôt.”

Tableau n° 1 :

Taux de croissance réel du PIB dans les Etats membres de l'UMOA en 2014 et 2015

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
2014	6,5%	4,0%	8,5%	2,7%	7,0%	7,0%	4,3%	5,9%	6,5%
2015	5,2%	4,0%	10,3%	4,8%	6,0%	3,5%	6,5%	5,5%	7,0%

Source : BCEAO

1.1.1. Secteur primaire

Les activités agricoles se sont bien orientées dans l'Union en 2015. La campagne agricole 2015/2016 s'est globalement bien déroulée grâce notamment à une bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie dans la région.

En effet, la production vivrière a cru de 6,9%, par rapport à la campagne précédente. Cette augmentation est portée principalement par les céréales (+11,2%) et dans une moindre mesure par les autres cultures (+6,8%) et les tubercules (+2,0%). Les progressions les plus importantes ont été enregistrées au Sénégal (+71,7%), en Guinée-Bissau (+31,9%), au Mali (+15,3%), au Niger (+14,8%) et en Côte d'Ivoire (+8,9%). Les récoltes ont régressé au Bénin, au Burkina et au Togo, respectivement de 8,6%, 3,5% et 4,3%, en raison de perturbations pluviométriques dans certaines zones de production.

“ La production vivrière a augmenté de 6,9% au cours de la campagne agricole 2015-2016 ”

Les cultures d'exportation ont enregistré une hausse des productions par rapport aux réalisations de la campagne agricole 2014/2015 pour toutes les spéculations, à l'exception du coton dont les récoltes sont passées de 2.198.983 tonnes au cours de la campagne 2014/2015 à 2.062.092 tonnes la campagne suivante. Cette évolution s'explique principalement par la baisse de 22,9% de la production du Bénin, principal producteur au sein de l'Union après le Burkina, le Mali et la Côte d'Ivoire, du fait d'une pluviométrie défavorable dans les zones de culture.

Les productions d'arachide et de café ont connu les plus fortes augmentations, soit (+26,8%) et (+16,6%) respectivement, en liaison avec la poursuite des actions gouvernementales en faveur de ces filières et d'une pluviométrie satisfaisante.

La récolte de cacao est estimée à 1.769.429 tonnes, en hausse de 4,9% par rapport à la campagne 2014/2015. Cette consolidation serait essentiellement liée aux retombées positives des actions de redynamisation de la filière, entreprises par les Autorités ivoiriennes depuis bientôt cinq ans. Au Togo, la quantité de cacao produite a cru de 25,7% par rapport à la campagne 2014/2015, pour se situer à 9.429 tonnes.

Comparativement à la campagne agricole 2014/2015, les productions de noix de cajou et de caoutchouc se sont raffermies respectivement de 9,9% et 0,8% pour s'élever à 1.073.606 tonnes et 320.000 tonnes durant la saison 2015/2016.

1.1.2. Secteur secondaire

La production industrielle s'est inscrite en hausse de 5,8% en 2015, après une progression de 6,4% observée un an auparavant, en liaison avec la bonne tenue des secteurs manufacturier (+7,4%) et énergétique « Électricité, eau et gaz » (+6,1%).

En revanche, la branche extractive a connu des contre-performances (-4,6%) liées notamment à un arrêt momentané de la production de l'uranium au Niger et un repli de la production au niveau de la sous-branche « Autres minerais ».

1.1.3. Secteur tertiaire

La conjoncture a été globalement bien orientée dans les services marchands en 2015. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est inscrit, en moyenne, en hausse de 5,3%, impulsé notamment par l'orientation favorable des ventes de produits pharmaceutiques et cosmétiques (+17,1%), des articles d'habillement de la personne (+11,6%), des matériels roulants (+8,4%) et des autres commerces (+8,0%).

1.2. Prix

Le taux d'inflation s'est établi, en moyenne, à 1,0% en 2015 contre -0,1% en 2014. Cette évolution est imputable principalement aux produits alimentaires locaux, notamment les légumes, les céréales, les tubercules et les produits de la pêche. Dans certains pays tels que le Burkina et le Niger, le renchérissement des produits alimentaires serait lié, en partie, à une insuffisance de l'offre sur le marché domestique, liée à la pression de la demande extérieure en provenance de pays limitrophes tels que le Nigeria. En revanche, au Bénin et au Togo, les prix des céréales se sont accrus, du fait du recul de la production de ces denrées à l'issue de la dernière campagne agricole.

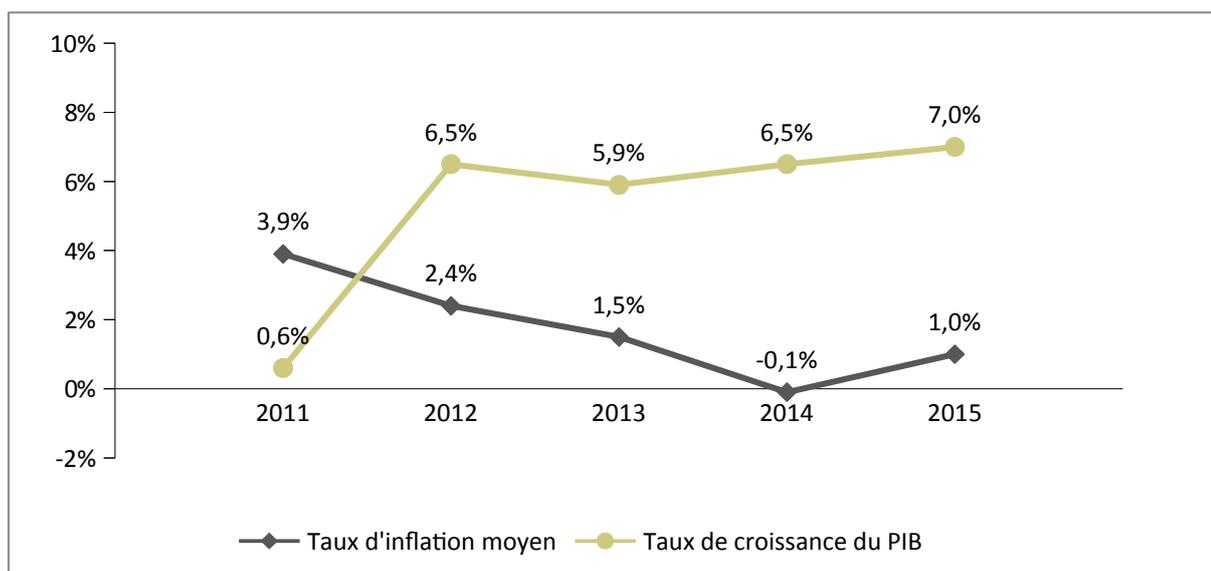
" Le taux d'inflation s'est situé à 1,0% en 2015 contre -0,1% en 2014."

L'évolution du niveau général des prix a également été sensible à la hausse du coût des matériaux de construction, en particulier le ciment, en Côte d'Ivoire et au Niger, où il a été noté un accroissement de la demande de logements neufs.

Par ailleurs, la progression du niveau général des prix a été contenue par la baisse des prix domestiques des carburants. En effet, dans la plupart des pays de l'Union, les prix des hydrocarbures ont été ajustés, notamment au cours du deuxième semestre, pour tenir compte du repli des cours internationaux du pétrole. A la fin de l'année 2015, les prix à la pompe des carburants sont ressortis en repli de 9,0%, en glissement annuel.

Graphique n° 1 :

Evolution des taux de croissance et d'inflation dans l'Union



Source : BCEAO

1.3. Finances publiques

L'exécution des opérations financières des Etats au cours de l'année 2015 s'est traduite par une aggravation du déficit global, base engagement, dons compris ressorti à 2.185,0 milliards, contre 1.590,9 milliards un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit représente 4,1% en 2015 contre 3,2% en 2014.

Les recettes budgétaires, estimées à 10.203,1 milliards à fin décembre 2015, enregistrent une augmentation de 1.140,8 milliards (+12,6%) par rapport à l'année précédente. A l'exception du Burkina, cette évolution a été enregistrée dans tous les pays de l'Union. Les plus fortes hausses des recettes budgétaires ont été notées en Côte d'Ivoire (+21,2%), au Mali (+20,4%) et au Togo (+10,4%).

En dépit de cette amélioration du recouvrement des recettes, le taux de pression fiscale est passé de 16,1% en 2014 à 16,4% en 2015, en deçà de la norme communautaire fixée à 20% au minimum depuis janvier 2015, consécutivement à la révision des critères de convergence.

Les recettes non fiscales se sont chiffrées à 1.217,0 milliards en 2015, contre 917,8 milliards un an plutôt. Quant aux dons budgétaires, ils se sont élevés à 1.283,5 milliards à fin décembre 2015, en baisse de 4,1% par rapport à décembre 2014.

Les dépenses et prêts nets se sont accrus de 14,0%, en passant de 11.991,0 milliards à fin décembre 2014 à 13.671,6 milliards à fin décembre 2015. Cette évolution des dépenses publiques reflète le rythme de progression des dépenses courantes et un accroissement significatif des dépenses d'investissement au cours de l'année. Les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 13,1% en 2015 pour ressortir à 8.490,3 milliards, imputable à l'augmentation des traitements et salaires (+11,3%), des subventions (+9,4%) et des charges d'intérêt (+32,1%).

Quant aux dépenses en capital, elles se sont élevées à 4.786,7 milliards à fin décembre 2015, soit un renchérissement de 520,1 milliards, en raison de la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les domaines des infrastructures. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties à 8,9% en 2015, contre 8,7% en 2014.

1.4. Balance des paiements

Les échanges extérieurs de l'UMOA au titre de l'année 2015 se sont soldés par un déficit de 191,5 milliards, contre un excédent de 74,5 milliards en 2014. La détérioration du solde global résulte essentiellement d'une baisse des entrées nettes de capitaux étrangers en faveur des Etats membres de l'Union. Les effets de cette évolution ont toutefois été atténués par le repli du déficit courant.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant, hors dons, est ressorti à 6,3% en 2015, contre 7,2% en 2014, soit une baisse de 0,9 point de pourcentage, en relation avec l'atténuation du déficit de la balance des biens et la hausse de l'excédent du solde du revenu secondaire, hors transferts officiels. Cette évolution a été atténuée par la hausse du déficit des services et de celui du compte du revenu primaire.

Les entrées nettes de capitaux étrangers au titre du compte financier sont ressorties à 2.156,6 milliards en 2015, en baisse de 9,5% par rapport à 2014. Cette évolution traduit essentiellement le recul des investissements directs étrangers (IDE) et des « autres investissements », les flux nets d'investissements de portefeuille étant en hausse. Le recul des flux nets d'IDE est notamment lié à l'attentisme des investisseurs dans les secteurs minier et pétrolier face aux perspectives peu favorables d'évolution des cours de ces matières premières. La baisse des flux nets au titre des « autres investissements » s'explique notamment par une diminution des engagements nets au titre des crédits commerciaux contractés en 2014, dans le cadre du financement du déficit des biens et services. Quant à la hausse des flux nets d'investissements de portefeuille, elle résulte surtout de l'émission au cours de l'année 2015 d'euro-bonds par l'Etat de Côte d'Ivoire, pour un montant de 1.000 millions de dollars US, soit une contre-valeur d'environ 579,0 milliards FCFA.

1.5. Secteur monétaire et financier

A fin décembre 2015, la situation monétaire est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire consécutif à la progression du crédit intérieur. La baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires a exercé un effet modérateur.

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission et des banques sont ressortis à 4.725,6 milliards à fin décembre 2015, en baisse de 115,0 milliards (-2,4%) par rapport à leur niveau de la même période de l'année précédente. Cette évolution est liée au repli de 338,0 milliards des avoirs extérieurs nets des banques qui n'a pu être compensé par la hausse de 223,1 milliards de ceux de l'Institut d'émission. Les réserves officielles de change de la BCEAO ont augmenté de 453,4 milliards, pour se situer à 7.487,0 milliards à fin décembre 2015. Le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale est ressorti à 80,2%, contre 84,3% en décembre 2014. Pour leur part, les engagements

extérieurs de l'Institut d'émission se sont inscrits en hausse de 230,4 milliards, en s'établissant à 2.055,5 milliards.

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 2.899,0 milliards ou 17,7%, par rapport à son niveau de fin décembre 2014, pour se situer à 19.306,9 milliards. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la hausse des concours bancaires au secteur privé (+15,5% ou 1.816,4 milliards) et des créances nettes des institutions monétaires sur les Etats (+23,0% ou 1.082,6 milliards).

En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 2.731,4 milliards ou 14,4%, pour ressortir à 21.689,7 milliards à fin décembre 2015. Cette hausse s'est reflétée à travers le raffermissement des dépôts en banque de 2.141,5 milliards ou 15,2% et l'augmentation de la circulation fiduciaire de 560,3 milliards ou 12,0%.

Comparativement à son niveau de fin décembre 2014, la base monétaire s'est accrue de 13,6%, en se situant à 8.072,9 milliards au 31 décembre 2015, en lien notamment avec la hausse de 729,4 milliards des concours de la Banque Centrale aux établissements de crédit et de la baisse de 51,3 milliards des dépôts des Etats à la BCEAO. Le ratio de la base monétaire sur la masse monétaire s'est établi à 37,2% à fin décembre 2015 contre 37,5% à la même période de 2014.

Au cours de l'année 2015, la politique monétaire de l'Institut d'émission a été menée dans un contexte marqué par de faibles pressions inflationnistes et des perspectives de croissance favorables. Dans ces conditions, les taux directeurs de la Banque Centrale ont été maintenus à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont demeurés fixés respectivement à 2,50% et 3,50%.

Dans le souci de conforter les conditions d'un financement approprié de l'activité économique, le Comité de Politique Monétaire a maintenu inchangé le coefficient des réserves obligatoires à 5% sur l'ensemble des places de l'Union, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Toutefois, les interventions de la BCEAO en faveur des établissements de crédit se sont renforcées de 729,4 milliards ou 28,5% pour s'établir à 3.293,0 milliards. Elles représentent 17,1% du crédit intérieur contre 15,6% en 2014. En revanche, les concours aux Trésors nationaux se sont contractés de 26,6 milliards ou 4,9% d'une année à l'autre pour s'établir à 519,9 milliards à fin décembre 2015, en rapport avec les remboursements des concours adossés aux allocations de droits de tirages spéciaux (DTS).

Sur le marché interbancaire, le volume des opérations est demeuré, en moyenne hebdomadaire, quasi stable à 107,8 milliards en 2015. Les compartiments à une semaine et à deux semaines ont été les plus actifs, avec respectivement 39,0% et 31,3% des transactions en 2015 contre 50,4% et 24,5% en 2014. Les taux d'intérêt interbancaires sur le compartiment à une semaine ont connu une hausse de 33,0 points de base pour s'élever, en moyenne, à 3,70% en 2015.

Sur les guichets des appels d'offres d'injections de liquidités, réalisés sous forme d'enchères régionales à taux variables, les taux ont été orientés à la hausse. Ainsi, le taux moyen pondéré sur le guichet à une semaine s'est situé, en moyenne, à 2,56% en 2015 contre 2,54% en 2014.

Sur le guichet à un mois, le taux moyen pondéré s'est également accru, passant de 2,60% en 2014 à 2,62% en 2015.

Le marché régional de la dette publique est resté la principale source de financement interne des Etats en 2015. Les émissions brutes se sont élevées à 3.304,3 milliards, dont 1.127,3 milliards de bons du Trésor et 2.177,0 milliards d'obligations, contre 3.070,5 milliards un an plutôt. La part des titres de

maturités plus longues a connu une augmentation. En effet, les obligations du Trésor ont représenté 65,9% des titres émis en 2015 contre 52,2% en 2014.

Nettes des remboursements, les émissions de titres publics (bons et obligations) sont ressorties à 1.443,9 milliards en 2015 contre 1.324,9 milliards l'année précédente. Sur cette base, l'encours des titres publics s'est établi à 6.511,8 milliards à fin décembre 2015, contre 5.068,8 milliards à la même période en 2014.

Les taux sur le compartiment des bons du Trésor ont été globalement orientés à la baisse. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 4,93% au cours de la période sous revue contre 5,29% un an auparavant. Pour les émissions obligataires, il est également relevé une détente du taux de coupon moyen qui s'est situé à 5,99% en 2015, contre 6,07% en 2014.

Sur les marchés internationaux des capitaux, la Côte d'Ivoire a mobilisé des ressources à travers une émission d'euro-obligations pour un montant de 1.000 millions de dollars des Etats-Unis sur 13 ans (environ 579,0 milliards de francs CFA au cours du 24 février 2015). L'opération a enregistré à la clôture, des ordres d'un montant global dépassant 4.000 millions de dollars américains.

L'activité boursière au niveau régional s'est nettement consolidée durant l'année 2015. En effet, l'indice global, le BRVM Composite, a progressé de 17,7% en un an pour s'établir à 303,9 points à fin décembre 2015. Cette performance du marché financier régional est le reflet de la bonne tenue de l'activité dans les secteurs « transports », « services publics », « distribution » et « finances ». L'indice représentant les dix valeurs les plus actives, le BRVM10, a augmenté de 8,6% entre fin décembre 2014 et fin décembre 2015 pour atteindre 267,5 points.

Sur l'ensemble de l'année 2015, la capitalisation boursière des titres cotés sur le marché s'est accrue de 22,2% pour se situer à 9.078,9 milliards. Cette évolution traduit le dynamisme des deux compartiments du marché financier.

Au niveau du compartiment du marché des actions, la capitalisation s'est améliorée de 18,7% par rapport à fin décembre 2014 pour ressortir à 7.499,7 milliards. Cette embellie s'explique essentiellement par l'importance des transactions effectuées et les nouvelles émissions de titres. La valeur globale des transactions s'est fixée à 337 milliards de FCFA, soit un accroissement de 47,9% par rapport à 2014.

Sur le compartiment obligataire, la capitalisation s'est établie à 1.579,2 milliards au 31 décembre 2015, en hausse de 38,7% par rapport à la même période de 2014. Cette progression traduit à la fois la hausse du volume des échanges ainsi que les nouvelles admissions à la cote.

2. EVOLUTION DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

Le cadre légal et réglementaire de l'activité bancaire dans l'UMOA a été marqué, au cours de l'année 2015, notamment par l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA lors de sa session du 30 mars 2015, de la Décision n° 003/2015/CM/UMOA fixant le capital social minimum des établissements de crédit des Etats membres de l'UMOA. Ainsi, ledit capital est porté à 10 milliards pour les banques et à 3 milliards pour les établissements financiers à caractère bancaire.

A titre exceptionnel et transitoire, les établissements de crédit en activité disposent d'un délai de vingt-quatre (24) mois, à compter du 1^{er} juillet 2015, date d'entrée en vigueur de la décision, pour s'y conformer.

Par ailleurs, lors de sa session du 2 juillet 2015, le Conseil des Ministres a pris la Directive n°02/2015/CM/UEMOA du 2 juillet 2015 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ainsi que la Décision n°26 du 02/07/2015/CM/UMOA portant adoption du projet de loi uniforme y afférent. Ces textes intègrent les innovations qui visent à mettre en conformité le dispositif en vigueur avec les nouvelles normes internationales édictées par le Groupe d'Action Financière (GAFI) en février 2012 et de remédier aux insuffisances ainsi qu'aux difficultés relevées par les acteurs dans la mise en œuvre de la réglementation en vigueur.

Au cours de la même session, les Ministres ont pris la Décision n°025 du 02/07/2015/CM/UMOA instituant un mécanisme de résolution des crises bancaires dans l'Union, à l'issue de l'examen des propositions formulées par la Banque Centrale. A cet égard, le Conseil a donné mandat au Gouverneur de la BCEAO pour proposer les modalités pratiques d'organisation et de fonctionnement de ce dispositif devant permettre notamment de traiter efficacement les défaillances des institutions bancaires d'importance systémique.

Dans le cadre de la poursuite de la mise en conformité de la supervision bancaire aux normes et standards internationaux, les Instructions ci-après, ont été édictées par la BCEAO en application des dispositions pertinentes de la loi portant réglementation des Bureaux d'Information sur le Crédit :

- Instruction n°001-01-2015 du 13 janvier 2015 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de demande d'agrément en qualité de Bureau d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°002-01-2015 du 13 janvier 2015 relative aux modalités d'obtention du consentement du client par les fournisseurs de données aux Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC) dans le cadre du système de partage d'informations sur le crédit dans les Etats membres de l'UMOA ;
- Instruction n°003-01-2015 du 13 janvier 2015 établissant la liste des documents et informations constitutifs du dossier de déclaration d'intention d'installation d'un Bureau d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°005-05-2015 du 08 mai 2015 fixant les modalités de transmission des informations sur le crédit aux Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°006-05-2015 du 08 mai 2015 relative à l'homologation des grilles tarifaires des Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°007-05-2015 du 08 mai 2015 relative aux modalités de réception et de traitement des réclamations des clients par les Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°009-06-2015 du 15 juin 2015 relative aux dispositifs de sécurité des systèmes d'information des Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°010-06-2015 du 15 juin 2015 relative au plan de continuité d'activité des Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°014-12-2015 du 30 décembre 2015 fixant les modalités de communication des comptes annuels des Bureaux d'Information sur le Crédit à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- Instruction n°015-12-2015 du 30 décembre 2015 fixant les modalités de transfert de la base de

données et des copies électroniques de secours des Bureaux d'Information sur le Crédit à la BCEAO en cas de retrait d'agrément.

- En outre, la BCEAO a édicté les Instructions suivantes :
- Instruction n°004-05-2015 du 08 mai 2015 établissant un canevas de présentation harmonisée des tarifs des produits et services bancaires offerts par les établissements de crédit à leur clientèle ;
- Instruction n°008-05-2015 du 21 mai 2015 régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine ;
- Instruction n°011-09-2015 du 11 septembre 2015 relative aux procédures de vente aux enchères des bons et obligations du Trésor avec le concours de l'Agence UMOA-Titres dans les Etats-membres de l'UEMOA ;
- Instruction n°012-09-2015 du 11 septembre 2015 relative aux intermédiaires teneurs de comptes à l'enregistrement et à la circulation des bons et obligations du Trésor émis par voie d'adjudication avec le concours de l'Agence UMOA-Titres ;
- Instruction n° 013-11-2015 du 10 novembre 2015 relative aux modalités d'exercice de l'activité de transfert rapide d'argent en qualité de sous-agent au sein de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

Il convient de noter également l'édiction de l'Avis n°002-06-2015 relatif aux modalités de traitement du préfinancement des exportations de marchandises, pris en application du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

Encadré N° 1 : CADRE DE SUPERVISION ET DE SURVEILLANCE DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE

Les innovations technologiques et la commodité de leur utilisation ont profondément modifié le paysage financier et la structure des paiements dans les Etats-membres de l'UMOA durant les cinq (5) dernières années. Il s'agit notamment de la forte progression du nombre de comptes de monnaie électronique, l'acceptation croissante de la monnaie électronique comme moyen de transfert et de paiement et la diversité des acteurs, de leurs canaux et de leurs modèles d'affaires.

En effet, sur la base des dernières informations disponibles au 31 décembre 2015, le nombre de transactions via le téléphone portable s'est établi à 474,5 millions, représentant en valeur 6.994 milliards FCFA. Le nombre d'utilisateurs de monnaie électronique a sensiblement augmenté ces dernières années, dépassant les 25 millions à fin 2015.

Le tableau ci-après présente, selon les données disponibles, l'évolution de l'activité de monnaie électronique dans l'UMOA entre 2014 et 2015.

Pays	2014			2015		
	Nombre d'utilisateurs	Volume de transactions	Valeur des transactions (en millions FCFA)	Nombre d'utilisateurs	Volume de transactions	Valeur des transactions (en millions FCFA)
Bénin	1 097 021	2 383 317	19 369	2 535 493	14 655 315	205 476
Burkina	1 314 908	34 352 574	390 006	2 343 975	53 854 214	1 224 788
Côte d'Ivoire	9 300 113	136 977 984	2 220 621	10 111 758	206 088 936	3 451 885
Guinée-Bissau	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Mali	969 892	50 612 514	811 975	3 955 494	134 626 207	1 580 397
Niger	1 559 915	14 624 669	108 371	2 086 133	27 231 673	201 831
Sénégal	2 584 166	18 809 505	192 294	3 453 478	28 321 408	228 153
Togo	188 978	657 978	5 436	832 476	9 774 445	101 549
UMOA	17 014 993	258 418 541	3 748 072	25 318 807	474 552 198	6 994 079

ND : Non Disponible

Source : BCEAO

Face aux risques inhérents à ce nouveau mode de paiement, la BCEAO met en œuvre des actions ayant pour but de renforcer la surveillance de cette activité et sa supervision prudentielle, d'assurer la protection des usagers, de promouvoir l'inclusion financière et de préserver la stabilité du système financier.

Le cadre de supervision en place à cet effet est principalement destiné à maîtriser les risques financiers et opérationnels y afférents. L'approche retenue s'appuie sur trois (3) principaux piliers, inspirés des principes fondamentaux des infrastructures des marchés financiers. Il s'agit de l'autodiscipline des acteurs, la discipline de marché et la conformité aux exigences réglementaires.

II. ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA



100^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA (Abidjan, le 11 juin 2015)

1. PAYSAGE BANCAIRE

1.1. Description du paysage bancaire

1.1.1 Etablissements de crédit agréés

Au 31 décembre 2015, le système bancaire de l'Union compte cent trente-sept (137) établissements de crédit agréés contre cent trente-deux (132) en 2014. Cette évolution résulte :

- de l'agrément d'une (1) banque et d'un (1) établissement financier à caractère bancaire au Sénégal ;
- de l'autorisation d'installation de cinq (5) succursales de banque, dont une (1) au Bénin, une (1) en Côte d'Ivoire, une (1) en Guinée-Bissau, une (1) au Niger et une (1) au Sénégal ;
- du retrait de l'autorisation d'installation de deux (2) succursales bancaires au Bénin et au Togo.

Ainsi, à fin décembre 2015, le paysage bancaire est composé de 122 banques et 15 établissements financiers à caractère bancaire agréés. Leur répartition par pays se présente comme suit :

Tableau n° 2 :

Nombre d'établissements de crédit agréés par pays en 2015

Pays	Banques	Succursales bancaires	Etablissements financiers (EF)	Succursales d'EF	Total
Bénin	13	2	-	-	15
Burkina	11	2	3	1	17
Côte d'Ivoire	23	3	1	1	28
Guinée-Bissau	3	2	-	-	5
Mali	13	1	2	1	17
Niger	9	3	1	-	13
Sénégal	20	4	2	1	27
Togo	11	2	2	-	15
Total	103	19	11	4	137

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

1.1.2. Etablissements de crédit en activité

Au cours de l'année 2015, onze (11) établissements de crédit³ sont entrés en activité et deux (2) retraits d'autorisation d'installation de succursales ont été prononcés. Ainsi, le nombre d'entités en activité dans l'Union est ressorti à cent-trente (130) dont 116 banques et 14 établissements financiers à fin 2015, contre cent-vingt-un (121) en 2014.

Les statistiques ont été collectées auprès de 129 établissements, en l'absence des données d'un (1) établissement au Bénin qui n'a démarré ses activités que le 21 décembre 2015.

3 - Liste des établissements de crédit agréés, ayant démarré leurs activités au cours de l'année 2015 : Bénin (CBAO, succursale du Bénin ; CCEI Bank ; Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce) ; Burkina (Banque de l'Union - Burkina Faso) ; Côte d'Ivoire (Banque de l'Union - Côte d'Ivoire ; Fidelis Finance, succursale de Côte d'Ivoire) ; Sénégal (BCI Mali, succursale du Sénégal ; BGFIBANK Sénégal ; Banque de Dakar) ; Togo (Coris Bank International - Togo ; Société Générale Bénin, succursale du Togo).

Liste des établissements de crédit agréés, non encore en activité : Bénin (Coris Bank, succursale du Bénin) ; Côte d'Ivoire (Banque Malienne de Solidarité, succursale de Côte d'Ivoire ; Banque Régionale de Marchés, succursale de Côte d'Ivoire) ; Guinée-Bissau (Banque Atlantique Côte d'Ivoire, succursale de Guinée-Bissau) ; Niger (Banque Régionale de Marchés, succursale du Niger) ; Sénégal (Wafacash West Africa ; Coris Bank, succursale du Sénégal).

Tableau n° 3 :

Répartition des établissements de crédit en activité par pays

Pays	Nombre d'établissements			Total bilan (millions FCFA)	Parts de marché ⁽²⁾	Guichets	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs (employés)
	Banques	EF ⁽¹⁾	Total						
Bénin	13	-	13	3 324 419	11,8%	205	277	1 056 113	2 644
Burkina	13	4	17	3 768 914	13,4%	280	341	1 358 761	3 009
Côte d'Ivoire	24	2	26	8 294 479	29,4%	635	896	2 608 537	7 671
Guinée-Bissau	4	-	4	195 225	0,7%	27	42	97 689	423
Mali	14	3	17	3 840 616	13,6%	533	405	1 310 529	3 143
Niger	11	1	12	1 268 632	4,5%	148	145	481 715	1 646
Sénégal	23	2	25	5 463 295	19,3%	392	454	1 391 205	4 858
Togo	13	2	15	2 059 304	7,3%	210	239	1 069 666	2 203
UMOA	115	14	129	28 214 884	100,0%	2 430	2 799	9 374 215	25 597

(1) Etablissements financiers

(2) Par rapport au total des bilans des établissements de crédit de l'UMOA

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

A fin 2015, les établissements de crédit de l'Union affichent un total de bilan de 28.215 milliards, en augmentation de 19,3% par rapport à fin 2014, imputable à l'évolution des actifs dans tous les pays de l'Union.

Le réseau bancaire (agences, bureaux et points de vente) s'est accru de 5,7% pour se fixer à 2.430 unités à fin 2015. Les progressions sont comprises dans un intervalle d'un (1) guichet en Guinée-Bissau à trente-six (36) au Mali. Le nombre de Guichets Automatiques de Banques (GAB) a augmenté de 7,5% pour s'établir à 2.799 unités au cours de la période sous revue.

Les emplois créés par le secteur bancaire ont progressé de 1.394 postes (+5,8%). Le nombre total des employés est ainsi ressorti à 25.597 à fin 2015, contre 24.203 en 2014. Cette évolution est imputable à la hausse du nombre d'agents non-cadres de 567 (+5,5%) et du personnel d'encadrement de 827 (+6,2%).

Le nombre de comptes de la clientèle a également enregistré une hausse de 5,0% pour s'établir à 9.374.215 à fin 2015. Les comptes de particuliers ont crû de 4,8% contre 18,1% un an auparavant et ceux détenus par les personnes morales de 7,8%, contre une baisse de 21,1% l'année précédente.

Pour tenir compte des standards internationaux en matière de supervision basée sur les risques et mieux adapter le dispositif de supervision aux mutations de l'environnement bancaire, la surveillance des établissements de crédit, préalablement basée sur une analyse et un regroupement des assujettis par pays, a été revue à la faveur de la réorganisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire, par Décision n°08-01-2015 du 29 janvier 2015 du Gouverneur de la BCEAO.

A cet égard, la supervision des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés (SFD) de grande taille est désormais axée sur une analyse par groupes homogènes d'assujettis, constitués comme suit :

- banques internationales ;
- banques sous-régionales et établissements financiers à caractère bancaire ;
- banques mutualistes et SFD de grande taille (article 44 de la loi portant réglementation des SFD).

Ainsi, au 31 décembre 2015, les établissements de crédit de l'Union sont composés de soixante-cinq (65) banques internationales, quarante-huit (48) banques sous-régionales, deux (2) banques mutualistes et quatorze (14) établissements financiers à caractère bancaire.

Tableau n° 4 :

Répartition des établissements de crédit par groupes homogènes

Taille du bilan Catégories	Nombre d'établissements par pays									Parts de marché (*)	Guichets (**)	Nombre de comptes ban- caires	Effectifs (em- ployés)
	Bénin	Burki- na	Côte d'Ivoire	Gui- née-Bis- sau	Mali	Niger	Séné- gal	Togo	UMOA				
Banques internationales	10	8	13	-	7	6	14	7	65	56,8%	51,0%	50,4%	56,2%
Banques sous- régionales	3	5	11	4	6	5	8	6	48	40,4%	47,9%	48,5%	41,7%
Banques mutualistes	-	-	-	-	1	-	1	-	2	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%
Etablissements financiers	-	4	2	-	3	1	2	2	14	1,2%	0,0%	0,0%	1,1%
Total	13	17	26	4	17	12	25	14	129	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les banques internationales dominent le paysage bancaire de l'UMOA avec 56,8% des actifs bancaires. Elles couvrent 51,0% du réseau d'agences, détiennent 50,4% des comptes bancaires et emploient 56,2% des effectifs.

Les banques sous-régionales cumulent 40,4% des actifs du système bancaire de l'Union. Cette catégorie regroupe 47,9% des implantations, 48,5% des comptes de la clientèle et 41,7% des effectifs.

Les banques mutualistes mobilisent 1,6% des actifs, 1,1% des implantations, 1,1% des comptes de la clientèle et 1,0% des effectifs du système bancaire.

Les établissements financiers à caractère bancaire concentrent pour leur part 1,2% des actifs et 1,1% des effectifs du système bancaire de l'Union.

1.2. Analyse des établissements de crédit en activité

1.2.1. Selon la taille du bilan

Suivant la taille du bilan, les établissements de crédit se répartissent en trois (3) catégories : grande pour un total de bilan supérieur à 200 milliards, moyenne pour un total compris entre 100 milliards et 200 milliards et petite pour un total inférieur à 100 milliards.

Au 31 décembre 2015, le paysage bancaire se composait de quarante-cinq (45) grandes banques, vingt-six (26) banques moyennes et cinquante-huit (58) établissements de petite taille.

Tableau n° 5 :

Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan

Catégories	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Gui-chets (**)	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs (employés)
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
- Grande : Total du bilan > 200 milliards)	6	7	9	-	7	3	10	3	45	78,8%	67,7%	78,3%	80,7%	68,3%
- Moyenne : 100 milliards ≤ Total du bilan ≤ 200 milliards	2	2	8	-	4	3	3	4	26	12,8%	14,7%	11,0%	5,7%	13,7%
- Petite : Total du bilan < 100 milliards	5	8	9	4	6	6	12	8	58	8,4%	17,7%	10,7%	13,6%	18,0%
• Banques	5	4	7	4	3	5	10	6	44	7,2%	16,6%	9,7%	13,6%	16,8%
• Etablissements financiers	-	4	2	-	3	1	2	2	14	1,2%	1,1%	1,0%	0,0%	1,1%
Total	13	17	26	4	17	12	25	15	129	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de ventes

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

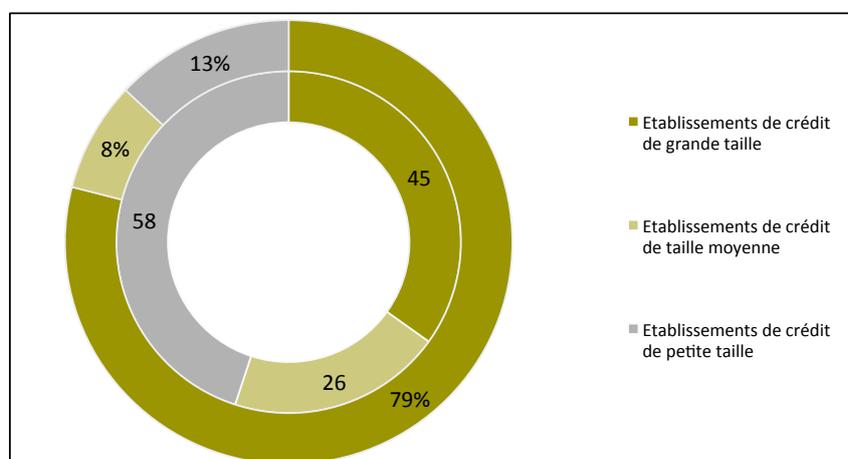
Le poids des actifs détenus par les établissements de crédit de grande taille dans l'Union est de 78,8%. Ils couvrent 67,7% du réseau d'agences, 78,3% des GAB, 80,7% des comptes clientèle et 68,3% des employés du système bancaire.

Le cumul des actifs des banques de taille moyenne représente 12,8% de l'ensemble des établissements de crédit de l'UMOA. Cette catégorie regroupe 14,7% des implantations, 11,0% des GAB, 5,7% des comptes de la clientèle et 13,7% des employés.

Les cinquante-huit (58) établissements de petite taille détiennent ensemble 8,4% des actifs avec 17,7% des bureaux et agences, 10,7% des GAB, 13,6% des comptes bancaires et 18,0% des employés.

Graphique n° 2 :

Répartition des établissements selon le total de bilan et la catégorie



Couronne extérieure : Part dans le total de bilan

Couronne intérieure : Nombre d'établissements

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

1.2.2. Analyse selon le secteur d'activité cible

Au 31 décembre 2015, les cent seize (116) banques se répartissent entre :

- cent quatre (104) établissements à vocation généraliste ou universelle ;
- et douze (12) unités spécialisées notamment dans le financement de l'agriculture (3), de l'habitat (5), dans la microfinance (2) et des opérations de marché (2).

Ces deux (2) catégories d'établissements de crédit cumulent 98,8% des actifs du système bancaire de l'Union, à raison de 91,7% pour les banques généralistes et 7,1% pour les banques spécialisées. Elles totalisent respectivement 88,3% et 10,6% du réseau des agences et bureaux ainsi que 94,4% et 5,6% des GAB, couvrent 92,0% et 8,0% des comptes de la clientèle et emploient 92,0% et 6,9% des effectifs.

Tableau n° 6 :

Répartition des établissements de crédit par secteur cible privilégié

Activités principales	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs (employés)
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
Banques	14	13	24	4	14	11	23	13	116	98,8%	98,9%	100,0%	100,0%	98,9%
- Généralistes	13	12	23	4	11	10	18	13	104	91,7%	88,3%	94,4%	92,0%	92,0%
- Spécialisées	1	1	1	-	3	1	5	-	12	7,1%	10,6%	5,6%	8,0%	6,9%
• agriculture	-	-	-	-	1	1	1	-	3	2,3%	4,0%	3,0%	4,3%	3,2%
• habitat	1	1	1	-	1	-	1	-	5	2,1%	5,1%	1,5%	2,6%	2,4%
• microfinance	-	-	-	-	1	-	1	-	2	1,6%	1,4%	1,1%	1,1%	1,0%
• marché	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1,1%	0,1%	-	-	0,4%
Etablissements financiers	-	4	2	-	3	1	2	2	14	1,2%	1,1%	-	-	1,1%

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de ventes

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les quatorze (14) établissements financiers à caractère bancaire en activité dans l'Union, au 31 décembre 2015, concentrent 1,2% des actifs bancaires. Ils détiennent 1,1% des guichets et emploient 1,1% des effectifs.

Leur classification selon la catégorie d'exercice se présente comme suit à fin 2015 :

Tableau n° 7 :

Classification des établissements financiers à caractère bancaire

Etablissements financiers / Catégories		Catégorie 1 (Prêts)	Catégorie 2 (Crédit-bail ou location avec option d'achat)	Catégorie 3 (Affactura- rage)	Catégorie 4 (Cautionne- ment)	Catégorie 5 (Paiement)
Burkina	Société Burkinabé de Crédit Automobile (SOBCA)		x			
	Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina (SOFIGIB)	x	x	x	x	
	Fidelis-Finance Burkina Faso (Fidelis-Finance BF)	x	x	x	x	
	Alios Finance, succursale du Burkina	x	x	x		
Côte d'Ivoire	Société Africaine de Crédit Automobile (SAFCA- Alios Finance)	x	x	x		
Mali	Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali (FGHM)				x	
	Fonds de Garantie du Secteur Privé (FGSP)				x	
	Alios Finance, succursale du Mali	x	x	x		
Niger	Société Sahélienne de Financement (SAHFI)				x	
Sénégal	Compagnie Ouest Africaine de Crédit-bail (LOCAFRIQUE)	x	x			
	Alios Finance, succursale du Sénégal	x	x	x		
	Wafacash West Africa					x
Togo	Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest (Fonds GARI)	x	x	x	x	
	Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA)	x				
Total		9	9	7	6	1

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

1.2.3. Analyse par groupe bancaire

1.2.3.1. Les établissements par affiliation à un groupe

Au 31 décembre 2015, vingt-huit (28) groupes bancaires exercent dans l'Union. Ils regroupent cent (100) établissements de crédit et totalisent 86,6% des parts de marché du système bancaire. Dix (10) de ces groupes sont liés à des holdings qui sont installées dans l'UMOA. Il s'agit de Ecobank, COFIPA, Atlantic Business International (ABI), Bridge Group West Africa, Oragroup, Tamweel Africa Holding (TAH), Bank Of Africa (BOA), NSIA Participations, Coris Bank International et Groupe BDK.

Le nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA, détenant au moins 2% des actifs chacun, est ressorti à treize (13) au cours de la période.

Avec soixante-treize (73) des cent-trente (130) unités en activité, ces groupes étendent leur influence à l'ensemble des pays de l'Union. Elles concentrent 79,8% du total des bilans et 71,1% des guichets, emploient 74,9% des agents, détiennent 76,9% des comptes de la clientèle et contrôlent 79,8% des GAB. Elles cumulent 81,8% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Tableau n° 8 :

Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA au 31 décembre 2015

N°	Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Pays d'origine de la maison-mère	Nombre d'établissements	Parts de marché	Guichets	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs (employés)	Part du résultat net global provisoire
1	Ecobank	Togo	8	15,00%	10,70%	21,00%	17,80%	11,20%	14,00%
2	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	8	12,00%	9,60%	10,00%	15,00%	8,70%	14,10%
3	Atlantic Business International (ABI)	Maroc	8	9,70%	8,70%	7,30%	7,30%	7,10%	6,90%
4	Société Générale	France	5	9,30%	8,00%	6,60%	6,70%	6,40%	11,70%
5	Attijariwafa bank	Maroc	8	7,90%	10,20%	8,50%	9,40%	9,60%	9,20%
6	BNP Paribas	France	4	4,80%	4,20%	5,90%	4,30%	5,50%	6,40%
7	Oragroup	Togo	8	4,00%	3,50%	2,50%	3,00%	4,80%	-
8	Diamond Bank	Nigeria	4	3,70%	1,80%	1,70%	2,00%	2,80%	1,50%
9	Coris Bank International (CBI)	Burkina	4	3,20%	2,30%	1,50%	2,80%	2,30%	5,40%
10	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	4	2,70%	2,60%	3,30%	2,20%	3,30%	3,80%
11	NSIA Banque	Côte d'Ivoire	1	2,70%	3,00%	4,00%	2,70%	3,10%	4,00%
12	Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	Libye	7	2,50%	4,10%	3,40%	1,60%	4,60%	2,30%
13	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	4	2,40%	4,30%	2,30%	1,70%	2,20%	3,60%
	Total	-	73	79,8%	71,1%	79,8%	76,9%	74,9%	81,80%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Le groupe **Ecobank**, avec une part des actifs de 15,0%, demeure le plus important. Il est présent dans tous les pays de l'Union et détient 10,7% du réseau, 21,0% des GAB, 17,8% des comptes de la clientèle et emploie 11,2% des effectifs. Il contribue à hauteur de 14,0% à la formation du résultat net global provisoire du système bancaire.

Constitué de huit (8) banques dans l'UMOA, le groupe **Bank Of Africa (BOA)** se positionne au deuxième rang avec 12,0% du total des bilans. Il concentre 9,6% des guichets, 10,0% des GAB, 15,0% des comptes bancaires de la clientèle et 8,7% des agents et réalise 14,1% du résultat net global provisoire.

Le groupe **Atlantic Bank International (ABI)** avec huit (8) filiales, occupe la troisième place, avec une part des actifs de 9,7%. Il est présent dans sept (7) pays de l'Union et concentre 8,7% du réseau, 7,3% des GAB, 7,3% des comptes-clients et 7,1% des salariés. Il affiche 6,9% du résultat net global provisoire.

Le groupe **Société Générale** couvre 9,3% de part de marché. Présent dans cinq (5) pays de l'UMOA, il totalise 6,1% des guichets, 8,2% des GAB, 7,1% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 9,6% des salariés. Il totalise 11,7% du résultat net global provisoire.

A la cinquième place, avec un cumul de 7,9% des actifs, le groupe **Attijariwafa bank** dispose de cinq (5) filiales et trois (3) succursales. Il détient 10,2% du réseau, 8,5% des GAB, 9,4% des comptes-clients et 9,6% des employés. Il cumule 9,2% du résultat net global provisoire.

La part de marché du groupe **BNP Paribas** ressort à 4,8% à fin décembre 2015. Avec ses quatre (4) filiales, le groupe détient 4,2% des guichets, 5,9% des GAB, 4,3% des comptes de la clientèle, 5,5% des employés et 6,4% du résultat net global provisoire.

Oragroup détient 4,0% des actifs bancaires, 3,5% du réseau, 2,5% des GAB, 3,0% des comptes de la clientèle et 4,8% des salariés. Il a étendu son réseau à l'ensemble de l'UMOA, à la faveur du rachat de l'ex-groupe BRS.

Le groupe **Diamond Bank**, avec sa filiale et ses trois (3) succursales représente 3,7% du total des bilans de l'Union, détient 1,8% des guichets, 1,7% des GAB, 2,0% des comptes de la clientèle et 2,8% des salariés. Il totalise 1,5% du résultat net global provisoire.

Le groupe **Coris Bank International (CBI)**, avec quatre (4) unités, cumule 3,2% du total des bilans de l'Union, détient 2,3% des guichets de l'UMOA, 1,5% des GAB, 2,8% des comptes de la clientèle, 2,3% des salariés et 5,4% du résultat net global provisoire.

Le groupe **United Bank for Africa (UBA)** concentre 2,7% des actifs totaux, couvre 2,6% du réseau, 3,3% des GAB, 2,2% des comptes de la clientèle et 3,3% de l'effectif total des employés du secteur. Il réalise 3,8% du résultat net global provisoire.

NSIA Banque Côte d'Ivoire, qui fait partie d'un groupe financier, détient 2,7% des actifs bancaires de l'Union, 3,0% du réseau, 4,0% des GAB, 2,7% des comptes de la clientèle, 3,1% des effectifs et 4,0% du résultat net global provisoire.

Avec sept (7) unités, le groupe **BSIC** concentre 2,5% du total des actifs de l'Union et concentre 4,1% du réseau, 3,4% des GAB, 1,6% des comptes de la clientèle, 4,6% des salariés et 2,3% du résultat net global provisoire.

Le groupe **BDM** avec quatre (4) banques cumule 2,4% des actifs bancaires de l'Union et détient 4,3% des guichets de l'Union, 2,3% des GAB, 1,7% des comptes de la clientèle, 2,2% des salariés et 3,6% du résultat net global provisoire.

"28 groupes bancaires sont en activité dans l'Union et proviennent principalement de 5 principales zones géographiques. Ils détiennent ensemble 86,6% des actifs et représentent 85,0% du résultat net global provisoire du système bancaire."

Quinze (15) autres groupes de moindre envergure, détenant moins de 2% des actifs chacun, font également partie du paysage bancaire. Il s'agit de :

- Afriland First Group (2 établissements) ;
- Atlantic International (1 établissement) ;
- Banque de Dakar (1 établissement) ;
- Banque pour le Commerce et l'Industrie (2 établissements) ;
- BGFIBANK (3 établissements) ;
- Bridge Bank Group (1 établissement) ;
- Citigroup (2 établissements) ;
- COFIPA (1 établissement) ;
- Crédit Libanais (1 établissement) ;
- First Bank of Nigeria (1 établissement) ;
- Guaranty Trust Bank (1 établissement) ;

Libyan Foreign Bank (4 établissements) ;
 Standard Chartered Bank BV (1 établissement) ;
 Tamweel Africa Holding (2 établissements).
 TLG Finance (4 établissements).

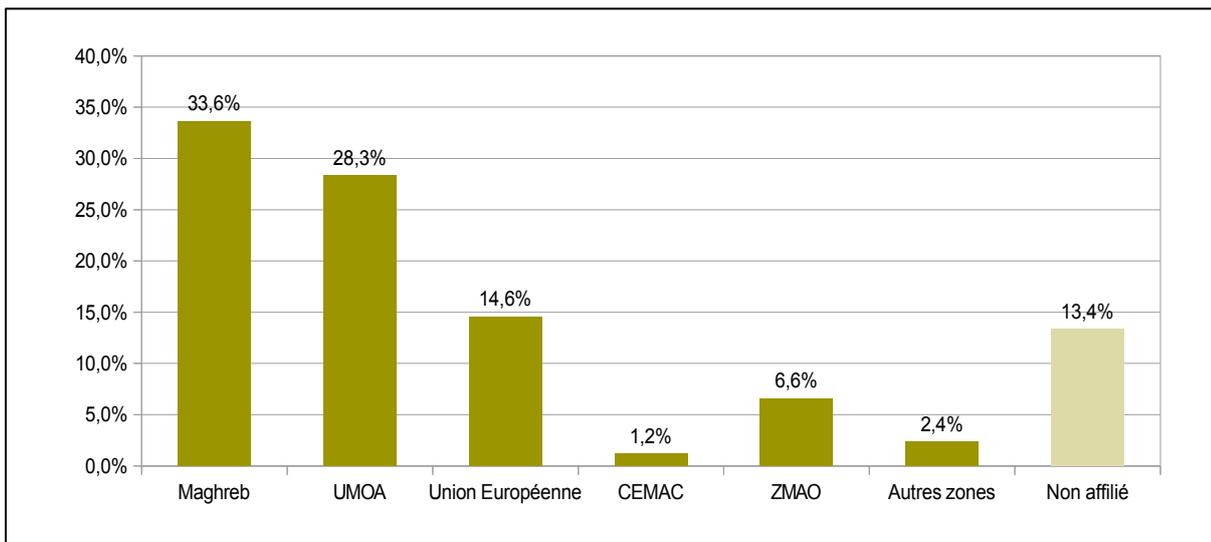
Ensemble, ils contrôlent vingt-sept (27) établissements de crédit, totalisent 6,9% des actifs, détiennent 5,7% des implantations, 3,9% des GAB, 2,2% des comptes de la clientèle et emploient 7,2% des effectifs. Leur contribution au résultat net global provisoire du système bancaire de l'Union ressort à 3,2% au 31 décembre 2015.

1.2.3.2. Les groupes bancaires par zone géographique d'origine

Vingt-huit (28) groupes bancaires sont en activité dans l'UMOA au 31 décembre 2015. Ils proviennent principalement de l'UMOA et d'autres zones monétaires ou économiques, en l'occurrence le Maghreb, l'Union Européenne, la Zone Monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO) et la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC).

Graphique n° 3 :

Part de marchés des groupes bancaires par zone géographique d'origine



(*) Sur la base du total de bilan

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Avec une part des actifs de 32,0%, les sept (7) **groupes bancaires du Maghreb**⁴ présents dans l'UMOA disposent de 41 unités bancaires et représentent 34,8% du réseau d'agences. Ils détiennent 34,2% des comptes de la clientèle, 31,9% des dépôts de la clientèle et portent 33,8% des crédits octroyés. A fin décembre 2015, ces institutions contribuent à hauteur de 32,2% à la formation du résultat net global provisoire réalisé par le système bancaire.

4 - Maroc (Atlantic Business International, Attijariwafa bank, Bank Of Africa) - Libye (Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce, Libyan Foreign Bank) - Mauritanie (Banque pour le Commerce et l'Industrie) - Tunisie (TLG Finance)

L'activité de ces groupes est dominée par les banques marocaines, avec 29,6% de part de marché ainsi que 28,3% des dépôts et 28,3% des crédits de l'Union. Les banques libyennes, mauritaniennes et tunisiennes totalisent respectivement 3,4%, 0,3% et 0,3% de parts de marché.

Les **groupes bancaires de l'UMOA** concernent les banques dont la maison-mère est installée dans l'Union. Ils sont au nombre de huit (8) et détiennent 28 unités bancaires représentant 24,4% du réseau. Ces entités totalisent 28,2% des comptes de la clientèle et 28,1% des dépôts. Ils portent 26,9% des crédits à la clientèle et réalisent 25,8% du résultat net global provisoire.

Les trois (3) **groupes bancaires de l'Union Européenne**⁵, pour leur part, avec dix (10) filiales, concentrent 14,6% des actifs, mobilisent 17,1% des dépôts et sont à l'origine de 17,4% des crédits accordés à la clientèle. Ils ont dégagé 18,2% de résultat net global provisoire de l'Union. Il s'agit principalement de groupes ayant leur maison-mère en France, à l'exception d'une entité basée au Royaume Uni.

Les groupes bancaires de la **Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO)**⁶, au nombre de quatre (4), proviennent exclusivement du Nigeria et cumulent 6,6% des actifs de l'Union. Leurs dix (10) unités assurent la mobilisation de 5,4% des dépôts et l'octroi de 3,6% des crédits à la clientèle dans l'Union. Ils contribuent à hauteur de 4,8% au résultat net global provisoire de l'UMOA à fin 2015.

Les deux groupes bancaires de la **CEMAC**⁷, avec quatre (4) unités bancaires, représentent 1,2% du total de bilan, 1,0% des dépôts et 1,3% des crédits à la clientèle. Leur contribution au résultat net global provisoire de l'Union représentait 1,2% au terme de l'exercice 2015.

Les groupes bancaires des autres zones géographiques sont au nombre de quatre (4)⁸ et détiennent sept (7) unités. Ils totalisent 2,4% du total des actifs de l'Union, 2,6% des dépôts et 2,2% des crédits à la clientèle. Ces entités ont contribué à hauteur de 2,8% à la formation du résultat net global provisoire.

5 - France (Société Générale, BNP Paribas) - Royaume Uni (Standard Chartered Bank BV)

6 - Nigeria (Diamond Bank, United Bank for Africa, First Bank, GTBank)

7 - Gabon (BGFIBank), Congo (Atlantic International)

8 - Etats-Unis (Citigroup) - Liban (Crédit Libanais) - Arabie Saoudite (Tamweel Africa Holding) - Suisse (Afriland First Group)

Encadré N° 2 : MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS D'ALERTE PRECOCE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, les superviseurs ont développé et mis en œuvre, depuis les années 1990, plusieurs outils d'évaluation des risques et de systèmes d'alerte précoce.

Alors que certains de ces systèmes sont capables de fournir des indications « ex-post » sur les risques existants, d'autres permettent de générer des alertes « ex-ante » sur des difficultés potentielles qui peuvent émerger ou se développer à l'avenir, compte tenu du profil de risque de l'établissement de crédit. En tout état de cause, les dispositifs d'évaluation des risques et d'alerte précoce aident à :

- l'évaluation systématique des risques des établissements de crédit dans un cadre formalisé, tant au moment de l'inspection sur place que celui de la surveillance permanente ;
- l'identification des établissements de crédit en difficulté et des zones de risque où des problèmes existent ou sont susceptibles d'émerger ;
- la programmation efficace des missions de vérification, en mettant en exergue celles qui sont prioritaires, et une allocation optimale des ressources en termes de supervision ;
- l'initiation d'actions et de mesures appropriées et diligentes.

A l'instar des approches en termes de réglementation et de surveillance bancaire qui diffèrent selon les pays, celles portant sur l'évaluation des risques et des systèmes d'alerte précoce varient également à divers égards suivant les facteurs spécifiques à chaque juridiction, notamment :

- l'étendue, la portée et la fréquence des contrôles sur place ;
- le mécanisme de surveillance permanente ;
- l'étendue, la nature et la fiabilité des reportings réglementaires ;
- la disponibilité d'autres sources d'information fiables ;
- la disponibilité de données historiques sur les crises et les faillites bancaires ;
- le niveau du progrès technologique ;
- la disponibilité des ressources budgétaires et humaines nécessaires.

Toutefois, les systèmes d'évaluation des risques et d'alerte précoce peuvent être regroupés en quatre (4) catégories :

- (i) les systèmes de notation des établissements de crédit ;
- (ii) les systèmes de comparaison intra-groupes, fondés sur des ratios financiers ;
- (iii) les systèmes fondés sur une évaluation exhaustive des risques ;
- (iv) les modèles statistiques.

En général, les autorités de contrôle font usage de plus d'un outil d'alerte, dans le but d'optimiser la probabilité de détection des risques par, au moins, l'un de ces outils. Les dispositifs adoptés combinent souvent des évaluations qualitatives et des analyses quantitatives automatisées. Pour certains de ces dispositifs, le jugement d'expert d'ordre qualitatif joue un rôle crucial.

Dans l'UMOA, le cadre de supervision comprend un outil de notation dénommé SNEC-UMOA (Système de Notation des Etablissements de crédit de l'UMOA), qui repose sur un ensemble de dix (10) critères, dont sept (7) fondamentaux et trois (3) complémentaires. Les critères fondamentaux portent sur les fonds propres, le gouvernement d'entreprise, le système d'information et de reporting, le contrôle interne, la structure financière, la gestion des risques et les performances financières. Ils servent à positionner les établissements de crédit sur une échelle de risques. Les trois (3) critères complémentaires, relatifs à l'environnement, l'actionnariat et les perspectives de développement, sont utilisés pour affiner la première notation issue des critères dits fondamentaux et établir une segmentation des classes de risques.

Le SNEC-UMOA comprend une liste de cent (100) sous-critères d'évaluation des risques, décomposé chacun en dix (10) sous-critères dont les notes sont synthétisées à travers une moyenne arithmétique simple.

La révision de cet outil est en cours, dans le cadre des travaux d'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III dans l'UMOA.

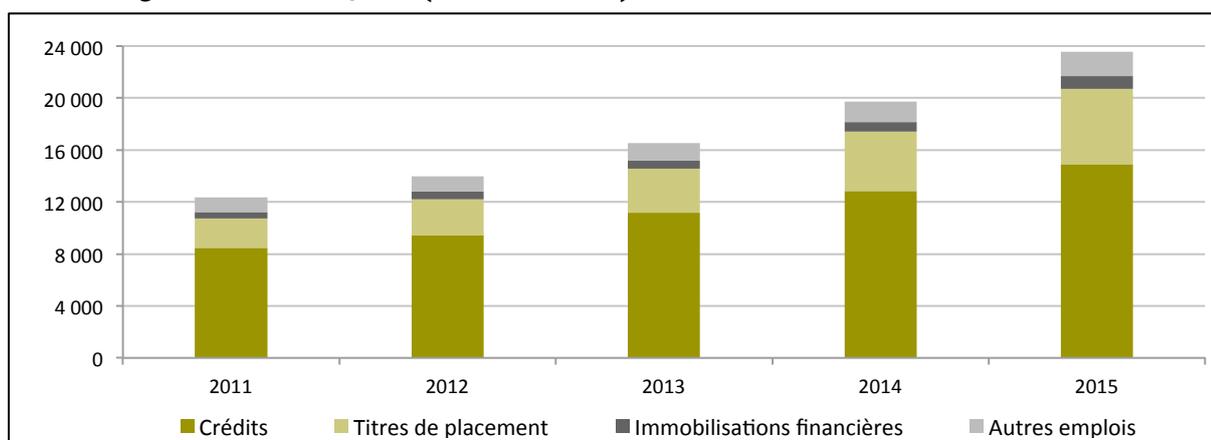
2. ACTIVITES ET RESULTATS

2.1. Emplois

Les emplois du système bancaire se sont établis à 23.580 milliards à fin 2015, en progression annuelle de 19,6%. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle (63,2% en 2015 contre 65,2% à fin décembre 2014) et les titres de participation (24,6% en 2015 contre 23,1% un an plus tôt), tandis que les parts des immobilisations financières et des autres emplois restent sensiblement inchangées, se situant respectivement à 4,2% et 8,0%.

Graphique n°4 :

Evolution globale des emplois (milliards FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

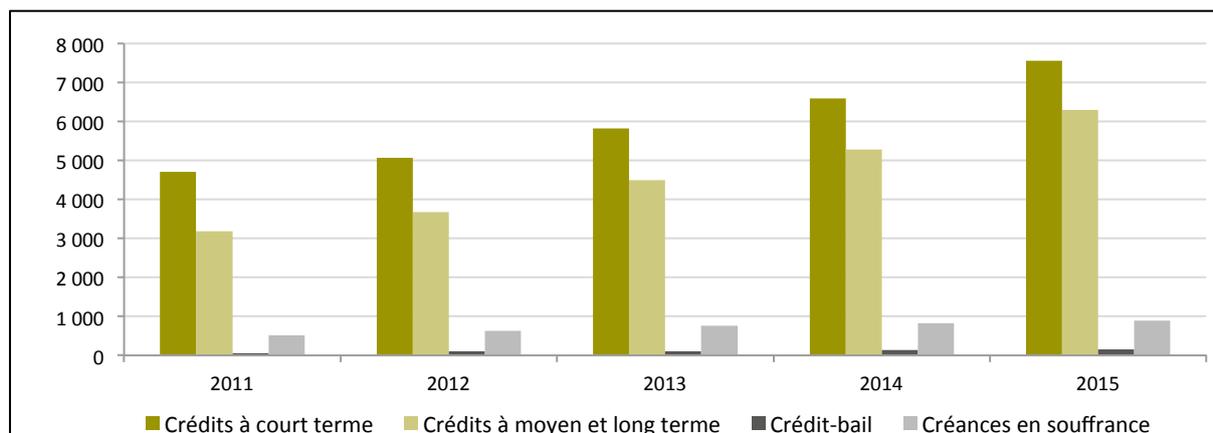
Les crédits à la clientèle ont augmenté de 16,1% en variation annuelle en ressortant à 14.910 milliards à fin 2015. Ils sont composés des crédits à court terme, des crédits à moyen et long termes et des engagements de crédit-bail.

Les **crédits à court terme** s'élèvent à 7.567 milliards et représentent environ la moitié (50,8%) du total des crédits. Ils ont enregistré un accroissement de 14,8% en rythme annuel, contre 13,2% à fin 2014.

Quant aux **crédits à moyen et long termes**, ils ont affiché une progression annuelle de 19,0%, identique à celle de l'exercice précédent. Ils représentent 42,2% du total des crédits (soit 6.294 milliards) contre 41,2% un an auparavant.

Les **engagements de crédit-bail**, pour leur part, ont enregistré une progression de 18,5% en rythme annuel à fin décembre 2015 (contre 25,0% un an plus tôt) en atteignant 156 milliards.

Graphique n° 5 :
Analyse de la structure des crédits (milliards FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les **titres de placement**, ressortant à 5.791 milliards (soit 24,6% du total des emplois) à fin 2015, demeurent principalement portés par les émissions de titres des Etats de l'Union. Leur croissance annuelle, quoique affichant un léger ralentissement à 27,1% en rythme annuel contre 34,0% à l'issue de l'exercice 2014, traduit l'intérêt marqué des établissements de crédit pour ces instruments, notamment les titres publics émis par les Etats de l'Union.

Quant aux **immobilisations financières** et aux **autres emplois**, ils se sont situés à 986 milliards et 1.893 milliards, en augmentation respective de 31,1% et 21,7% en glissement annuel.

La répartition sectorielle des concours octroyés par les établissements de crédit au cours de l'exercice 2015, telle que retracée par la Centrale des Risques de la BCEAO, se présente comme suit :

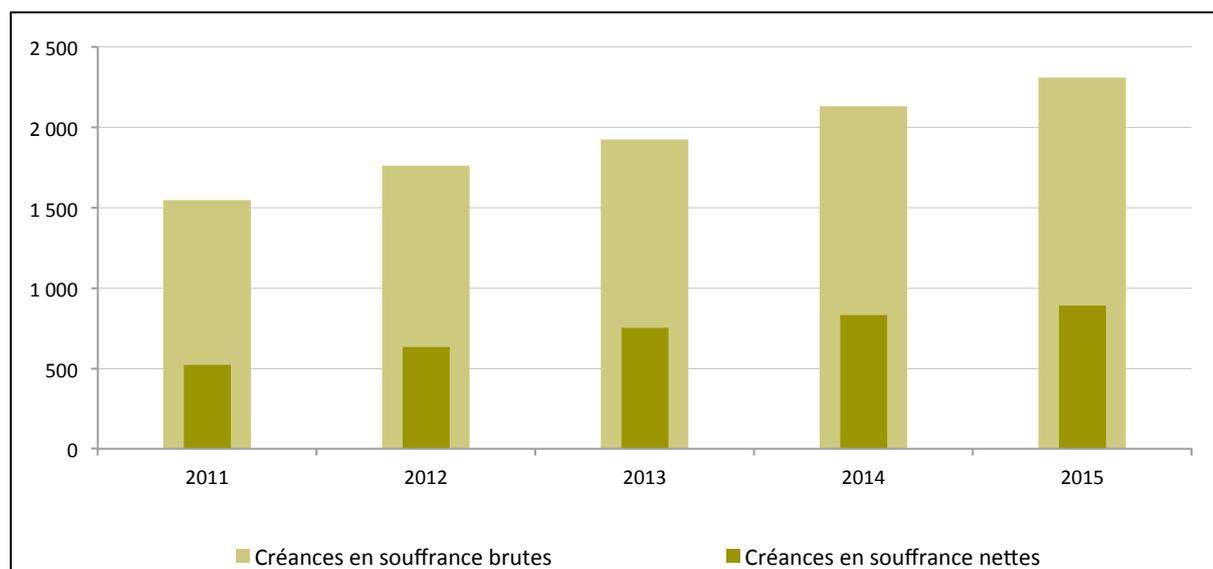
Tableau n° 9 :
Utilisations de crédit déclarées à la Centrale des Risques

Secteurs d'activité	Décembre 2011	Décembre 2012	Décembre 2013	Décembre 2014	Décembre 2015
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	3%	3%	3%	4%
Industries extractives	2%	2%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	19%	18%	17%	18%	19%
Electricité, gaz, eau	3%	3%	4%	4%	3%
Bâtiments, travaux publics	7%	7%	8%	9%	10%
Commerces, restaurants, hôtels	33%	34%	33%	30%	37%
Transports, entrepôts et communications	11%	10%	11%	10%	8%
Assurances, immobilier, services aux entreprises	6%	6%	6%	7%	6%
Services à la collectivité	16%	17%	16%	17%	11%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Source : BCEAO

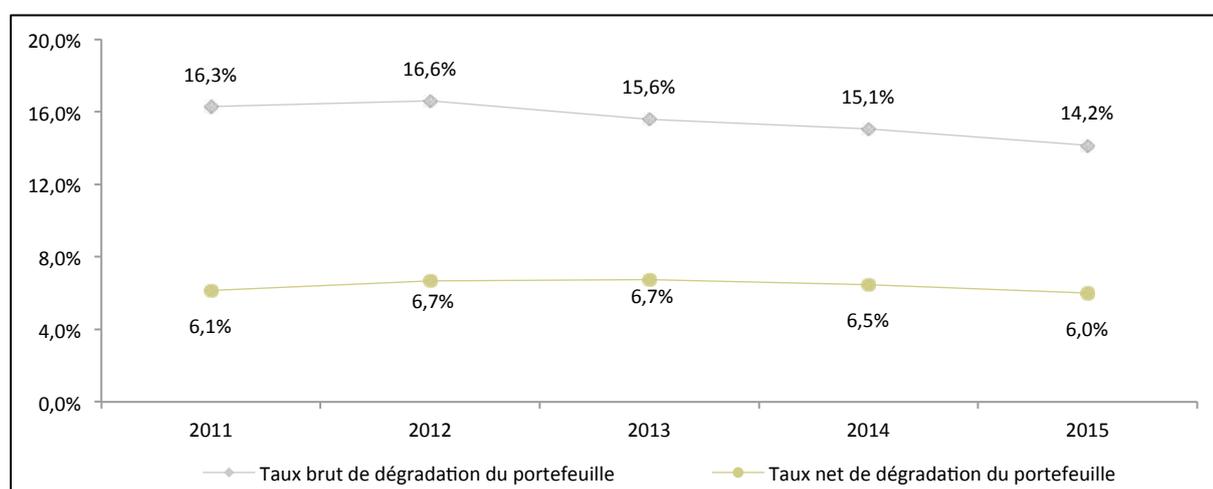
2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes a augmenté de 181 milliards pour se fixer à 2.310 milliards à l'échelle de l'Union en 2015. Cette progression de 8,5% est moins importante que celle des engagements. En prenant en compte l'impact des provisions constituées (1.417 milliards), les créances en souffrance nettes du système bancaire s'élèvent à 893 milliards à fin 2015. Le taux de provisionnement ressort ainsi à 61,3% contre 61,0% au terme de l'exercice 2014.

Graphique n° 6 :**Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes**

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

En conséquence, les taux brut et net de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ressortent respectivement à 14,2% et 6,0% à fin 2015, en contraction respectivement de 0,9 point de pourcentage et de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2014.

Graphique n° 7 :**Evolution des taux de dégradation du portefeuille à l'échelle de l'UMOA**

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

2.3. Ressources

Les ressources mobilisées par les établissements de crédit de l'Union ont progressé de 18,1% en glissement annuel pour s'établir à 22.240 milliards au 31 décembre 2015.

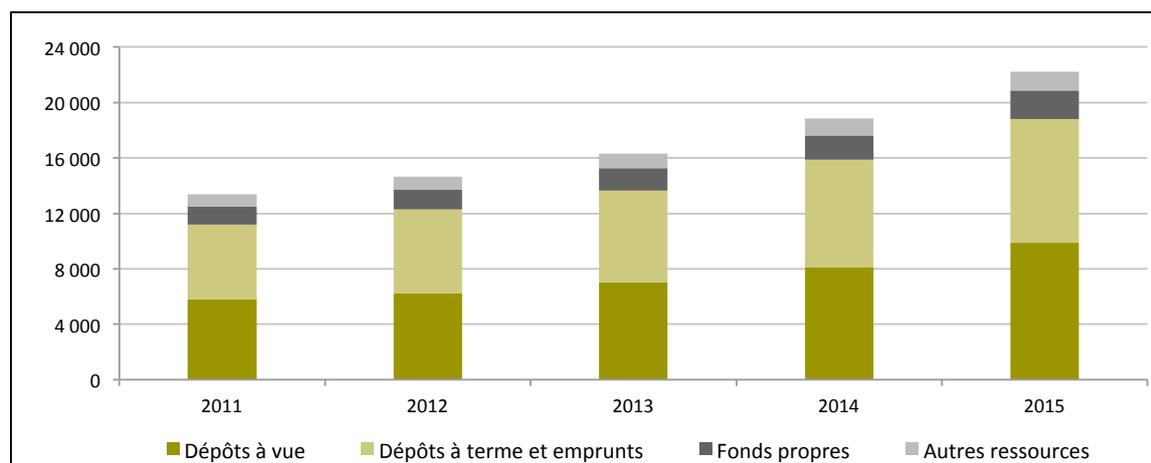
Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse de 2.923 milliards au 31 décembre 2015, soit 18,4% de plus que l'exercice précédent, pour ressortir à 18.813 milliards. Ils sont constitués pour l'essentiel des dépôts à vue et à terme, qui ont augmenté respectivement de 21,9% et 14,8%.

Poursuivant la tendance haussière des exercices précédents, les fonds propres du système bancaire ont augmenté de 306 milliards (17,6%) pour s'établir à 2.045 milliards contre 1.739 milliards à fin 2014. Cette évolution concerne l'ensemble des Etats de l'Union, les progressions les plus importantes, en valeur relative, étant localisées en Guinée-Bissau (+60,7%) et au Mali (+23,9%).

Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordres et divers, provisions pour risques et charges), elles ont progressé de 172 milliards (14,2%) en glissement annuel pour se fixer à 1.383 milliards.

Graphique n° 8 :

Evolution des ressources (milliards FCFA)



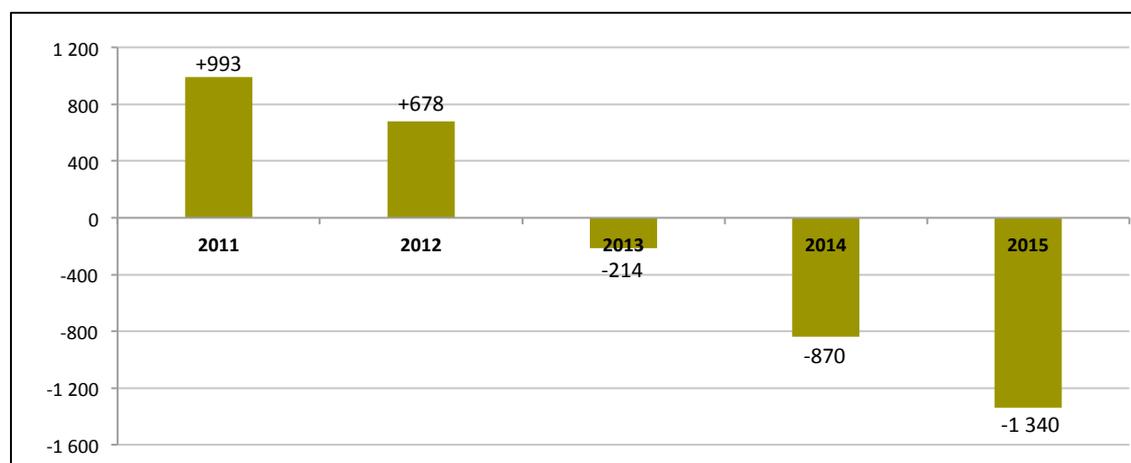
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

2.4. Trésorerie

Dans le sillage de l'exercice précédent, la trésorerie des établissements de crédit de l'Union a affiché un déficit de 1.340 milliards à fin 2015, contre 870 milliards un an plus tôt. Cette situation résulte d'une progression des emplois plus accentuée que celle des ressources.

Graphique n° 9 :

Evolution de la trésorerie des établissements de crédit de l'Union (milliards FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

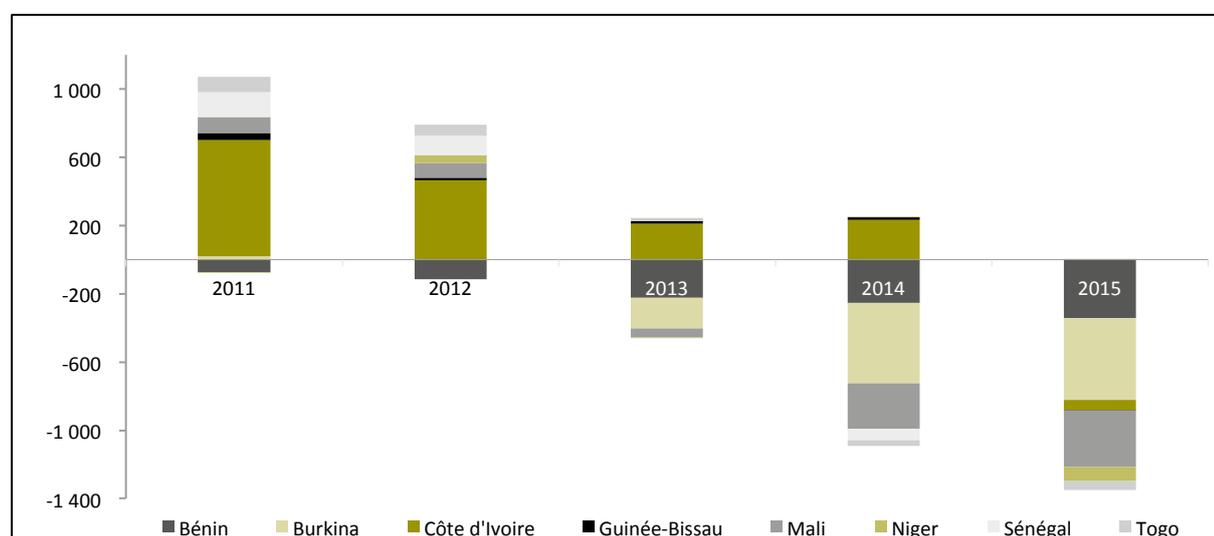
Au cours de la période sous revue, les évolutions ci-après ont été observées sur les différentes places bancaires de l'Union entre 2014 et 2015 :

- l'accentuation du déficit des places bancaires du Burkina (de -469 milliards à -480 milliards), du Bénin (de -254 milliards à -344 milliards), du Mali (de -271 milliards à -333 milliards) et du Togo (de -31 milliards à -51 milliards) ;
- l'inversion du profil excédentaire de la Côte d'Ivoire (de +213 milliards à -58 milliards), du Niger (de +4 milliards à -83 milliards) et de la Guinée-Bissau (de +15 milliards à -0,4 milliard) et du profil déficitaire du Sénégal (de -76 milliards à +10 milliards).

La décomposition de la trésorerie bancaire par pays au cours des cinq (5) dernières années se présente comme suit :

Graphique n° 10 :

Evolution de la trésorerie nette par place bancaire



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

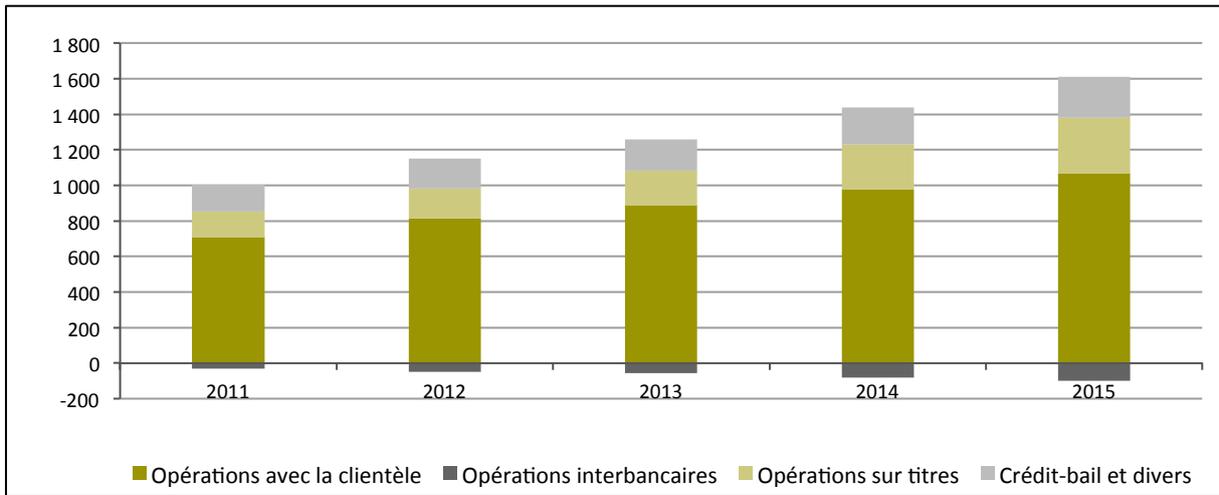
2.5. Résultats

Le Produit Net Bancaire (PNB) des établissements de crédit de l'Union s'est établi à 1.508 milliards, en progression de 11,4% en rythme annuel contre 12,7% en 2014. Il est principalement composé des revenus nets des opérations avec la clientèle et des opérations sur titres, qui en représentent respectivement 70,8% et 20,6%, contre 72,4% et 18,4% en 2014.

Le résultat des opérations de trésorerie est ressorti déficitaire de 98,1 milliards contre 80,4 milliards à fin décembre 2014, du fait notamment d'une augmentation de 19,9% des charges bancaires, insuffisamment couverte par un accroissement de 15,7% des produits.

Le produit net des opérations avec la clientèle a progressé de 9,0% et se fixe à 1.068 milliards, contre 980 milliards un an plus tôt. La moyenne des taux de base bancaires s'est, pour sa part, abaissée de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année 2014, pour s'établir à 6,7% au 31 décembre 2015.

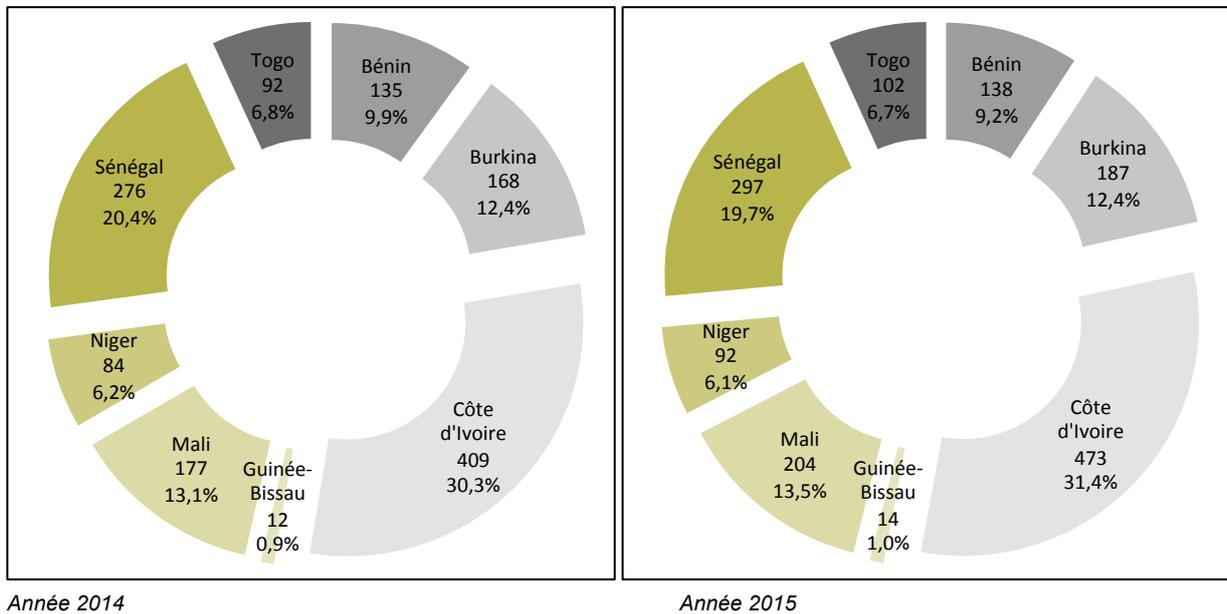
Graphique n° 11 :
Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les places bancaires de chaque pays de l'UMOA ont enregistré des évolutions dans des proportions sensiblement identiques à celles de l'exercice précédent.

Graphique n° 12 :
Produit Net Bancaire par place bancaire entre 2014 et 2015 (données en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

La croissance du PNB a permis de porter le produit global d'exploitation à 1.590 milliards contre 1.424 milliards en 2014, en tenant compte de la légère progression des produits accessoires de 82 milliards en 2015.

Le résultat brut d'exploitation a augmenté de 14,7% en ressortant à 603 milliards, en liaison avec une progression de 10,9% des frais généraux légèrement inférieure à celle du PNB, les amortissements et provisions nets sur immobilisations ayant progressé dans une proportion moindre.

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 192 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 413 milliards à la fin de l'exercice 2015, contre 244 milliards un an plus tôt. Les constitutions de provisions ont concerné principalement, par ordre d'importance, les établissements du Sénégal (62 milliards), du Bénin (41 milliards), du Burkina (33 milliards) et de la Côte d'Ivoire (30 milliards).

En définitive, le résultat net global provisoire a affiché une croissance annuelle de 89,6% en se situant à 327 milliards, contre 173 milliards à titre définitif au terme de l'exercice 2014. Toutes les places bancaires ont contribué à cette performance, notamment la Côte d'Ivoire (116 milliards), le Mali (59 milliards), le Burkina (49 milliards) et le Sénégal (43 milliards).

2.6. Principaux ratios d'exploitation

La marge globale a affiché un léger recul entre 2014 et 2015, en s'établissant à 6,5% contre 6,7%, en lien notamment avec une baisse du rendement des prêts (-0,3 point de pourcentage) et une hausse du coût des ressources (+3,9 points de pourcentage).

Poursuivant la tendance baissière entamée depuis quelques années, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré de 0,5 point de pourcentage en glissement annuel, pour se situer à 65,9% en 2015. Ce ratio mesure le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux.

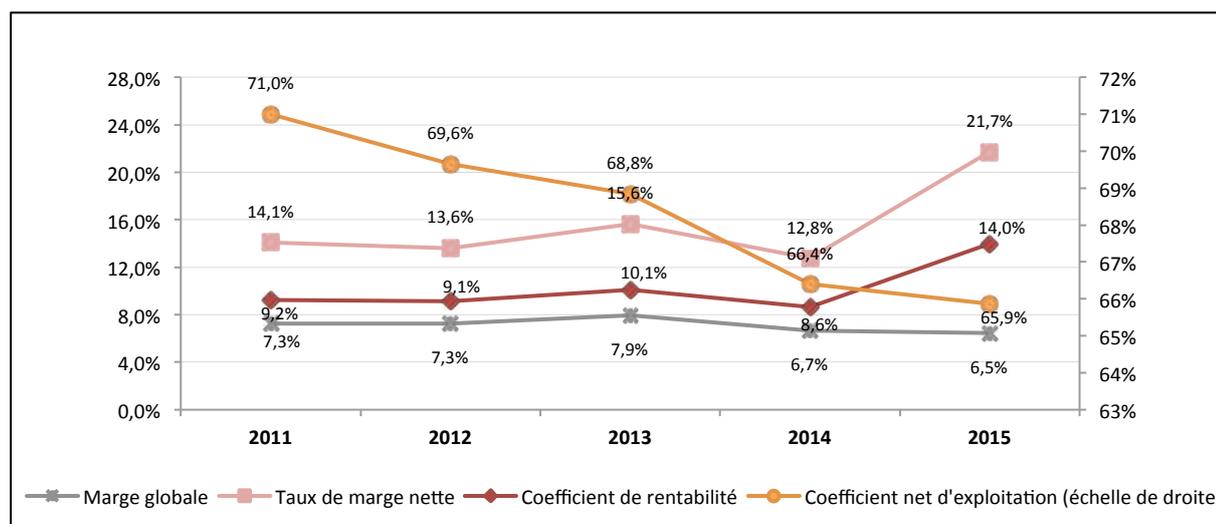
L'effort net de provisionnement permet d'apprécier l'impact des provisions sur le compte de résultat. Cet indicateur a reculé de 22,0 points de pourcentage en atteignant 31,8% à fin 2015.

En définitive, le taux de marge nette, qui indique la rentabilité d'un établissement de crédit sur l'exercice en rapportant son résultat net au produit net bancaire, a progressé de 9,0 points de pourcentage d'une année à l'autre pour se fixer à 21,7% au 31 décembre 2015.

Quant au coefficient de rentabilité, qui mesure le rendement des fonds propres par rapport au résultat net, il a augmenté de 5,4 points de pourcentage en ressortant à 14,0% à fin 2015.

Graphique n° 13 :

Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire de l'Union



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Tableau n° 10 :

Situation résumée de l'activité et des ratios caractéristiques (en millions FCFA)

RUBRIQUES	31/12/2014	31/12/2015 (*)	Variations 2014-2015	
			Montants (milliards)	%
EMPLOIS / RESSOURCES				
EMPLOIS NETS (1+2)	19 709 672	23 579 870	3 870 198	19,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	12 846 129	14 909 794	2 063 665	16,1%
a) Crédits à court terme	6 593 985	7 566 766	972 781	14,8%
b) Crédits à moyen terme	4 822 289	5 744 437	922 148	19,1%
c) Crédits à long terme	467 117	549 187	82 070	17,6%
d) Opérations de crédit-bail	132 024	156 433	24 409	18,5%
e) Crédits en souffrance	830 714	892 971	62 257	7,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	6 863 543	8 670 076	1 806 533	26,3%
a) Titres de placement	4 556 719	5 791 188	1 234 469	27,1%
b) Immobilisations financières	751 669	985 695	234 026	31,1%
c) Autres immobilisations	832 023	958 337	126 314	15,2%
d) Divers	723 132	934 856	211 724	29,3%
RESSOURCES (1+2+3)	18 839 628	22 240 277	3 400 649	18,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	15 889 628	18 812 506	2 922 878	18,4%
a) A vue	8 108 212	9 882 510	1 774 298	21,9%
b) A terme	7 781 416	8 929 996	1 148 580	14,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 739 493	2 045 271	305 778	17,6%
a) Capital, dotations & réserves	1 473 015	1 737 957	264 942	18,0%
b) Autres	266 478	307 314	40 836	15,3%
3. AUTRES RESSOURCES	1 210 507	1 382 500	171 993	14,2%
TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS	-870 044	-1 339 593	-469 549	54,0%
EVOLUTION DES RESULTATS				
Opérations de trésorerie et interbancaires	-80 409	-98 070	-17 661	22,0%
Opérations avec la clientèle	979 657	1 067 843	88 186	9,0%
Opérations sur titres et diverses	248 547	312 872	64 325	25,9%
Crédit-bail & opérations assimilées	16 969	18 414	1 445	8,5%
Opérations diverses	191 215	209 853	18 638	9,7%
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	-2 425	-3 072		
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	1 353 554	1 507 840	154 286	11,4%
Produits accessoires nets	70 399	82 027	11 628	16,5%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	1 423 953	1 589 867	165 914	11,7%
Frais généraux	-797 269	-884 105	-86 836	10,9%
Amortissements & provisions nets sur immobilisations.	-100 965	-102 913	-1 948	1,9%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	525 719	602 849	77 130	14,7%
Provisions nettes sur risques	-284 216	-192 466	91 750	-32,3%
Réintégration des intérêts s/ créances en souffrance	2 425	3 072	647	26,7%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	243 928	413 455	169 527	69,5%
Résultat exceptionnel net	-14 952	-10 094	4 858	-32,5%
Résultat sur exercices antérieurs	-12	-14 221	-14 209	118408,3%
Impôt sur le bénéfice	-56 314	-61 759	-5 445	9,7%
5. RESULTAT	172 650	327 381	154 731	89,6%
RATIOS CARACTERISTIQUES			Points de pourcentage	
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	6,5%	6,0%	-0,5	
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	61,0%	61,3%	0,4	
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX & LITIGIEUX Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes	73,9%	77,8%	3,9	
MARGE GLOBALE Rendement des prêts - Coût des capitaux	6,7%	6,5%	-0,2	
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (Frais généraux + Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire	66,4%	65,9%	-0,5	
TAUX DE MARGE NETTE Résultat net / Produit Net Bancaire	12,8%	21,7%	9,0	
COEFFICIENT DE RENTABILITE Résultat net / Fonds propres	8,6%	14,0%	5,3	

(*) Données provisoires

III. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Allocution du Président de la Commission Bancaire de l'UMOA lors du 25^{ème} anniversaire de l'Autorité de Contrôle (Abidjan, le 10 décembre 2015)

1. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION BANCAIRE ET DE SON SECRETARIAT GENERAL

1.1. Rôles et attributions de la Commission Bancaire

La Commission Bancaire de l'UMOA est chargée de veiller notamment à l'organisation et au contrôle des établissements de crédit, tels que définis dans la loi portant réglementation bancaire. Elle contribue également à la surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).

Présidée par le Gouverneur de la BCEAO, la Commission Bancaire de l'UMOA comprend deux (2) collèges dont l'un est composé d'un représentant désigné par chaque Etat participant à la gestion de la Banque Centrale et l'autre, de membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale.

La Commission Bancaire a adopté son règlement intérieur ainsi qu'un code de déontologie applicable à ses membres et qui règle notamment les conflits d'intérêt.

La Commission Bancaire se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux (2) fois l'an, à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage égal de voix, celle du Président est prépondérante.

“ La Commission Bancaire assure le contrôle des établissements de crédit et de microfinance de l'Union. Elle tient des sessions selon une périodicité trimestrielle dans la pratique.”

Un cadre juridique définit les prérogatives de la Commission Bancaire, ainsi que les responsabilités :

- du Conseil des Ministres de l'Union, qui fixe le cadre légal et réglementaire applicable à l'activité de crédit ;
- de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Institut d'émission, qui élabore notamment la réglementation prudentielle et comptable et exerce également, pour son propre compte, une mission de surveillance du système bancaire ;
- des Autorités nationales, principalement le Ministre chargé des Finances de chaque Etat, qui est compétent en matière de prise de certaines décisions dans un processus partagé avec la Commission Bancaire.

Ainsi, outre le droit commun applicable aux sociétés commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l'activité des établissements de crédit et les systèmes financiers décentralisés et fondent l'action de la Commission Bancaire :

- le Traité de l'UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;
- la loi uniforme portant réglementation bancaire ;
- la loi uniforme portant réglementation des Systèmes financiers décentralisés ;
- le dispositif prudentiel applicable aux banques et établissements financiers de l'UMOA ;
- les instructions prises par la BCEAO en application des dispositions de la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés de l'UMOA ;
- le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) ;

- le Référentiel Comptable Spécifique des SFD (RCSFD) de l'UMOA ;
- le règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA ;
- la loi uniforme portant définition et répression de l'usure ;
- la loi uniforme sur les instruments de paiement ;
- le règlement communautaire relatif aux systèmes de paiement ;
- la loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

Ces principaux textes de base sont complétés par les instructions, circulaires et avis pris en application des textes de base.

La Commission Bancaire a notamment les attributions principales ci-après :

- l'émission d'avis conformes pour l'agrément et le retrait d'agrément des établissements de crédit ;
- le contrôle des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés et le droit de requérir de ces derniers toutes informations utiles ;
- la prise de mesures administratives (mise en garde, injonction) ;
- la prise de sanctions disciplinaires (avertissement, blâme, suspension ou interdiction de tout ou partie des opérations, toutes autres limitations dans l'exercice de la profession, suspension ou démission d'office des dirigeants responsables, retrait d'agrément) et pécuniaires à l'encontre des établissements assujettis ;
- le prononcé de la décision de mise sous administration provisoire ou celle de mise en liquidation ;
- l'approbation et le retrait d'approbation de la désignation des commissaires aux comptes des établissements de crédit ;
- l'émission d'avis, simple ou conforme, pour l'application de certaines dispositions prévues par la réglementation, notamment les cessions ou prises de participation au-delà de certains seuils caractéristiques, les changements de dénomination, etc. ;
- l'élaboration de circulaires d'application de la réglementation bancaire et des systèmes financiers décentralisés.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles sont susceptibles de recours devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Par ailleurs, lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA est tenu régulièrement informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

Encadré N° 3 : CELEBRATION DU 25^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA COMMISSION BANCAIRE



Conférence scientifique à l'occasion du 25^e anniversaire de la Commission Bancaire (Abidjan, le 10 décembre 2015)

Le 10 décembre 2015, s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire), la cérémonie commémorative du 25^{ème} anniversaire de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (CB-UMOA), présidée par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire.

L'événement a enregistré la participation du Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), des représentants des Présidents de la Commission de l'UEMOA et du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), des Commissaires et des anciens Secrétaires Généraux de la CB-UMOA.

Les représentants de sept (7) Autorités de supervision bancaire homologues avec lesquelles la CB-UMOA a signé un accord de coopération, notamment l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), Bank Al-Maghrib et les Banques Centrales du Nigeria, de la Guinée, du Liberia et du Ghana ont pris part aux manifestations. Ont également assisté à la cérémonie, les Directeurs Généraux des établissements de crédit de l'Union et le Conseiller résident du Centre d'Assistance technique AFRITAC de l'Ouest.

Cette cérémonie commémorative du 25^{ème} anniversaire de la Commission Bancaire a connu deux moments forts : une cérémonie inaugurale et une conférence scientifique.

La cérémonie inaugurale a été marquée par la projection d'un film documentaire faisant la genèse de la Commission Bancaire de l'UMOA et l'allocution d'ouverture du Gouverneur de la BCEAO, en sa qualité de Président de la Commission Bancaire. Le film documentaire, conçu et réalisé pour l'occasion, a immortalisé la singulière trajectoire de l'Autorité de contrôle communautaire depuis 1990 et a notamment abordé l'histoire de l'Institution, son organisation et ses missions. A travers divers témoignages, ce court métrage a permis, entre autres, de mieux faire connaître la portée historique de la vision des Etats membres de l'Union, qui ont su surmonter les particularismes nationaux et bâtir une Autorité de supervision supranationale.

Au cours de la conférence scientifique articulée autour du thème général : « Supervision bancaire : expériences, enseignements et perspectives dans la Zone UMOA », deux communications ont été présentées. La première, axée sur le thème « Supervision bancaire : expériences et enseignements dans les pays en développement (cas du Maroc) », a été délivrée par un représentant de Bank Al-Maghrib. La seconde a concerné les « Défis et perspectives de la supervision bancaire dans la zone UMOA » et a été animée par le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Au terme de la conférence, quelques réflexions ont été esquissées. Elles portent notamment sur les mutations du paysage bancaire marquées particulièrement par le développement des groupes transfrontaliers, le renforcement de la capacité du système bancaire en vue d'un meilleur financement des économies de l'Union et la promotion de l'inclusion financière.

A cet égard, il a été relevé l'importance de la mission de la Commission Bancaire de l'UMOA et du rôle qu'elle est appelée à jouer au lendemain des réformes en cours dans l'espace UMOA, impulsées par la nécessité de faire évoluer la supervision et la réglementation au même rythme que les mutations de l'environnement bancaire et financier de la zone UMOA, en lien avec les dispositions de Bâle II et Bâle III.

1.2. Organisation et activités du Secrétariat Général

1.2.1. Organisation du Secrétariat Général

La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

L'organisation du Secrétariat Général en vigueur est articulée autour des structures suivantes : le Contrôle des Opérations (CO), la Direction des Affaires Juridiques (DAJ), la Direction de l'Administration et des Ressources Humaines (DARH), la Direction du Contrôle sur Place (DCP), la Direction des Etudes, de la Réglementation et des Relations Extérieures (DERRE), la Direction des Moyens Généraux (DMG) et la Direction de la Surveillance Permanente (DSP) (cf. Organigramme, Annexe 1).

Les activités de supervision bancaire sont assurées par la DAJ, la DCP, la DERRE et la DSP.

La DAJ, organisée en cabinet, a notamment en charge la préparation et le suivi de la mise en œuvre des décisions de la Commission Bancaire par les Autorités Nationales.

La DCP, également structurée en cabinet, met en œuvre le programme d'inspection des établissements de crédit et de microfinance agréés.

La DERRE, composée du Service des Etudes, Statistiques et Agréments (SESA) et du Service de la Réglementation, des Relations Extérieures et des Méthodes (SRREM), a notamment en charge la conduite des études afférentes à la stabilité du système bancaire de l'Union, l'instruction des dossiers de demande d'agrément et d'autorisations diverses ainsi que la gestion des relations avec les partenaires extérieurs.

La DSP est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des contrôles sur pièces de la situation individuelle des établissements de crédit agréés et des institutions de microfinance dans le champ de compétence de la Commission Bancaire, sur la base notamment d'un programme annuel retraçant les domaines et les périodicités pour des contrôles, enquêtes et tests de résistance. Elle suit également la situation des holdings et des groupes bancaires. Elle comprend trois (3) services : le Service des Banques Internationales (SBI), le Service des Banques Sous-Régionales et des Etablissements Financiers (SBREF) et le Service des Banques Mutualistes et des Institutions de Microfinance (SBMIF).

La DARH a pour principales attributions notamment la gestion administrative et prévisionnelle du personnel, la gestion des plans de carrière et des actions de formation, l'application du Statut du personnel, la mise en œuvre de la politique et du plan de sécurité, la gestion et la maintenance du matériel et du mobilier ainsi que le suivi des dispositions de l'Accord de Siège. Elle est constituée du Service des Ressources Humaines (SRH) et du Service des Affaires Administratives (SAA).

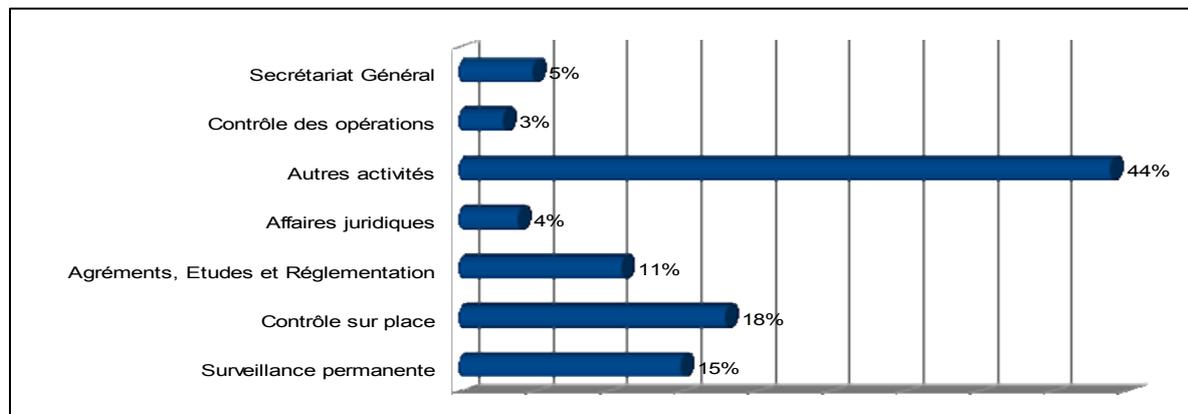
La DMG, composée du Service de la Comptabilité et du Budget (SCB) et du Service Informatique (SI), s'occupe principalement de la tenue de la comptabilité et de l'exécution du budget ainsi que du traitement et de l'assistance informatique et de l'exploitation des réseaux locaux et de télécommunication.

Au terme de l'exercice 2015, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à cent vingt (120) agents, contre cent dix-huit (118) à fin 2014. Par corps, le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint, de sept (7) Directeurs, soixante-treize (73) agents d'encadrement et quarante (40) agents relevant du corps du personnel administratif et technique. La part des effectifs

consacrée aux métiers de la supervision (surveillance, études et agréments, affaires juridiques) est globalement ressortie à 48,3%, contre 48,0% l'année précédente.

Graphique n° 14 :

Répartition des effectifs par type d'activité en 2015



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Une attention particulière a été accordée au renforcement des capacités des agents dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2011-2015 de la BCEAO. A cet effet, le Secrétariat Général a entamé, depuis 2012, une série de formations en interne, notamment en collaboration avec le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) sur des thèmes en rapport avec la supervision bancaire.

1.2.2. Activités du Secrétariat Général

La réorganisation du Secrétaire Général de la Commission Bancaire à travers la Décision n°080-01-2015 du Gouverneur de la BCEAO du 29 janvier 2015, constitue une première réponse aux nouveaux défis en matière de supervision bancaire notamment :

- la mise en adéquation de la supervision avec les normes internationales ;
- la rénovation des outils de travail ;
- le renforcement de l'expertise et de la crédibilité de l'organe de supervision ;
- l'approfondissement de la coopération avec d'autres organes de contrôle bancaire et financier.

En effet, sa mise en œuvre, avec la création d'une nouvelle Direction de la Surveillance Permanente et la redéfinition des attributions des autres directions, devrait permettre de mieux cerner le profil de risques des établissements de crédit et de microfinance, d'améliorer la proactivité des interventions de l'organe de contrôle et de consolider la résilience du système bancaire.

1.2.2.1. Agréments et autorisations diverses

Cette réorganisation attribue désormais l'instruction de l'ensemble des dossiers de demandes d'agréments et d'autorisations diverses au Secrétariat Général de la Commission Bancaire. Cet aménagement vise ainsi à favoriser la mise en synergie des métiers de surveillance et d'agrément au sein de l'Autorité de Contrôle.

En 2015, dix-huit (18) dossiers ont été traités au titre de cette activité.

1.2.2.2. Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces ou surveillance permanente recouvre les activités de suivi individuel des établissements de crédit et de microfinance (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, suivi de la situation financière, notation, etc.).

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse des états prudentiels, des données comptables et financières remises sur support magnétique aux Directions Nationales de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB). Il est également renforcé par le suivi des holdings. A cet effet, un rapport d'activités périodique est requis des entités concernées.

Les données collectées auprès des assujettis permettent, après traitement et analyse, de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de la situation individuelle des établissements de crédit et de microfinance. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire dans l'UMOA.

Enfin, la surveillance permanente met en évidence les signes de difficultés d'un établissement en termes de liquidité et/ou de solvabilité ou encore d'accroissement non maîtrisé de ses risques, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention et oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses objectifs.

1.2.2.3. Contrôle sur place

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme annuel approuvé par le Président de la Commission Bancaire. L'élaboration dudit programme s'inscrit dans le cadre d'une démarche de contrôle basé sur les risques identifiés, qui permet d'établir une liste d'établissements de crédit et de microfinance considérés comme les plus vulnérables, au regard des paramètres ci-après :

- l'importance systémique des assujettis, déterminée sur la base de leur total de bilan ;
- l'ancienneté de la dernière vérification de la Commission Bancaire ;
- la situation des établissements de crédit et de microfinance au regard des difficultés identifiées dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire de l'UMOA,
- le degré d'exposition des établissements aux principaux risques dans leur secteur d'activité ;
- le démarrage des activités des entités nouvellement agréées.

Les contrôles sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements, ils permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements de crédit et de microfinance. Ils évaluent également le gouvernement d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficacité des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la mise en œuvre des systèmes et moyens de paiement, l'utilisation d'un système d'information adapté, l'efficacité de la gestion des risques, le respect du règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons mères et aux filiales des établissements assujettis. Elles peuvent avoir un caractère global, ponctuel ou thématique.

Les vérifications globales visent à appréhender l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un établissement. Quant aux vérifications ponctuelles ou ciblées, elles couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire.

" 27 vérifications ont été effectuées au cours de l'année 2015, dont 23 établissements de crédit et 4 institutions de microfinance."

Au cours de l'année 2015, le Secrétariat Général a effectué vingt-sept (27) missions de vérification d'établissements assujettis, dont vingt-trois (23) établissements de crédit et quatre (4) institutions de microfinance. Deux (2) de ces vérifications ont enregistré la participation d'agents de la Banque Centrale du Nigeria et de Bank Al-Maghrib.

En dehors de ces missions inscrites à son programme annuel, le Secrétariat Général a participé avec Bank Al-Maghrib, dans le cadre de la mise en œuvre des accords de coopération, à une (1) vérification d'un établissement de crédit installé au Maroc, disposant de filiales dans l'Union. Il a également pris part à deux (2) vérifications conduites par la Banque Centrale du Nigeria auprès des filiales de groupes bancaires nigériens implantées dans l'UMOA.

Ces contrôles sur place ont permis de relever les insuffisances sur la tenue de la comptabilité, et la mise en place de procédures adéquates de traitement automatisé des données comptables ainsi que le non-respect des dispositions administratives de la loi bancaire et des dispositions prudentielles relatives à la comptabilisation et au provisionnement des créances en souffrance.

Les constats ont abouti à l'élaboration de rapports et de lettres de suite présentant les principales conclusions des vérifications et invitant les assujettis concernés à prendre les mesures correctives requises.

Ces insuffisances sont portées à la connaissance du Président de la Commission Bancaire, du Président du Conseil d'Administration de l'établissement contrôlé ainsi que du Ministre chargé des Finances du pays d'implantation.

1.2.2.4. Surveillance des systèmes financiers décentralisés de grande taille

L'activité de microfinance est régie par la loi uniforme portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et son décret d'application ainsi que les instructions prises par la BCEAO en application des dispositions de ladite loi. Selon les dispositions de l'article 44 de la loi portant réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD) et l'Instruction n°007-06-2010 de la Banque Centrale « la Banque Centrale et la Commission Bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout système financier décentralisé, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux exercices consécutifs ». Les autres SFD n'ayant pas atteint ce seuil d'activité relèvent du périmètre de supervision des Ministères des Finances.

Sur la base de la liste arrêtée par la BCEAO à fin décembre 2015, le nombre de SFD supervisés

conformément à l'article 44 s'établit à 119 unités dont quinze (15) au Bénin, vingt-deux (22) au Burkina, treize (13) en Côte d'Ivoire, huit (8) au Mali, trois (3) au Niger, quarante-deux (42) au Sénégal et seize (16) au Togo. Ils concentrent ensemble 85% des activités du secteur de la microfinance.

Les vérifications effectuées, auprès des SFD au cours de l'année 2015, sont assorties de recommandations relatives au renforcement des actions en matière de gouvernance, de gestion des risques, de contrôle et de système d'information.

1.2.2.5. Autres activités

Les autres activités du Secrétariat Général concernent principalement la participation aux travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) et la tenue de rencontres avec la profession bancaire et les institutions financières internationales et sous-régionales.

Dans le cadre de la préparation des 8^{ème} et 9^{ème} sessions ordinaires du CSF-UMOA, l'Autorité de contrôle a participé aux travaux du Groupe d'Experts, qui ont porté notamment sur la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier de l'Union.

Au titre de la concertation permanente avec la profession bancaire et les partenaires extérieurs, le Secrétariat Général a accordé trente (30) audiences à des dirigeants d'établissements de crédit, holdings et groupes bancaires ainsi qu'à des institutions financières internationales et autres organismes sous-régionaux. Ces rencontres ont principalement pour objectif l'évaluation des risques auxquels les établissements de crédit sont exposés, leur environnement et leurs perspectives d'activités.

Par ailleurs, l'année 2015 a été marquée par l'organisation de la première rencontre entre l'Autorité de contrôle et les Directeurs Généraux des établissements de crédit de l'Union, afin de faire le bilan global de la supervision sur les trois dernières années (2012-2014) et de discuter des moyens d'une collaboration accrue, au bénéfice du renforcement de la stabilité du système bancaire.

En outre, la première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire et les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit s'est également tenue. Elle a notamment permis de débattre du cadre juridique d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit, des constats des missions de vérification ainsi que des propositions visant à formaliser un cadre commun de concertation.

L'Autorité de contrôle a également organisé les premières réunions des Collèges des Superviseurs des Groupes Ecobank et ORAGROUP. La mise en place de ces collèges s'inscrit dans le cadre du renforcement de la supervision des groupes bancaires transfrontaliers, conformément aux principes édictés par le Comité de Bâle. Ces rencontres ont permis de définir les modalités d'échange d'information entre superviseurs et de formuler des recommandations pertinentes à l'endroit de ces entités.

Encadré N° 4 : PREMIERE RENCONTRE ENTRE LE SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE ET LES DIRECTEURS GENERAUX DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les Directeurs Généraux des établissements de crédit (Abidjan, le 9 décembre 2015)

Le 9 décembre 2015 s'est tenue au complexe de la Maison de l'Entreprise à Abidjan (Côte d'Ivoire), la première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les Directeurs Généraux des établissements de crédit de l'Union.

Cette rencontre, présidée par Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA, a regroupé cent-sept (107) Directeurs Généraux et dirigeants des établissements de crédit en activité.

Elle a permis de faire le bilan global de la supervision sur les trois dernières années (2012-2014) et de discuter des moyens d'une collaboration accrue, au bénéfice du renforcement de la stabilité du système bancaire. L'objectif visé est d'instaurer une plateforme d'échanges approfondis sur les préoccupations respectives des établissements de crédit et de la Commission Bancaire, dans le prolongement des recommandations du Comité de Bâle, au regard des nouvelles normes internationales édictées en matière de supervision bancaire.

Au terme des travaux, il a été souligné l'importance du maintien d'un cadre macro et microprudentiel sain qui constitue un préalable à la consolidation de la résilience du système bancaire, pour un financement adéquat des économies des Etats membres de l'UMOA. Cette rencontre qui sera désormais périodique constitue le gage d'une supervision moderne qui favorise les initiatives de la profession, tout en assurant ses missions fondamentales qui demeurent la protection des déposants et la garantie de la stabilité du système bancaire.

Encadré N° 5 : PREMIERE RENCONTRE ENTRE LE SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE ET LES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT



Première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit (Abidjan, le 9 décembre 2015)

Le 9 décembre 2015 s'est tenue au complexe de la Maison de l'Entreprise à Abidjan (Côte d'Ivoire), la première rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit de l'Union.

Cette rencontre, présidée par le Secrétaire Général de la Commission Bancaire, a enregistré la participation de quatre-vingt-cinq (85) commissaires aux comptes exerçant dans les établissements de crédit de l'Union.

Les débats ont porté essentiellement sur le cadre juridique d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit, les constats des missions de vérification ainsi que sur des propositions visant à formaliser un cadre de concertation avec les auditeurs externes. Les présentations ont été suivies d'échanges enrichissants sur des sujets d'intérêt commun.

Au terme des travaux, l'Autorité de contrôle a remercié les participants pour l'intérêt suscité par cette rencontre, pour laquelle une proposition de formalisation d'un cadre de concertation a été favorablement accueillie.

2. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit pour le compte de l'exercice clos à fin décembre 2015, la situation prudentielle du système bancaire de l'Union porte sur cent-quatorze (114) assujettis, dont cent trois (103) banques et onze (11) établissements financiers à caractère bancaire, à l'exclusion des succursales.

2.1. Situation prudentielle des banques

2.1.1.1 Normes de solvabilité

- **Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base (FPB)**

Cette norme exige des banques de l'UMOA qu'elles détiennent à tout moment des fonds propres de base au moins égaux au capital minimum légal de 10 milliards. Ce nouveau seuil, qui est entré en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2015⁹, est respecté par cinquante-sept (57) banques.

Le déficit en fonds propres des banques non conformes est ressorti à 382 milliards à fin 2015, soit 40,7% des actifs et 40,1% des risques pondérés.

- **Fonds propres effectifs (FPE) et ratio de couverture des risques**

Au 31 décembre 2015, les fonds propres effectifs se sont établis à 1.608 milliards, en progression de 53 milliards (+3,4%) par rapport à 2014. A la même date, les risques pondérés ont augmenté de 207 milliards (+1,7%), en relation avec le ralentissement de la hausse des crédits accordés à la clientèle.

Tableau n° 11 :

Répartition des banques selon le niveau du ratio de couverture des risques

Tranches	Nombre de banques	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
<8%	15	7,6%	9,4%
≥8%	88	92,4%	90,6%
TOTAL	103	100,0%	100,0%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Le ratio moyen de couverture des risques (principal ratio de solvabilité) des banques s'est contracté de 0,2 point de pourcentage en glissement annuel, pour ressortir à 12,4% à fin décembre 2015, demeurant toutefois au-dessus du seuil minimal réglementaire fixé à 8% dans l'Union. Par pays, il se présente comme suit :

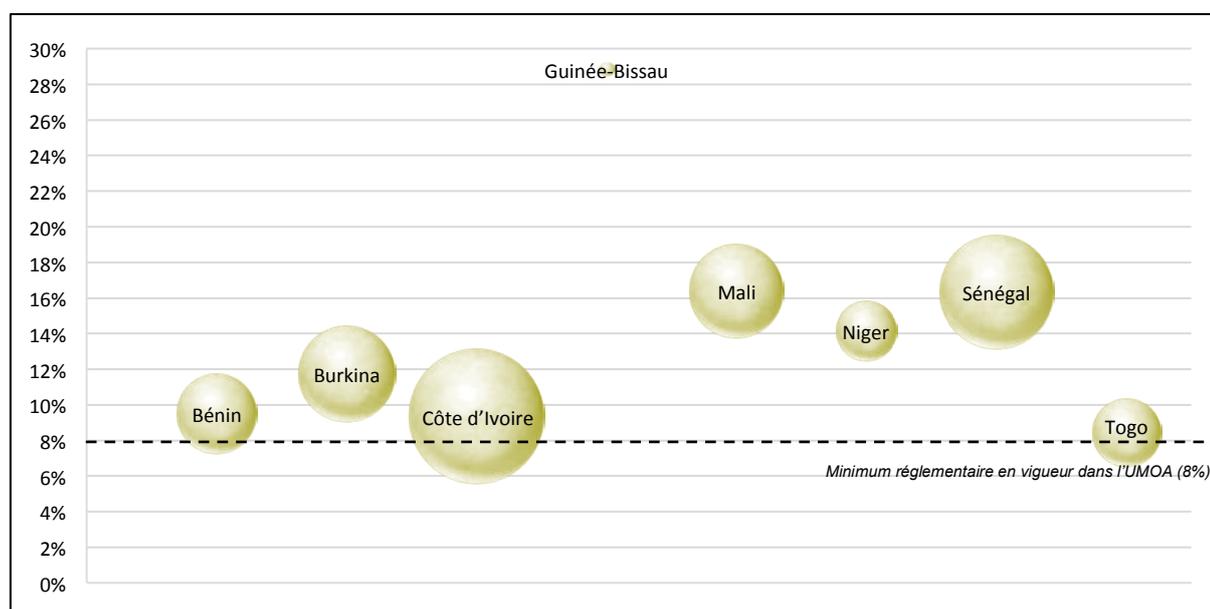
⁹ - Par décision n° 003/CM/UMOA du 30 mars 2015, le Conseil des Ministres de l'UMOA a relevé le capital social minimum des établissements de crédit à 10 milliards FCFA pour les banques et 3 milliards FCFA pour les établissements financiers à caractère bancaire, à compter du 1^{er} juillet 2015. L'article 3 de ladite décision dispose qu'à titre exceptionnel et transitoire, les établissements de crédit en activité disposent d'un délai de vingt-quatre (24) mois, à compter de la date d'entrée en vigueur, pour s'y conformer.

Tableau n°12 :**Ratio moyen de couverture des risques par pays**

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
9,5%	11,7%	9,4%	28,9%	16,4%	14,2%	16,4%	8,4%	12,4%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

A l'échelle de l'UMOA, quatre-vingt-huit (88) banques respectaient la principale norme de solvabilité. Elles représentaient 72,0% des actifs bancaires et 72,2% des risques pondérés.

Graphique n° 15 :**Ratio de solvabilité par pays en fonction des risques pondérés**

La taille de la boule exprime le volume des risques pondérés.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

- **Limitation des immobilisations et participations**

Quatre-vingt-dix-huit (98) banques représentant 80,6% des actifs et 80,7% des risques pondérés étaient en règle vis-à-vis de la norme limitant leurs immobilisations et participations au niveau de leurs fonds propres effectifs au 31 décembre 2015.

2.1.2. Autres normes prudentielles

- **Limitation des engagements sur une même signature**

Les établissements de crédit doivent limiter, à hauteur de 75% de leur fonds propres effectifs, les risques sur un même bénéficiaire ou une même signature.

Le nombre de banques en conformité avec cette norme s'établit à soixante-dix-huit (78) à fin décembre 2015. Ces établissements concentrent 61,4% des actifs et 60,9% des risques pondérés.

- **Ratio de division des risques (limitation du volume global des risques individuels)**

Le dispositif prudentiel fait obligation aux établissements de crédit de limiter à huit (8) fois leurs fonds propres effectifs, le total des risques pris sur l'ensemble des bénéficiaires atteignant individuellement 25% desdits fonds propres.

Le nombre de banques respectant cette norme est ressorti à quatre-vingt-dix-neuf (99) à fin décembre 2015. Ces établissements concentrent 83,2% des actifs et des risques pondérés.

- **Norme de limitation des concours aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel**

Quatre-vingt-quatorze (94) banques représentant 78,2% des actifs et 78,1% des risques pondérés au terme de l'année 2015, respectaient la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, à 20% de leurs fonds propres effectifs.

- **Ratio de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables**

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés ou d'une durée résiduelle supérieure à deux (2) ans, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière de ces établissements de crédit.

Au cours de la période sous revue, quatre-vingt-douze (92) banques représentant 4,1% des actifs et 74,9% des risques se conformaient à cette exigence.

- **Coefficient de liquidité**

Destinée à prévenir les risques d'illiquidité à court terme du système bancaire, cette norme requiert des banques des disponibilités ou des emplois dont la durée résiduelle n'excède pas trois mois suffisants pour couvrir, à concurrence d'au moins 75%, leurs exigibilités de même maturité.

Au 31 décembre 2015, soixante-dix-neuf (79) banques représentant 62,8% des actifs et 63,5% des risques satisfaisaient à cette exigence.

- **Synthèse de la situation prudentielle des banques de l'UMOA au 31 décembre 2015**

Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les banques en activité dans l'Union.

Tableau n° 13 :

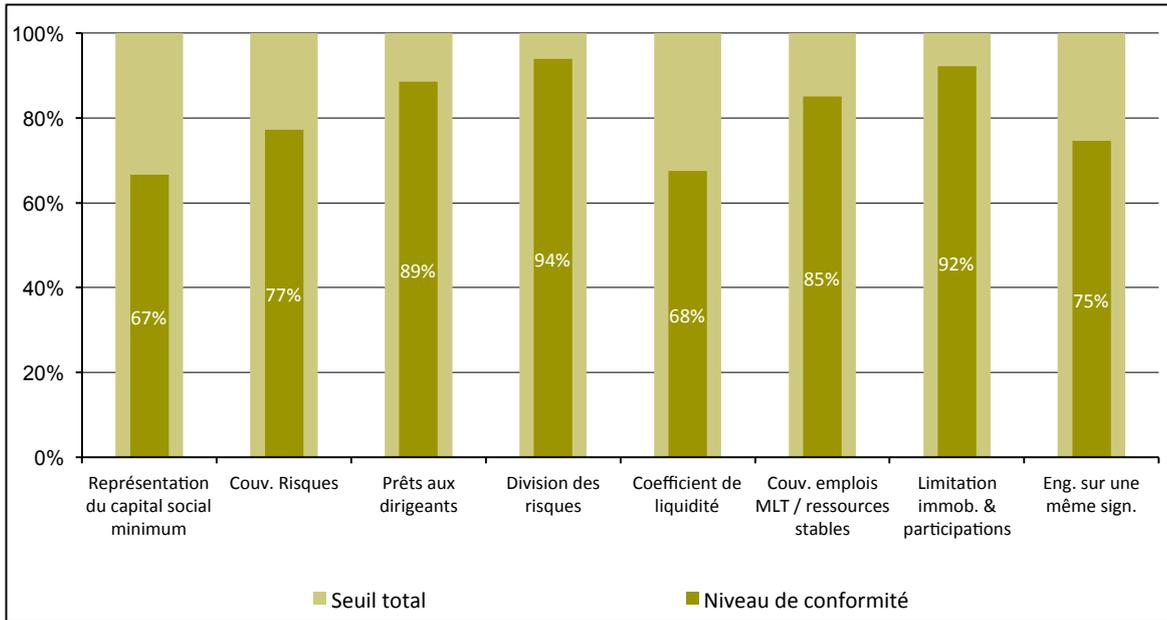
Nombre de banques conformes au dispositif prudentiel par pays

Pays / Indicateurs	Représentation du capital social par les fonds propres de base	Norme de solvabilité (couverture des risques)	Prêts aux dirigeants	Division des risques	Coefficient de liquidité	Couverture emplois MLT par des ressources stables	Limitation des immobilisations et participations	Engagements sur une même signature
Bénin (13)	6	11	12	12	12	11	12	9
Burkina (11)	8	10	10	11	9	11	10	8
Côte d'Ivoire (23)	11	19	21	23	18	21	22	17
Guinée-Bissau (3)	0	2	3	3	2	2	3	3
Mali (13)	11	13	13	13	13	13	12	12
Niger (9)	3	7	8	7	6	8	8	6
Sénégal (20)	15	18	17	20	15	18	20	16
Togo (11)	3	8	10	10	4	8	11	7
Total : 103	57	88	94	99	79	92	98	78

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Graphique n° 16 :

Niveau de conformité des banques au dispositif prudentiel



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Encadré N° 6 : RECOMMANDATIONS DU COMITE DE BÂLE EN MATIERE D'EXTERNALISATION DES FONCTIONS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Les établissements de crédit font de plus en plus recours à l'externalisation de certaines de leurs fonctions et opérations, afin d'optimiser leur gestion. Dans l'UMOA, ce phénomène s'est intensifié ces dernières années à l'aune des progrès dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Pour la plupart de ces établissements, l'externalisation des activités n'est pas exempte de risques. Elle présente en général deux types de défis :

- le premier tient à l'aptitude de l'établissement à gérer à la fois ses relations d'externalisation et à se conformer aux exigences réglementaires en la matière ;
- le second a trait à la capacité de l'Autorité de contrôle à vérifier et à s'assurer du respect des dispositions réglementaires qui encadrent l'externalisation.

Afin de faire face à ces défis, les autorités de supervision ont recours à plusieurs approches (i). Pour ce qui concerne les établissements de crédit, ils peuvent s'inspirer des standards internationaux en la matière, notamment ceux du « Joint Forum », publiés en février 2005 (ii).

(i) Principales approches en matière de supervision des fonctions externalisées

En dehors de la promotion d'une saine gestion des relations d'externalisation, les superviseurs doivent également s'assurer que l'externalisation des activités ne compromet pas l'efficacité de la supervision.

En effet, en transférant les activités de l'entité réglementée et en déléguant leur gestion à des tierces parties non réglementées, les contrats d'externalisation posent potentiellement des contraintes en termes de supervision. Cette appréhension est d'autant plus significative si l'on considère l'externalisation « offshore », étant donné que les pouvoirs de l'Autorité de contrôle ne peuvent généralement pas être bien exercés hors de sa juridiction.

Pour y remédier, les Autorités de contrôle utilisent un éventail de pratiques, y compris des exigences adaptées à l'importance des activités externalisées et des dispositions réglementaires leur permettant d'avoir un accès aux données et aux locaux des sous-traitants. En général, les superviseurs mettent en place les outils ci-après :

- guide d'externalisation des activités classées généralement suivant trois (3) catégories (externalisations prohibées, externalisations significatives et externalisations non-significatives) ;
- revue fréquente des contrats d'externalisation ;
- surveillance des risques de concentration découlant de l'externalisation ;
- développement de la coopération internationale en la matière avec des Autorités de contrôle étrangères.

(ii) Recommandations du « Joint Forum » en matière de gestion des relations d'externalisation entre les établissements de crédit et leurs sous-traitants

Les établissements de crédit doivent mettre en place un dispositif de gestion de leurs relations en matière d'externalisation. La responsabilité de surveillance de ces relations incombe aux organes délibérant et exécutif. Ces derniers doivent en rendre compte notamment à l'Autorité de supervision.

Le dispositif doit comporter sept (7) composantes essentielles, à savoir :

- objectifs stratégiques ainsi que les besoins d'externalisation ;
- procédures de sélection et d'évaluation du sous-traitant ;
- dispositions importantes des contrats d'externalisation ;
- « Service Level Agreements » ou « Accords de Qualité de Service » ;
- procédure de gestion des relations d'externalisation ;
- considérations en termes de ressources humaines et de communication ;
- plans de continuité d'activités et de secours.

Au niveau du cadre juridique de l'UMOA, la loi bancaire dispose notamment en son article 50, que « les établissements de crédit doivent tenir à leur siège social, principal établissement ou agence principale, une comptabilité particulière des opérations qu'ils traitent sur le territoire d'implantation ». La même disposition est prévue par l'article 49 de la loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Il est à noter que la seule externalisation expressément autorisée par le cadre réglementaire concerne la fonction de contrôle périodique, qui peut être déléguée à une filiale ou à une entité centrale au sein d'un groupe bancaire, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Circulaire n° 003-2011/CB/C relative à l'organisation du système de contrôle interne des établissements de crédit de l'UMOA.

Cependant, dans la pratique, certaines banques ont délocalisé les composantes essentielles de leurs systèmes d'information à l'étranger, soit auprès de leurs maisons mères, soit auprès des filiales appartenant au même groupe. Les éléments délocalisés sont de natures diverses et comprennent essentiellement les serveurs de traitement et de données.

La problématique de la gestion des contraintes liées à la supervision des fonctions externalisées des établissements de crédit est prise en compte dans le cadre des travaux conduits en marge du projet d'implémentation des normes de Bâle II et Bâle III.

2.2. Situation prudentielle des établissements financiers à caractère bancaire

Les établissements financiers assujettis au dispositif prudentiel en vigueur sont au nombre de onze (11). Leur conformité au regard des normes réglementaires est résumée comme suit :

- six (6) établissements sur onze (11) respectent la norme de représentation du capital social minimum par les fonds propres de base ;
- neuf (9) établissements sur onze (11) satisfont à la norme de couverture des risques et à celle de division des risques ;
- huit (8) établissements sur neuf (9) respectent la norme de limitation des prêts aux dirigeants et celle liée aux immobilisations et participations. En effet, la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel n'est pas applicable à deux (2) établissements spécialisés dans les opérations de garantie ;
- sept (7) établissements sur onze (11) satisfont à la norme de limitation des engagements sur une même signature ;
- dix (10) établissements sur onze (11) sont conformes à la norme de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables ;
- un seul établissement est assujetti au coefficient de liquidité et le respecte. Ce ratio s'applique uniquement aux établissements financiers à caractère bancaire qui reçoivent des fonds du public.

Tableau n° 14 :

Nombre d'établissements financiers conformes au dispositif prudentiel

Pays / Indicateurs	Représentation du capital social par les fonds propres de base	Norme de solvabilité (couverture des risques)	Prêts aux dirigeants	Division des risques	Coefficient de liquidité	Couverture emplois MLT par des ressources stables	Limitation des immobilisations et participations
Bénin (0)	-	-	-	-	-	-	-
Burkina (3)	3	3	3	3	-	3	3
Côte d'Ivoire (1)	0	1	1	1	1	1	1
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-
Mali (2)	0	2	2	2	-	2	2
Niger (1)	0	0	0	0	-	1	0
Sénégal (2)	2	2	1	2	-	1	1
Togo (2)	1	1	1	1	-	2	1
Total : 11	6	9	8	9	1	10	8

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

3. ACTES ET MESURES

Au cours de l'année 2015, la Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions aux dates et lieux ci-après :

- le 20 mars 2015 à Abidjan ;
- le 11 juin 2015 à Abidjan ;
- le 28 septembre 2015 à Dakar ;
- le 11 décembre 2015 à Abidjan.

Au cours de ces différentes réunions, le quorum des deux tiers des membres requis par l'alinéa 1^{er} de l'article 7 du Règlement Intérieur de la Commission Bancaire, pour la validation des délibérations, a été respecté.

Au titre du collège des membres désignés par les Etats, les changements suivants ont été enregistrés :

- Monsieur Nabi Abraham OUATTARA a remplacé Monsieur Moumounou GNAKAMBARY en qualité de Représentant de l'Etat burkinabè, à compter de la session du 20 mars 2015 ;
- Monsieur Sidi Almoctar OUMAR, a été désigné en qualité de représentant de l'Etat malien, en remplacement de Monsieur Boubacar BEN BOUILLE, à compter de la session du 20 mars 2015 ;
- Monsieur Suleimane SEIDI, a remplacé, à compter de la session du 11 juin 2015, Monsieur Emmanuel Benito Santos COSTA dans les fonctions de représentant de la Guinée-Bissau ;
- Monsieur Samuel GOLDSTEIN siège depuis la session du 28 septembre 2015, en qualité de représentant de l'Etat français, en remplacement de Monsieur Yves CHARPENTIER.

S'agissant des membres nommés par le Conseil des Ministres, aucun changement n'a été enregistré dans sa composition au cours de l'année 2015.

3.1. Mesures administratives

En application des dispositions de l'article 27 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné trois (3) injonctions au cours de l'exercice 2015, contre neuf (9) en 2014. Elles ont été adressées à des établissements de crédit installés respectivement en Côte d'Ivoire (1), au Niger (1) et au Sénégal (1). D'une façon générale, ces injonctions visaient notamment à :

- mettre en œuvre des options stratégiques et un plan d'affaires adéquat permettant le développement de l'activité et assurant l'équilibre de l'exploitation ;
- intensifier les mesures de recouvrement des créances en souffrance en vue d'assainir le bilan ;
- se mettre en conformité totale avec les normes prudentielles en vigueur ;
- communiquer un plan de renforcement des fonds propres ;
- mettre à niveau le système d'information ;
- renforcer la gouvernance et le dispositif de contrôle interne ;
- comptabiliser les redressements comptables et les déclassements des créances compromises ;
- communiquer un plan de redressement de la situation financière et comptable ;
- mettre en œuvre les recommandations de l'Autorité de contrôle.

L'injonction adressée à la banque installée au Sénégal, après audition simple de ses dirigeants lors de la session de décembre 2015, a été assortie de la mesure de mise sous surveillance rapprochée, en vue d'un suivi étroit de la mise en œuvre des diligences y relatives.

3.2. Sanctions disciplinaires

En vertu des dispositions des articles 28 et 30 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a, après avoir dûment convoqué et entendu les dirigeants d'une banque installée en Côte d'Ivoire, pris les sanctions disciplinaires suivantes :

- avertissement à la banque, au regard de la détérioration de sa situation caractérisée par des dysfonctionnements dans la gouvernance et une insuffisance des fonds propres, induisant une situation d'infraction généralisée aux normes prudentielles ;
- interdiction d'exercer les fonctions d'administration, de direction ou de gérance d'établissements de crédit et de systèmes financiers décentralisés de l'UMOA, à l'encontre de l'ex-Directeur Général, en raison des manquements graves relevés dans la gestion de l'établissement portant sur les actes de mauvaise gestion qui engagent sa responsabilité personnelle.

3.3. Avis aux Ministres chargés des finances

3.3.1. Avis simples

- **Prorogation de la durée d'administration provisoire**

La Commission Bancaire a donné six (6) avis favorables à des demandes de prorogation de la durée de l'administration provisoire de quatre (4) banques, dont deux (2) en Côte d'Ivoire et deux (2) au Togo, en vue notamment de permettre aux Administrateurs Provisoires, en relation avec les Autorités nationales, de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de leurs missions.

- **Remplacement d'Administrateur Provisoire**

La Commission Bancaire a émis un (1) avis favorable pour le remplacement de l'Administrateur provisoire d'une banque installée au Togo, en application des dispositions des articles 60 et 61 de la loi portant réglementation bancaire.

- **Prorogation de la durée de liquidation et de la mission du Liquidateur**

La Commission Bancaire a émis deux (2) avis favorables pour la prorogation de la durée de la liquidation et de la mission des Liquidateurs, respectivement d'une (1) banque installée en Côte d'Ivoire et d'un (1) établissement financier à caractère bancaire installé au Togo, pour leur permettre de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de leurs missions.

3.3.2. Avis conformes

- **Dérogation à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non-ressortissants des Etats membres**

Au cours de la période sous-revue, la Commission Bancaire a rendu les avis suivants, après examen des demandes introduites par les établissements de crédit, en faveur de personnes non-ressortissantes des Etats membres de l'UMOA, pressenties à des postes de direction ou d'administration :

- quarante-deux (42) avis conformes favorables, contre trente-huit (38) en 2014, concernant vingt-six (26) postes d'administrateurs et seize (16) postes de dirigeants ;
- un (1) avis conforme défavorable, contre cinq (5) en 2014, pour un (1) poste de dirigeant.

Le détail de ces mesures figure dans le tableau suivant :

Tableau n° 15 :

Nombre d'avis conformes relatifs à des dérogations à la condition de nationalité

Pays	Nombre d'avis conformes favorables		Nombre d'avis conformes défavorables	
	Administrateurs	Dirigeants	Administrateurs	Dirigeants
Benin	1	2	-	-
Burkina	3	1	-	-
Cote d'ivoire	8	8	-	1
Guinée-Bissau	-	1	-	-
Mali	3(*)	3(*)	-	-
Niger	-	1	-	-
Sénégal	7	1	-	-
Togo	4	-	-	-
UMOA	26	17	-	1

(*) Décision en faveur d'une personne pressentie aux fonctions d'administrateur et de dirigeant

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

● **Agréments**

En 2015, l'Autorité de contrôle a donné deux (2) avis conformes favorables à des demandes d'agrément introduites par :

- une société anonyme pour l'exercice des activités de banque sur le territoire de la République du Sénégal ;
- une société anonyme pour l'exercice, sur le territoire de la République du Sénégal, des activités d'établissement financier à caractère bancaire.

L'Autorité de contrôle a également donné un avis conforme défavorable à une demande d'agrément introduite par une société anonyme pour l'exercice des activités d'établissement financier à caractère bancaire en République de Côte d'Ivoire.

● **Modification de la structure de l'actionariat**

En application des dispositions des articles 31, 40 et 41 de la loi bancaire, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2015, des avis conformes favorables aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionariat d'établissements de crédit installés en Côte d'Ivoire (2), au Niger (1), au Sénégal (1) et au Togo (1).

Elle a également donné un avis conforme défavorable à une demande d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionariat d'une banque implantée au Burkina Faso.

- **Apport partiel d'actifs**

Au cours de l'année 2015, l'Autorité supranationale de supervision a donné des avis conformes favorables aux demandes d'autorisation préalable pour l'apport partiel des actifs de succursales d'une banque ivoirienne installée au Bénin et au Togo à des filiales du même groupe, en application des dispositions de l'article 40 de la loi-cadre portant réglementation bancaire.

- **Modification de la dénomination sociale**

La Commission Bancaire a émis, en 2015, un avis conforme favorable à une demande d'autorisation préalable pour la modification de la dénomination sociale d'un établissement de crédit exerçant au Sénégal, en application des dispositions de l'article 39 de la loi-cadre portant réglementation bancaire.

- **Fusion par absorption**

Au cours de l'année écoulée, l'Organe de contrôle a donné un avis conforme favorable pour la fusion par absorption d'une banque malienne par un autre établissement implanté dans le même Etat.

Subséquentement, il a émis un avis conforme favorable pour le retrait d'agrément, sans liquidation, de l'entité absorbée, eu égard au transfert, à titre universel, de son patrimoine à la société absorbante.

3.4. Autres mesures

3.4.1. Autorisation d'installation selon la procédure de déclaration d'intention

Sur la base des dispositions de l'article 14 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné une suite favorable aux déclarations d'intention faites par :

- une banque de droit sénégalais, pour l'installation de deux (2) succursales, respectivement en Côte d'Ivoire et au Niger ;
- une banque ivoirienne, pour l'implantation d'une succursale en Guinée-Bissau ;
- une banque installée au Burkina, pour l'ouverture de deux (2) succursales, respectivement au Bénin et au Sénégal.

3.4.2. Approbation de la désignation ou du renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

Au cours de l'année 2015, la Commission Bancaire a pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de soixante-huit (68) établissements de crédit et vingt-huit (28) systèmes financiers décentralisés.

3.4.3. Maintien de la mesure de surveillance rapprochée

Lors de sa session tenue le 11 décembre 2015, la Commission Bancaire a prononcé le maintien de la mesure de surveillance rapprochée d'une (1) banque installée au Sénégal, prise lors de sa session tenue le 28 septembre 2015, en vue du suivi rapproché de la mise en œuvre de l'ensemble des recommandations de la dernière mission de vérification de l'Autorité de contrôle ainsi que du plan de restructuration financière, en particulier la reconstitution des fonds propres.

3.4.4. Retrait d'autorisation d'installation

Lors de sa session de juin 2015, la Commission Bancaire a décidé de retirer les autorisations d'installation de deux (2) succursales au Bénin et au Togo accordées à une banque installée en Côte d'Ivoire, au regard des apports partiels d'actifs effectués par celle-ci à deux filiales bancaires implantées dans les pays susvisés.

3.4.5. Mise sous administration provisoire d'une banque

La Commission Bancaire a, lors de sa session tenue le 11 juin 2015, prononcé la mise sous administration provisoire d'une banque installée en Côte d'Ivoire, eu égard, d'une part, aux manquements graves constatés dans la gouvernance de l'établissement dont la gestion n'est plus assurée dans des conditions normales et, d'autre part, à la forte dégradation de ses situations financière et prudentielle.

3.5. Autres

Lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA a été régulièrement tenu informé par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

IV. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION



Poignée de main entre le Président de la Commission Bancaire (à droite) et M. Albert ESSIEN, Directeur Général du Groupe Ecobank (à gauche) à l'occasion de la 1ère réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank (Abidjan, 28-29 avril 2015)

1. ACTIONS DE COOPERATION

Les mutations du paysage bancaire de l'UMOA au cours de ces dernières années, marquées par l'implantation de filiales de groupes bancaires transfrontaliers, ont favorisé l'émergence d'activités de plus en plus sophistiquées ainsi que le développement de stratégies de mutualisation et de délocalisation de certaines opérations. Cette transformation de l'environnement bancaire a induit de nouveaux défis en termes de supervision et de renforcement des capacités des agents du Secrétariat Général de la Commission Bancaire.

Conscientes de ces enjeux, les Autorités monétaire et de contrôle de l'Union ont, outre la refonte des textes réglementaires régissant l'activité bancaire, engagé des actions visant à doter l'Autorité de contrôle des moyens et capacités nécessaires pour une meilleure prise en charge de la surveillance des établissements de crédit. Ces initiatives se sont principalement traduites par le renforcement de la coopération avec les superviseurs homologues et l'organisation de sessions de formation au profit du personnel.

1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération

Au-delà des échanges d'informations avec les autres Autorités de contrôle bancaire dans le cadre de la mise en œuvre des accords de coopération, la Commission Bancaire de l'UMOA a pris part à des réunions de collèges de superviseurs de groupes bancaires étrangers ayant des implantations dans l'Union. Ces actions se déclinent comme suit :

- la participation aux premières réunions des Collèges de superviseurs des groupes Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (BMCE Bank) et Crédit Populaire du Maroc (CPM), respectivement les 30 et 31 mars 2015 à Casablanca (Maroc), organisées par Bank Al-Maghrib ;
- la participation à la deuxième réunion du Collège des Superviseurs du groupe UBA Plc du 24 au 26 août 2015 à Abuja (Nigeria), pilotée par la Banque Centrale du Nigéria ;
- la participation à la deuxième réunion du Collège de superviseurs du groupe Attijariwafa bank, le 1^{er} octobre 2015 à Casablanca (Maroc), à l'initiative de Bank Al-Maghrib ;
- les séjours d'information portant sur le Système d'information auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution de France (ACPR), du 5 au 9 octobre 2015, ainsi qu'à Bank Al-Maghrib, du 12 au 16 octobre 2015 ;
- la participation à la première réunion du Collège de superviseurs du groupe BGFIBank du 1^{er} au 2 décembre 2015 à Libreville (Gabon), sur l'initiative de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC).

1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires

L'accroissement de la dimension transfrontalière des activités des établissements de crédit implantés dans la zone UMOA a conduit l'Autorité de contrôle à renforcer ses relations de coopération avec les superviseurs et régulateurs étrangers.

A cet égard, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a été à l'initiative des rencontres ci-après :

- la première réunion du Collège de superviseurs du groupe Ecobank, les 28 et 29 avril 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire). La rencontre a regroupé les représentants de quatorze (14) des vingt-deux (22) superviseurs du groupe et de ses filiales, assurant la supervision de vingt-sept (27) des trente-quatre (34) filiales en activité au 31 décembre 2014. Elle a permis aux participants de partager leurs expériences et d'échanger sur les moyens de renforcer la supervision du groupe et de ses entités bancaires, afin de mieux connaître son profil de risque et ses vulnérabilités ;
- la première réunion du Collège de Superviseurs de ORAGROUP, le 17 novembre 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire). La rencontre a regroupé les représentants des quatre (4) Superviseurs des zones d'implantation de la holding ORAGROUP et de ses sept (7) filiales en activité au 30 juin 2015. Elle avait pour objectifs d'acquérir une meilleure connaissance du profil de risque et des vulnérabilités du groupe et de promouvoir une coopération renforcée entre Autorités de supervision d'origine et d'accueil ;
- la treizième réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF), le 19 novembre 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Elle a été l'occasion pour les membres d'aborder plusieurs points d'intérêt commun, notamment l'importance de la coopération entre Autorités de supervision et l'analyse de la situation des systèmes bancaires respectifs.

En outre, l'Autorité de Contrôle a participé aux travaux des groupes de superviseurs régionaux et internationaux, qui constituent des lieux privilégiés de partage d'expériences et de meilleures pratiques dans le domaine du contrôle des établissements de crédit ayant des activités transfrontières. Ainsi, elle a participé aux travaux des instances ci-après :

- la douzième réunion plénière du Groupe de Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF), les 5 et 6 mars 2015 à Casablanca (Maroc). A la faveur de cette rencontre, les participants ont présenté les situations de leurs systèmes bancaires et les évolutions récentes en matière réglementaire dans leurs juridictions respectives. Ils ont également échangé sur le développement des groupes bancaires panafricains et l'inclusion financière ;
- les dix-huitième et dix-neuvième réunions du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO), tenues respectivement du 15 au 17 avril 2015 à Accra et du 26 au 30 octobre 2015 à Cape-Coast (Ghana). Ces rencontres ont été l'occasion pour les superviseurs présents de partager leurs expériences en matière de supervision et de résolution de crises bancaires ;
- la dix-huitième assemblée annuelle du Comité des Superviseurs Bancaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC), tenue du 11 au 13 novembre 2015 à Kinshasa (République Démocratique du Congo).

Encadré N° 7 : COLLEGE DES SUPERVISEURS DU GROUPE ECOBANK



*Réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank
(Abidjan, les 28 et 29 avril 2015)*

Les 28 et 29 avril 2015, s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) le premier Collège de Superviseurs du groupe Ecobank. Cette rencontre a regroupé les représentants de 14 des 22 superviseurs du groupe et de ses filiales.

La mise en place de ce collège s'inscrit dans le cadre du renforcement de la supervision des groupes bancaires transfrontaliers, conformément aux principes édictés par le Comité de Bâle. Elle fait également suite aux conclusions des rencontres entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et les autorités de supervision bancaire du Nigeria et de la zone CEMAC, tenues respectivement à Abidjan le 2 décembre 2013 et les 11 et 12 février 2014.

Ce collège constitue un cadre d'échanges d'informations et un forum de consultation entre l'autorité de contrôle du pays d'origine et les autorités de contrôle des pays d'accueil. Il vise à instaurer une supervision efficace des activités transfrontalières en vue notamment de mieux appréhender l'exposition des entités d'un groupe et d'assurer une meilleure maîtrise des risques systémiques portés par ses filiales.

Au terme des travaux, le Collège a émis, à l'endroit des dirigeants du groupe Ecobank, des recommandations en vue d'améliorer la gouvernance, d'assurer le respect des dispositions réglementaires en vigueur, renforcer les fonds propres et améliorer les dispositifs de contrôle interne, la gestion des risques ainsi que la gouvernance de certaines entités. Les superviseurs ont souligné la nécessité de renforcer la supervision du groupe et de ses filiales dans toutes les juridictions et d'harmoniser les canaux d'échange d'informations.

Cette première rencontre a ainsi permis de rassurer sur l'effectivité de la surveillance bancaire de ce groupe qui, en raison de sa taille systémique et de son apport au financement des économies des pays d'implantation, est au centre des préoccupations des Autorités de contrôle et des Institutions Financières Internationales.

Encadré N° 8 : COLLEGE DES SUPERVISEURS DE ORAGROUP



*Réunion du Collège des Superviseurs de Oragroup
(Abidjan, le 17 novembre 2015)*

Le 17 novembre 2015, s'est tenu le Collège de Superviseurs de ORAGROUP à Abidjan (Côte d'Ivoire). Cette rencontre a regroupé les représentants des quatre (4) superviseurs de ORAGROUP et de ses filiales, en l'occurrence la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), la Banque Centrale de la Mauritanie (BCM) et la Commission Bancaire de l'UMOA.

Au cours des échanges et tenant compte des préoccupations exprimées par les différents superviseurs, le Collège a émis, à l'endroit des dirigeants du groupe, des recommandations en vue d'assurer le respect des dispositions réglementaires en vigueur, de renforcer les fonds propres et d'améliorer les dispositifs de contrôle interne, la gestion des risques ainsi que la gouvernance.

Les participants ont également souligné l'intérêt de renforcer la supervision de ORAGROUP et de ses filiales dans toutes les juridictions et d'harmoniser les canaux d'échange d'informations.

1.3. Relations avec les autres organes de contrôle, organisations sous-régionales et institutions financières internationales

En dehors des initiatives prises dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération et de la participation aux activités de groupes de superviseurs, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a pris part aux rencontres suivantes :

- la séance de travail avec le Fonds Monétaire International (FMI), dans le cadre des consultations régionales au titre de l'article IV des statuts du FMI, les 12 et 13 janvier 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la rencontre avec une délégation de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire (APBEF-CI) conduite par son Président, Monsieur Souleymane DIARRASSOUBA, également Président en exercice de la Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'UEMOA (FAPBEF-UEMOA), le 10 février 2015 à Abidjan ;
- la séance de travail avec la mission du FMI auprès de la Côte d'Ivoire, dans le cadre de la 7^{ème} revue du Programme Economique et Financier (PEF) soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC), le 25 mars 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la réunion des Ministres des Finances des pays de la Zone Franc, les 9 et 10 avril 2015 à Bamako (Mali) ;
- les réunions de printemps du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, du 16 au 19 avril 2015 à Washington DC (Etats-Unis) ;
- la vingt-cinquième réunion ordinaire du Comité d'orientation de AFRITAC de l'Ouest, le 30 avril 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la séance de travail avec l'Agence de Régulation du Secteur de la Microfinance du Niger, le 6 mai 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la vingt-troisième réunion plénière du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), du 18 au 23 mai 2015 à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) ;
- la cérémonie d'ouverture des journées des produits et métiers de la Bourse, organisées par l'Association Professionnelle des Sociétés de Gestion et d'intermédiation de l'UMOA, le 22 juin 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la rencontre entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et la Banque Centrale du Congo sur les modalités d'établissement d'un protocole d'accord de coopération entre les Autorités de contrôle, les 20 et 21 août 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- les réunions des Ministres des Finances des Pays de la Zone Franc, le 2 octobre 2015 à Paris (France) ;
- les Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, du 5 au 11 octobre 2015 à Lima (Pérou) ;
- la réunion du Cadre Permanent de Concertation (CPC) entre l'OHADA et les Organes et Institutions Communautaires dotés de pouvoirs normatifs dans les Etats membres de l'OHADA, le 22 décembre 2015 Yaoundé (Cameroun) ;
- la conférence sur les perspectives économiques de l'Afrique Subsaharienne organisée par le Fonds Monétaire International, le 23 novembre 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la séance de travail avec une délégation du FMI et de la Banque Mondiale le 8 décembre 2015 à Abidjan.

Encadré N° 9 : TREIZIEME REUNION PLENIERE DU GROUPE DES SUPERVISEURS BANCAIRES FRANCOPHONES (GSBF)



Photo de famille lors de la 13^{ème} réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) (Abidjan, le 19 novembre 2015)

Le 19 novembre 2015, s'est tenue au siège du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire), la 13^{ème} réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF).

Le Gouverneur de la BCEAO, Président en exercice du GSBF, a été représenté par le Secrétaire Général de la Commission Bancaire qui a présidé la rencontre. Elle a enregistré la présence de quinze (15) participants en provenance de onze (11) Autorités de contrôle bancaire et de Banques Centrales francophones (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, Bank Al-Maghrib, Banque Centrale de la République de Guinée, Banque Centrale du Congo, Banque d'Algérie, Banque Centrale des Comores, Banque de la République d'Haïti, Banque du Liban, Banque de la République du Burundi et Commission Bancaire de l'UMOA).

La réunion a permis d'aborder plusieurs points d'intérêt commun, à savoir :

- l'importance de la coopération entre Autorités d'origine et d'accueil, en vue d'assurer une surveillance efficace des activités bancaires transfrontalières ;
- l'analyse de la situation des systèmes bancaires au niveau des pays membres, qui a révélé l'apparition d'entités exerçant des activités spécifiques dans les secteurs de la microfinance et la monnaie électronique ;
- le besoin de consolidation des systèmes de surveillance des risques à travers notamment le renforcement des règles de provisionnement des créances.

La rencontre a été aussi l'occasion pour les membres du GSBF de débattre de la question de la résolution des crises bancaires. Sur ce plan, les interventions ont fait ressortir la nécessité de la création de Fonds de Garantie des Dépôts et l'importance des concertations entre superviseurs

pour permettre une meilleure anticipation des risques et apporter une réponse collective et coordonnée en cas de crise.

Au cours des échanges, un consensus général s'est dégagé sur les nouvelles priorités de la supervision pour les années à venir, qui porte notamment sur le besoin de l'implémentation des normes de Bâle II et Bâle III pour une meilleure consolidation des fonds propres et l'amélioration de la gouvernance des établissements de crédit. La dotation des superviseurs en moyens matériels et humains adéquats fait également partie de ses actions.

Au terme des travaux, les participants se sont félicités de la qualité du partage d'expériences sur les bonnes pratiques et initiatives en matière de supervision bancaire. Ils ont aussi souligné la nécessité de continuer d'adapter les cadres réglementaires des pays membres aux normes internationales et aux mutations de l'environnement bancaire et ont encouragé la mise en place des mécanismes de résolution des crises. Ils ont enfin félicité le Gouverneur de la BCEAO pour la dynamisation des activités du GSBF au cours de son mandat de Président de ce groupe.

2. ACTIONS DE FORMATION

A l'instar des années précédentes, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a mis l'accent sur le renforcement des capacités de ses agents, à travers l'organisation et la participation à des formations en lien avec le plan stratégique 2011-2015 de la BCEAO ainsi qu'aux travaux d'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III.

Des séminaires de formation, en rapport avec la supervision bancaire, ont notamment été organisés en collaboration avec le Centre Régional d'Assistance Technique AFRITAC de l'Ouest du FMI à Abidjan. Ils ont porté sur les thématiques suivantes :

- « Contrôle des systèmes d'information et opérations de paiements » du 2 au 11 février 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- « Gestion des risques et évaluation du profil de risque des établissements de crédit » du 23 février au 6 mars 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- Atelier de la Commission Technique Pilier 2 du projet d'implémentation de Bâle II et Bâle III du 13 au 24 avril 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- Atelier de la Commission Technique Pilier 1 du projet d'implémentation de Bâle II et Bâle III, du 18 au 29 mai 2015 à Dakar (Sénégal) ;
- « Surveillance macro-prudentielle, risques systémiques et stabilité financière », du 1^{er} au 6 juin 2015 à Dakar (Sénégal) ;

Par ailleurs, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé à des formations et séminaires organisés par des institutions régionales et internationales, notamment :

- « Supervision des institutions financières », organisé par la Réserve Fédérale de New York, du 11 au 14 mai 2015 à New York (Etats-Unis) ;
- « Vulgarisation du règlement relatif au traitement des établissements de crédit en difficulté dans la zone CEMAC », organisé par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, le 22 mai 2015 à Douala (Cameroun) ;
- « Eléments fondamentaux du contrôle prudentiel », organisé par le FMI du 11 au 23 juin 2015 à Ebène (Ile Maurice) ;
- « Supervision des émetteurs de monnaie électronique », du 20 au 21 juillet 2015 à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), organisé en marge de la 3^{ème} Table Ronde de l'Initiative Africaine sur les services financiers via la téléphonie mobile (AMPI) ;
- « Surveillance macroprudentielle : des perspectives multiples, un objectif unique », organisé par l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), du 5 au 10 septembre 2015 à Alger (Algérie) ;
- Forum régional d'échange des cadres supérieurs du secteur financier de l'UEMOA sur la Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT), organisé par le GIABA, le 22 septembre 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;

- Atelier régional de formation sur le renforcement de la supervision en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, organisé par le GIABA du 05 au 7 octobre 2015 à Praia (Cap-Vert) ;
- Atelier sur l'élaboration et l'utilisation des indicateurs de la solidité financière (ISF), organisé par le Département des Statistiques du FMI, du 26 au 30 octobre 2015 à Dakar (Sénégal) ;
- « Supervision des acteurs et surveillance des infrastructures de marchés financiers et des moyens de paiement de l'UEMOA », organisé par la BCEAO en collaboration avec l'AMPI, les 26 et 27 novembre 2015 à Dakar (Sénégal).

ANNEXES

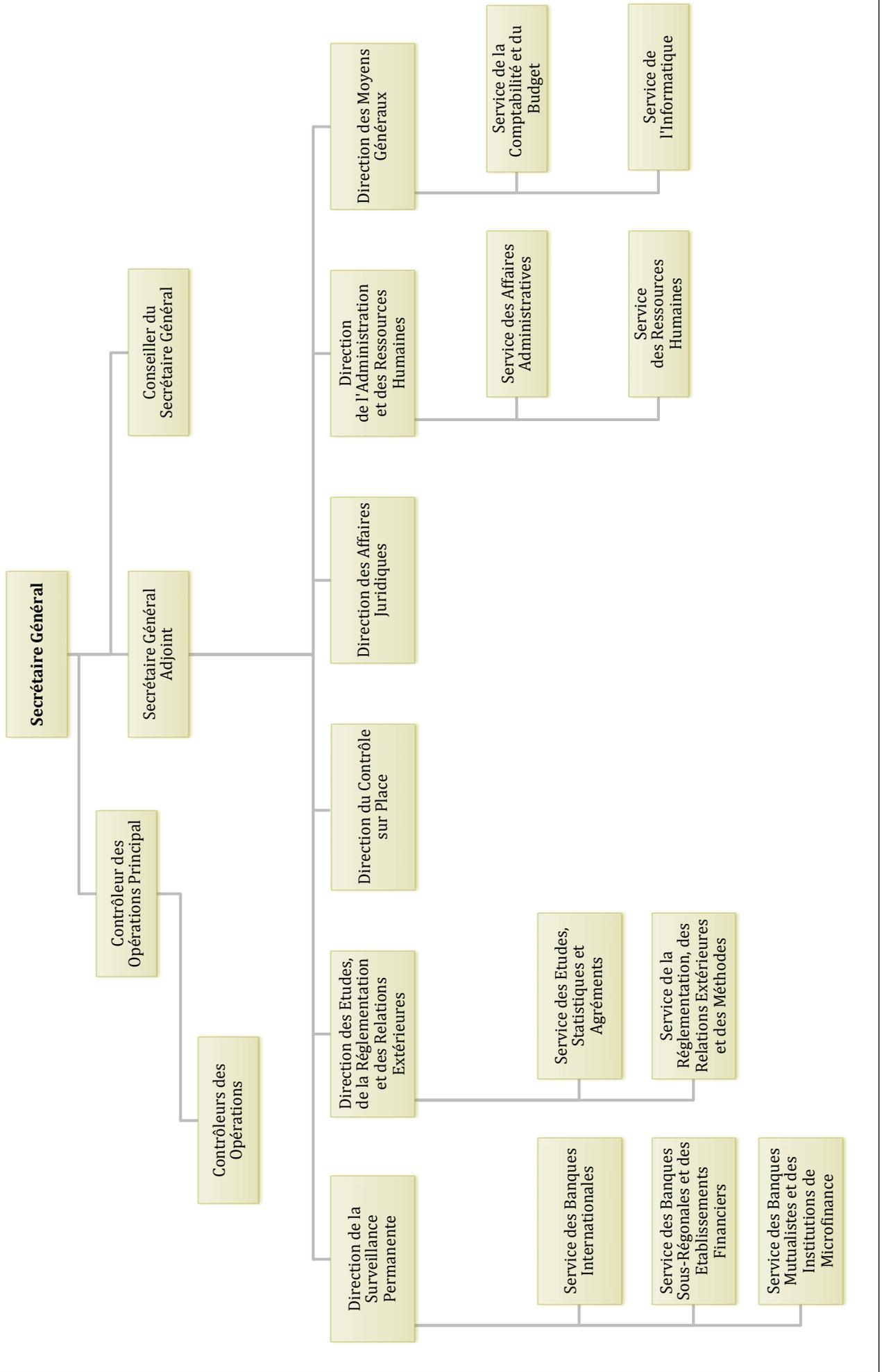
LISTE DES ANNEXES

- I - ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2015
- II - LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DONNEES AGREGES DE L'UMOA
- III - LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DONNEES AGREGES PAR PAYS

ANNEXE I

**ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION
BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2015**

Organigramme du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA au 31 décembre 2015



SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2015

Secrétaire Général	: M^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA
Secrétaire Général Adjoint	: M. Amadou DIARRA
Conseiller du Secrétaire Général	: M. Adjoumani KOUAKOU
Directeur de l'Administration et des Ressources Humaines	: M. Kouadio Jean Baptiste KOUASSI
Directeur des Affaires Juridiques	: Vacant
Directeur du Contrôle sur Place	: M. Oumar KABO
Directeur des Etudes, de la Réglementation et des Relations Extérieures	: M. Papa FAYE
Directeur des Moyens Généraux	: M. Moussa DIARRA
Directeur de la Surveillance Permanente	: M. Babacar FALL

ANNEXE II

ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DONNEES AGREGES DE L'UMOA

II.1 - Liste des établissements de crédit

II.2 - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2015
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)**

BANQUES (115)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SGBCI	1 138 224	1	906 471	1	757 122	1
Côte d'Ivoire	BACI	1 079 694	2	725 936	3	507 109	6
Côte d'Ivoire	ECOBANK	1 071 880	3	728 795	2	563 408	2
Bénin	BOA-BENIN	850 524	4	516 684	9	265 985	18
Sénégal	CBAO, GROUPE ATTIJARIWafa BAN	811 940	5	632 393	4	510 922	5
Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE	749 130	6	586 162	5	524 894	4
Côte d'Ivoire	SIB	747 276	7	552 241	7	534 508	3
Sénégal	SGBS	735 567	8	581 339	6	396 435	7
Burkina	ECOBANK	702 012	9	491 845	12	366 798	9
Burkina	BOA-BURKINA	656 797	10	393 524	13	356 921	11
Sénégal	ECOBANK	648 371	11	499 752	10	320 464	12
Burkina	CBI	648 214	12	370 437	16	361 111	10
Bénin	ECOBANK	636 304	13	388 661	14	267 052	17
Mali	BDM	612 424	14	388 300	15	281 748	15
Côte d'Ivoire	BOA-CI	606 373	15	303 371	19	262 055	20
Côte d'Ivoire	BICICI	594 684	16	517 428	8	393 290	8
Côte d'Ivoire	BNI	581 288	17	496 361	11	284 238	13
Mali	ECOBANK	545 840	18	301 897	21	217 873	24
Mali	BOA-MALI	535 666	19	320 402	18	264 884	19
Bénin	DIAMOND BANK	515 759	20	232 849	26	138 156	40
Togo	ORABANK	479 099	21	278 372	23	282 805	14
Sénégal	BICIS	430 615	22	343 456	17	242 257	21
Burkina	SG-BF	428 184	23	274 696	24	270 200	16
Mali	BMS	418 785	24	268 954	25	219 874	23
Mali	BNDA	370 468	25	230 461	27	196 194	28
Sénégal	BOA-SENEGAL	361 878	26	208 123	32	196 553	27
Burkina	BANQUE ATLANTIQUE	360 430	27	197 643	33	217 201	25
Mali	BIM	354 089	28	302 878	20	144 451	37
Togo	ECOBANK	345 497	29	284 885	22	179 713	29
Burkina	UBA-BURKINA	324 623	30	221 398	28	75 296	55
Sénégal	BHS	299 190	31	216 350	30	231 447	22
Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	297 513	32	162 740	40	168 889	32
Sénégal	BRM	296 800	33	101 802	54	117 718	43
Bénin	SGB	281 858	34	220 706	29	177 400	30
Bénin	ORABANK	280 311	35	170 413	36	103 381	45
Mali	BANQUE ATLANTIQUE	272 889	36	156 241	41	144 207	38
Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	270 642	37	169 312	37	141 132	39
Niger	BOA-NIGER	263 068	38	144 428	43	154 320	34
Sénégal	BIS	260 020	39	213 998	31	155 958	33
Sénégal	CNCAS	242 960	40	166 255	38	206 057	26
Niger	SONIBANK	236 391	41	149 989	42	152 281	35
Togo	UTB	236 218	42	177 062	35	173 617	31
Niger	ECOBANK	223 285	43	140 487	45	107 635	44
Côte d'Ivoire	BBG-CI	219 189	44	193 767	34	122 075	42
Burkina	BICIA-B	211 446	45	163 472	39	147 597	36
Togo	DIAMOND BANK, Succ	196 598	46	88 432	57	54 423	68
Sénégal	DIAMOND BANK, Succ	184 788	47	87 595	59	77 116	52
Côte d'Ivoire	BGFIBANK-CI	177 213	48	110 914	50	128 353	41
Bénin	UBA	173 716	49	126 521	47	46 168	77
Sénégal	CDS	171 978	50	124 374	48	90 357	47
Togo	BANQUE ATLANTIQUE	162 240	51	86 419	60	82 223	49
Niger	BIA-NIGER	152 433	52	131 074	46	64 925	60
Sénégal	UBA-Sénégal	146 508	53	93 989	55	63 015	63
Côte d'Ivoire	ORABANK CI	145 786	54	66 854	68	91 887	46
Côte d'Ivoire	SCB-CI	143 782	55	105 848	52	83 651	48
Côte d'Ivoire	CITIBANK-CI	140 752	56	110 708	51	52 961	69
Côte d'Ivoire	DIAMOND BANK, Succ	134 247	57	83 854	61	48 294	73
Togo	BTCI	132 551	58	140 649	44	71 612	56
Niger	BA-NIGER	132 147	59	69 423	67	76 669	53
Côte d'Ivoire	UBA	129 557	60	54 979	74	43 478	79

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	CBI CI	126 058	61	70 213	66	69 848	57
Bénin	BGFIBANK-Bénin	124 436	62	76 902	63	68 927	59
Mali	BHM	122 915	63	71 440	64	58 934	65
Burkina	BSIC-BURKINA	121 076	64	87 776	58	64 689	61
Burkina	BCB	118 399	65	105 606	53	79 683	50
Côte d'Ivoire	BSIC-CI	117 847	66	77 943	62	76 655	54
Mali	BICI-M	116 980	67	90 247	56	69 258	58
Mali	BSIC-MALI	116 653	68	53 242	77	77 619	51
Mali	BCS	115 906	69	54 180	76	62 217	64
Niger	BSIC-NIGER	105 118	70	54 597	75	63 764	62
Bénin	BSIC-BENIN	96 798	71	56 058	73	46 913	75
Togo	BIA-TOGO	94 192	72	66 671	69	56 347	66
Mali	BCI	89 980	73	64 850	70	56 253	67
Sénégal	CITIBANK-SENEGAL	87 568	74	57 272	72	23 842	91
Togo	BOA-TOGO	86 874	75	28 181	94	44 780	78
Sénégal	BSIC-SENEGAL	85 274	76	39 206	85	50 194	72
Mali	CBI Mali	84 894	77	47 719	80	37 834	84
Sénégal	BNDE	80 122	78	31 625	92	38 515	83
Côte d'Ivoire	BHCI	76 685	79	70 676	65	39 017	82
Côte d'Ivoire	CNCE	72 179	80	113 077	49	9 564	103
Niger	BIN	70 286	81	44 690	82	51 321	70
Guinée-Bissau	BAO	69 945	82	51 225	78	46 680	76
Guinée-Bissau	ECOBANK	61 983	83	32 404	91	22 897	93
Burkina	ORABANK, Succ du Burkina	59 661	84	39 652	84	30 317	87
Togo	BSIC-TOGO	59 044	85	35 397	88	42 987	80
Côte d'Ivoire	VERSUS BANK	58 334	86	57 510	71	46 995	74
Mali	ORABANK, Succ du Mali	56 333	87	36 340	86	42 948	81
Burkina	BHBF	55 799	88	35 507	87	51 071	71
Togo	BPEC	54 827	89	45 449	81	36 670	85
Sénégal	BDK	51 537	90	24 257	95	5 105	107
Sénégal	CREDIT INTERNATIONAL	51 462	91	33 629	90	22 968	92
Sénégal	ORABANK, Succ du Sénégal	51 317	92	41 973	83	34 072	86
Sénégal	BIMAO	42 615	93	33 676	89	22 607	94
Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	40 193	94	29 511	93	27 676	89
Togo	CBI-TOGO	36 702	95	20 851	97	21 161	96
Niger	BAGRI	36 535	96	20 317	99	28 809	88
Bénin	BIBE	36 185	97	50 125	79	19 718	98
Burkina	CBAO, Succ du Burkina	35 515	98	14 997	102	24 498	90
Guinée-Bissau	ORABANK, Succ de la GB	35 124	99	21 632	96	20 264	97
Côte d'Ivoire	BDU-CI	33 945	100	6 919	108	3 906	109
Sénégal	FBNBANK	32 204	101	14 588	104	7 690	104
Togo	SGB, Succ du Togo	29 833	102	17 848	101	13 656	102
Guinée-Bissau	BDU	28 173	103	11 792	105	16 233	100
Bénin	BHB	28 142	104	20 595	98	21 873	95
Niger	ORABANK, Succ du Niger	22 746	105	14 673	103	14 050	101
Côte d'Ivoire	CIBCI	22 623	106	19 470	100	17 340	99
Côte d'Ivoire	GTB	19 110	107	11 659	106	6 296	106
Bénin	CCEI BANK	17 444	108	3 688	110	11	115
Niger	BCN	15 072	109	8 305	107	2 336	113
Sénégal	BGFIBANK	13 846	110	2 179	113	3 278	110
Bénin	BAIC	12 300	111	76	115	24	114
Burkina	BDU-BF	11 534	112	2 375	112	3 093	111
Togo	SIAB	10 832	113	6 812	109	7 362	105
Niger	CBAO, Succ du Niger	7 450	114	1 717	114	4 371	108
Sénégal	BCI Mali, Succ du Sénégal	5 965	115	3 551	111	2 378	112
Total		27 872 281		18 707 239		14 795 877	

(*) : Données provisoires

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2015
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)**

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (14)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	CRRH-UEMOA	103 260	1	72 330	1	-	-
Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	66 012	2	17 082	2	53 627	1
Sénégal	LOCAFRIQUE	59 422	3	3 617	4	20 793	2
Togo	GARI	31 537	4	-	-	363	8
Mali	FGSP	15 054	5	-	-	-	-
Burkina	FIDELIS FINANCE	14 303	6	2 080	5	11 094	4
Burkina	SOBCA	9 478	7	5 072	3	3 189	7
Burkina	SOFIGIB	5 944	8	1 868	6	-	-
Niger	SAHFI	4 101	9	2	12	-	-
Mali	FGHM	3 016	10	13	11	113	9
Sénégal	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	13 835	11	1 397	7	12 050	3
Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	5 499	12	361	9	4 765	6
Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	8 724	13	1 189	8	5 980	5
Côte d'Ivoire	FIDELIS, Succ de Côte d'Ivoire	2 418	14	256	10	1 943	9
Total		342 603		102 051		89 066	

(*) : Données provisoires

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	3 518 254	3 941 474	4 629 817	12,0%	17,5%
- Caisse	545 082	601 994	629 375	10,4%	4,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 989 140	2 460 092	2 853 920	23,7%	16,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	270 557	241 708	270 717	-10,7%	12,0%
- Comptes de prêts	700 246	625 496	862 538	-10,7%	37,9%
- Valeurs non imputées	711	201	2 126	-71,7%	957,7%
- Créances rattachées	7 377	7 528	8 458	2,0%	12,4%
- Créances en souffrance	5 141	4 455	2 683	-13,3%	-39,8%
(provisions)	4 264	1 309	404	-69,3%	-69,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	11 018 315	12 709 087	14 735 966	15,3%	15,9%
- Portefeuille d'effets commerciaux	415 293	457 272	558 683	10,1%	22,2%
. Crédits de campagne	420	3 091	3 208	636,0%	3,8%
. Crédits ordinaires	414 873	454 181	555 475	9,5%	22,3%
- Autres crédits à court terme	3 322 256	3 840 930	4 506 526	15,6%	17,3%
. Crédits de campagne	366 207	491 094	566 467	34,1%	15,3%
. Crédits ordinaires	2 956 049	3 349 836	3 940 059	13,3%	17,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 906 562	2 129 838	2 296 848	11,7%	7,8%
- Crédits à moyen terme	3 982 195	4 822 289	5 744 437	21,1%	19,1%
- Crédits à long terme	510 710	467 117	549 187	-8,5%	17,6%
- Affacturage	25 627	26 738	33 205	4,3%	24,2%
- Valeurs non imputées	14 823	18 901	25 858	27,5%	36,8%
- Créances rattachées	93 057	120 756	137 820	29,8%	14,1%
- Créances en souffrance	747 792	825 246	883 402	10,4%	7,0%
. Impayées ou immobilisées	391 538	394 868	496 900	0,9%	25,8%
(provisions)	54 405	71 821	47 864	32,0%	-33,4%
. Douteuses ou litigieuses	342 241	428 294	386 008	25,1%	-9,9%
(provisions)	1 102 067	1 206 930	1 351 351	9,5%	12,0%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	14 013	2 084	494	-85,1%	-76,3%
(provisions)	11 191	11 847	8 319	5,9%	-29,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	4 022 042	5 262 444	6 716 903	30,8%	27,6%
- Titres de placement	3 401 191	4 556 719	5 791 188	34,0%	27,1%
- Comptes de stocks	2 771	2 609	6 337	-5,8%	142,9%
- Débiteurs divers	139 334	159 265	257 706	14,3%	61,8%
- Créances rattachées	40 854	58 477	92 867	43,1%	58,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	138 945	120 306	145 646	-13,4%	21,1%
- Valeurs à rejeter	8 842	9 512	7 516	7,6%	-21,0%
- Comptes d'ordre & divers	290 105	355 556	415 643	22,6%	16,9%
VALEURS IMMOBILISEES	1 488 125	1 733 184	2 124 848	16,5%	22,6%
- Immobilisations financières	635 336	751 669	985 695	18,3%	31,1%
- Dépôts & cautionnements	16 703	18 496	22 786	10,7%	23,2%
- Immobilisations en cours	90 190	116 074	105 018	28,7%	-9,5%
dont Immobilisations incorporelles	11 323	7 868	8 523	-30,5%	8,3%
- Immobilisations d'exploitation	456 611	473 836	576 073	3,8%	21,6%
dont Immobilisations incorporelles	31 581	33 178	42 410	5,1%	27,8%
- Immobilisations hors-exploitation	167 688	223 617	254 460	33,4%	13,8%
dont Immobilisations incorporelles	5 612	4 939	638	-12,0%	-87,1%
- Crédit-bail & opérations assimilées	105 647	132 024	156 433	25,0%	18,5%
- Créances rattachées	11 344	12 000	14 814	5,8%	23,5%
- Créances en souffrance	4 606	5 468	9 569	18,7%	75,0%
(provisions)	6 025	8 502	9 817	41,1%	15,5%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	3 126	7 086	7 350	126,7%	3,7%
- Actionnaires, capital non appelé	1 250	1 250	1 000	-	-20,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	1 876	5 836	6 350	211,1%	8,8%
TOTAL DE L'ACTIF	20 049 862	23 653 275	28 214 884	18,0%	19,3%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	3 739 558	4 820 382	5 981 264	28,9%	24,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	836 417	1 076 078	1 174 040	28,7%	9,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	206 127	146 472	205 971	-28,9%	40,6%
- Comptes d'emprunts	2 676 319	3 576 272	4 578 034	33,6%	28,0%
- Autres sommes dues	8 904	7 739	9 212	-13,1%	19,0%
- Dettes rattachées	11 791	13 821	14 007	17,2%	1,3%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	13 592 930	15 857 059	18 787 925	16,7%	18,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	6 800 052	7 888 696	9 577 763	16,0%	21,4%
- Dépôts à terme reçus	3 407 385	4 037 119	4 610 297	18,5%	14,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	2 558 802	2 913 620	3 366 429	13,9%	15,5%
- Dépôts de garantie reçus	402 512	595 885	686 217	48,0%	15,2%
- Autres dépôts	29 210	34 525	53 100	18,2%	53,8%
- Bons de caisse	73 898	49 523	66 958	-33,0%	35,2%
- Comptes d'affacturage	356	193	1 050	-45,8%	444,0%
- Emprunts à la clientèle	34 588	33 901	25 734	-2,0%	-24,1%
- Autres sommes dues	214 742	219 323	303 697	2,1%	38,5%
- Dettes rattachées	71 385	84 274	96 680	18,1%	14,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	704 574	783 901	891 790	11,3%	13,8%
- Versements restant à effectuer / titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	120 535	116 843	121 261	-3,1%	3,8%
- Crédoeurs divers	178 323	192 116	244 638	7,7%	27,3%
- Dettes rattachées	2 263	1 849	1 663	-18,3%	-10,1%
- Comptes d'ordre & divers	403 453	473 093	524 228	17,3%	10,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	755	810	1 831	7,3%	126,0%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	6	38	6	533,3%	-84,2%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	749	772	1 825	3,1%	136,4%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	2 012 045	2 191 123	2 552 074	8,9%	16,5%
- Subventions d'investissement	12 202	11 526	10 688	-5,5%	-7,3%
- Fonds affectés	71 126	86 157	82 723	21,1%	-4,0%
- Provisions pour risques & charges	147 360	179 265	195 547	21,7%	9,1%
- Provisions réglementées	747	684	684	-8,4%	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	11 805	14 928	13 730	26,5%	-8,0%
- Titres et emprunts subordonnés	72 153	108 426	121 979	50,3%	12,5%
- Dettes rattachées	5 660	3 173	3 631	-43,9%	14,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	59 800	67 013	68 588	12,1%	2,4%
- Primes liées au capital	70 839	84 980	96 916	20,0%	14,0%
- Réserves	474 217	522 745	567 082	10,2%	8,5%
- Ecart de réévaluation	25 285	23 995	55 176	-5,1%	129,9%
- Capital	1 096 354	1 087 534	1 235 986	-0,8%	13,7%
- Dotations	40 242	37 159	72 335	-7,7%	94,7%
- Report à nouveau	-263 679	-206 726	-300 372	-21,6%	45,3%
- Résultat de l'exercice	187 934	170 264	327 381	-9,4%	92,3%
TOTAL DU PASSIF	20 049 862	23 653 275	28 214 884	18,0%	19,3%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	736 140	782 577	968 924	6,3%	23,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	2 920 579	3 195 936	3 874 686	9,4%	21,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	84 239	232 484	322 911	176,0%	38,9%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	43 275	35 478	41 186	-18,0%	16,1%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	16 533 262	19 709 672	23 579 870	19,2%	19,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	11 174 456	12 846 129	14 909 794	15,0%	16,1%
a) Crédits à court terme	5 823 506	6 593 985	7 566 766	13,2%	14,8%
<i>dont Crédits de campagne</i>	366 627	494 185	569 675	34,8%	15,3%
b) Crédits à moyen terme	3 982 195	4 822 289	5 744 437	21,1%	19,1%
c) Crédits à long terme	510 710	467 117	549 187	-8,5%	17,6%
d) Opérations de crédit-bail	105 647	132 024	156 433	25,0%	18,5%
e) Crédits en souffrance	752 398	830 714	892 971	10,4%	7,5%
impayés ou immobilisés	394 791	397 632	501 972	0,7%	26,2%
<i>provisions</i>	55 435	72 053	49 363	30,0%	-31,5%
douteux ou litigieux	357 607	433 082	390 999	21,1%	-9,7%
<i>provisions</i>	1 118 253	1 227 047	1 367 988	9,7%	11,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	5 358 806	6 863 543	8 670 076	28,1%	26,3%
a) Titres de placement	3 401 191	4 556 719	5 791 188	34,0%	27,1%
b) Immobilisations financières	635 336	751 669	985 695	18,3%	31,1%
c) Autres immobilisations	731 192	832 023	958 337	13,8%	15,2%
d) Divers	591 087	723 132	934 856	22,3%	29,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	16 318 969	18 839 628	22 240 277	15,4%	18,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	13 642 080	15 889 628	18 812 506	16,5%	18,4%
a) A vue	7 015 150	8 108 212	9 882 510	15,6%	21,9%
b) A terme	6 626 930	7 781 416	8 929 996	17,4%	14,8%
dépôts à terme et bons de caisse	3 481 283	4 086 642	4 677 255	17,4%	14,5%
comptes d'épargne à régime spécial	2 558 802	2 913 620	3 366 429	13,9%	15,5%
autres	586 845	781 154	886 312	33,1%	13,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 609 482	1 739 493	2 045 271	8,1%	17,6%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	1 400 608	1 473 015	1 737 957	5,2%	18,0%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	39 584	42 342	49 067	7,0%	15,9%
b) Autres	208 874	266 478	307 314	27,6%	15,3%
3. AUTRES RESSOURCES	1 067 407	1 210 507	1 382 500	13,4%	14,2%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-214 293	-870 044	-1 339 593	306,0%	54,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	214 293	870 044	1 339 593	306,0%	54,0%
1. DISPONIBILITES	-547 679	-604 565	-635 680	10,4%	5,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	761 972	1 474 609	1 975 273	93,5%	34,0%
emplois	-2 965 795	-3 331 952	-3 991 984	12,3%	19,8%
<i>dont hors UMOA</i>	-539 867	-468 426	-446 918	-13,2%	-4,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	3 397	3 753	1 963	10,5%	-47,7%
ressources	3 727 767	4 806 561	5 967 257	28,9%	24,1%
<i>dont hors UMOA</i>	454 137	596 636	713 779	31,4%	19,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	1 901 212	2 329 378	3 586 697	22,5%	54,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	35 278	40 129	46 441	13,8%	15,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 178 097	1 307 206	1 445 901	11,0%	10,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	204 812	261 924	327 575	27,9%	25,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	61 740	74 062	82 598	20,0%	11,5%
+Produits sur opérations de change	333 203	546 644	1 578 405	64,1%	188,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	57 431	62 516	65 772	8,9%	5,2%
+Produits sur prestations de services financiers	27 338	32 132	33 964	17,5%	5,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	4 946	7 190	9 113	45,4%	26,7%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	1 633	2 425	3 072	48,5%	26,7%
2. CHARGES BANCAIRES	699 948	975 824	2 078 857	39,4%	113,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	92 660	120 538	144 511	30,1%	19,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	288 264	327 549	378 058	13,6%	15,4%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	10 662	13 377	14 703	25,5%	9,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	47 602	57 093	64 184	19,9%	12,4%
-Charges sur opérations de change	242 709	434 705	1 452 386	79,1%	234,1%
-Charges sur opérations de hors-bilan	1 728	2 089	2 312	20,9%	10,7%
-Charges sur prestations de services financiers	9 738	12 909	15 998	32,6%	23,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	6 585	7 564	6 705	14,9%	-11,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	1 201 264	1 353 554	1 507 840	12,7%	11,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	64 631	70 399	82 027	8,9%	16,5%
+Produits sur immobilisations financières	34 350	36 213	36 978	5,4%	2,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	31 121	34 996	45 876	12,5%	31,1%
-Charges sur immobilisations financières	103	30	170	-70,9%	466,7%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	737	780	657	5,8%	-15,8%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	1 265 895	1 423 953	1 589 867	12,5%	11,7%
6. FRAIS GENERAUX	728 512	797 269	884 105	9,4%	10,9%
-Frais de personnel	318 663	345 405	383 404	8,4%	11,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	29 208	36 261	39 198	24,1%	8,1%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	380 641	415 603	461 503	9,2%	11,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	97 490	100 965	102 913	3,6%	1,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	98 438	101 411	109 022	3,0%	7,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	948	446	6 109	-53,0%	1269,7%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	439 893	525 719	602 849	19,5%	14,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	206 018	284 216	192 466	38,0%	-32,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	474 371	494 413	501 908	4,2%	1,5%
+Reprises de provisions	268 353	210 197	309 442	-21,7%	47,2%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	1 633	2 425	3 072	48,5%	26,7%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	235 508	243 928	413 455	3,6%	69,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	7 315	-14 952	-10 094	-304,4%	-32,5%
+Subventions d'exploitation	221	279	198	26,2%	-29,0%
+Récupérations sur créances amorties	3 936	4 624	7 014	17,5%	51,7%
+Produits exceptionnels	16 931	10 296	12 377	-39,2%	20,2%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	8 591	5 325	15 805	-38,0%	196,8%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	5 373	6 288	7 365	17,0%	17,1%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	6 682	14 936	22 872	123,5%	53,1%
-Charges exceptionnelles	10 309	14 252	15 251	38,2%	7,0%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-652	-12	-14 221	-98,2%	118408,3%
+Profits sur exercices antérieurs	36 578	35 407	26 125	-3,2%	-26,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	37 230	35 419	40 346	-4,9%	13,9%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	54 237	56 314	61 759	3,8%	9,7%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	187 934	172 650	327 381	-8,1%	89,6%
+Bénéfices	288 662	295 905	381 866	2,5%	29,1%
-Pertes	-100 728	-123 255	-54 485	22,4%	-55,8%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,6%	15,1%	14,2%	-0,5	-0,9
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,7%	6,5%	6,0%	-0,3	-0,5
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	60,9%	61,0%	61,3%	0,1	0,4
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,1%	3,0%	3,0%	-1,1	-0,1
COÛT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,5%	2,2%	2,2%	-0,3	0,0
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,8%	2,4%	2,4%	-0,4	0,0
COÛT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,6%	4,8%	8,8%	0,2	3,9
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,4%	1,3%	1,4%	-0,1	0,0
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	13,4%	11,1%	10,7%	-2,3	-0,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,7%	9,1%	8,8%	-1,6	-0,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,9%	6,7%	6,5%	-1,3	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	68,8%	66,4%	65,9%	-2,4	-0,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	46,7%	53,8%	31,8%	7,2	-22,0
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	15,6%	12,8%	21,7%	-2,9	9,0
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	10,1%	8,6%	14,0%	-1,5	5,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	31,5	32,9	34,5	4,6%	4,9%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	19,0	21,7	23,6	14,2%	8,4%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	58,4%	56,1%	52,8%	-2,3	-3,3

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	1 096 354	1 087 534	1 235 986	-0,8%	13,7%
REPARTITION DU CAPITAL	1 096 353	1 087 534	1 235 986	-0,8%	13,7%
Nationaux	427 725	436 656	470 876	2,1%	7,8%
<i>Etat</i>	167 418	188 518	215 103	12,6%	14,1%
<i>Privés</i>	260 307	248 138	255 774	-4,7%	3,1%
Non-nationaux	668 628	650 878	765 110	-2,7%	17,6%
<i>dont UMOA</i>	199 229	205 723	185 860	3,3%	-9,7%
TOTAL DU BILAN	20 049 862	23 653 275	28 214 884	18,0%	19,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	2 127	2 300	2 430	8,1%	5,7%
Périodiques	4	32	16	700,0%	-50,0%
Permanents	2 123	2 268	2 414	6,8%	6,4%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	2 272	2 604	2 799	14,6%	7,5%
EFFECTIFS	23 130	24 203	25 597	4,6%	5,8%
Employés	14 276	15 057	15 884	5,5%	5,5%
<i>dont Etrangers</i>	119	141	388	18,5%	175,2%
Cadres	8 854	9 146	9 713	3,3%	6,2%
<i>dont Etrangers</i>	248	296	323	19,4%	9,1%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	7 547 255	8 929 119	9 374 215	18,3%	5,0%
Personnes physiques	6 978 588	8 240 674	8 632 229	18,1%	4,8%
<i>dont Etrangers</i>	217 797	283 273	159 642	30,1%	-43,6%
Personnes morales	568 667	688 445	741 986	21,1%	7,8%
<i>dont Etrangers</i>	10 747	10 852	7 052	1,0%	-35,0%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,67%	7,11%	7,23%	0,44	0,12
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	120	121	129	1	8

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III

ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DONNEES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE III.1 : BENIN

III.1.1. Liste des établissements de crédit

III.1.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX DE COMPTES (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (15)			167 376	10 910	20 066	3 324 419	205	1 056 113	433	2 211	2 644
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	10 073	0	4 378	850 524	45	391 307	63	498	561
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	5 000	0	1 058	636 304	38	307 085	89	315	404
B 0099 X	- Diamond Bank		24/01/2001	20 450	0	600	515 759	22	131 130	51	313	364
B 0104 C	- Société Générale - Bénin	SGB	27/05/2002	19 000	0	2 558	281 858	16	32 000	55	177	232
B 0058 C	- Orabank-Bénin		05/12/1988	17 136	875	295	280 311	15	48 593	73	281	354
B 0115 P	- Banque Atlantique - Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	13/01/2005	6 500	0	2 991	270 642	15	62 167	19	114	133
B 0067 M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	30/12/1992	10 997	660	1 979	173 716	16	10 399	22	202	224
B 0157 K	- BGFIBANK-Bénin		23/04/2010	35 000	0	4 500	124 436	8	5 763	16	96	112
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/2003	9 220	0	0	96 798	12	20 678	13	150	163
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	B.I.BE.	05/02/1990	9 000	9 000	0	36 185	14	27 748	0	0	0
B 0113 M	- Banque de l'Habitat du Bénin	BHB	05/04/2004	5 000	375	1 707	28 142	2	18 499	7	17	24
B 0184 P	- CCEI BANK BENIN		16/07/2014	10 000	0	0	17 444	1	669	5	17	22
B 0185 Q	- Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce	BAIC	20/11/2014	10 000	0	0	12 300	1	75	20	31	51
B 0177 G	- CBAO, Groupe Attijaniwafa Bank Succursale du Bénin		06/09/2013									
B 0196 C	- Coris Bank International, Succursale du Bénin		11/12/2015									
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			167 376	10 910	20 066	3 324 419	205	1 056 113	433	2 211	2 644

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	440 925	535 367	637 199	21,4%	19,0%
- Caisse	58 370	70 200	56 545	20,3%	-19,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	242 888	319 358	376 537	31,5%	17,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	28 459	17 004	23 731	-40,3%	39,6%
- Comptes de prêts	108 724	126 526	175 092	16,4%	38,4%
- Valeurs non imputées	422	174	2 093	-58,8%	1102,9%
- Créances rattachées	1 343	1 788	2 884	33,1%	61,3%
- Créances en souffrance	719	317	317	-55,9%	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 189 041	1 343 292	1 306 566	13,0%	-2,7%
- Portefeuille d'effets commerciaux	16 913	14 127	13 024	-16,5%	-7,8%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	782	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	16 913	14 127	12 242	-16,5%	-13,3%
- Autres crédits à court terme	299 840	387 314	368 270	29,2%	-4,9%
. <i>Crédits de campagne</i>	38 618	80 194	41 803	107,7%	-47,9%
. <i>Crédits ordinaires</i>	261 222	307 120	326 467	17,6%	6,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	147 980	179 979	178 607	21,6%	-0,8%
- Crédits à moyen terme	501 707	518 889	518 129	3,4%	-0,1%
- Crédits à long terme	55 551	56 727	60 297	2,1%	6,3%
- Affacturage	5 055	3 603	2 188	-28,7%	-39,3%
- Valeurs non imputées	157	256	37	63,1%	-85,5%
- Créances rattachées	16 245	20 554	19 417	26,5%	-5,5%
- Créances en souffrance	145 593	161 843	146 597	11,2%	-9,4%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	65 320	92 680	88 244	41,9%	-4,8%
<i>(provisions)</i>	35	55	3 601	57,1%	6447,3%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	66 587	67 447	58 015	1,3%	-14,0%
<i>(provisions)</i>	135 250	153 442	175 467	13,5%	14,4%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	13 686	1 716	338	-87,5%	-80,3%
<i>(provisions)</i>	4 151	6 709	3 703	61,6%	-44,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	638 743	743 766	968 515	16,4%	30,2%
- Titres de placement	563 100	670 982	878 782	19,2%	31,0%
- Comptes de stocks	258	251	438	-2,7%	74,5%
- Débiteurs divers	8 334	9 743	18 978	16,9%	94,8%
- Créances rattachées	7 220	10 089	17 068	39,7%	69,2%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	15 134	9 464	8 348	-37,5%	-11,8%
- Valeurs à rejeter	446	535	296	20,0%	-44,7%
- Comptes d'ordre & divers	44 251	42 702	44 605	-3,5%	4,5%
VALEURS IMMOBILISEES	250 108	272 426	412 139	8,9%	51,3%
- Immobilisations financières	179 642	192 079	313 018	6,9%	63,0%
- Dépôts & cautionnements	2 406	2 645	2 834	9,9%	7,1%
- Immobilisations en cours	4 197	6 541	14 294	55,8%	118,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	120	1 460	399	1116,7%	-72,7%
- Immobilisations d'exploitation	50 540	52 151	60 490	3,2%	16,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 021	2 092	5 619	-30,8%	168,6%
- Immobilisations hors-exploitation	9 349	14 803	15 370	58,3%	3,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	4 165	0	-	-100,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	213	256	1 212	20,2%	373,4%
- Créances rattachées	3 446	3 670	4 890	6,5%	33,2%
- Créances en souffrance	315	281	31	-10,8%	-89,0%
<i>(provisions)</i>	550	554	758	0,7%	36,8%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	2 518 817	2 894 851	3 324 419	14,9%	14,8%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	664 996	788 791	979 752	18,6%	24,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	149 737	185 844	271 793	24,1%	46,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	70 225	55 087	58 337	-21,6%	5,9%
- Comptes d'emprunts	441 920	546 635	648 292	23,7%	18,6%
- Autres sommes dues	1 634	6	4	-99,6%	-33,3%
- Dettes rattachées	1 480	1 219	1 326	-17,6%	8,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 595 317	1 830 175	2 046 303	14,7%	11,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	643 374	748 598	828 785	16,4%	10,7%
- Dépôts à terme reçus	655 457	738 612	818 886	12,7%	10,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	220 893	265 366	299 879	20,1%	13,0%
- Dépôts de garantie reçus	30 739	31 288	41 774	1,8%	33,5%
- Autres dépôts	7 752	7 841	9 618	1,1%	22,7%
- Bons de caisse	894	684	455	-23,5%	-33,5%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	208	125	0	-39,9%	-100,0%
- Autres sommes dues	22 658	23 803	32 393	5,1%	36,1%
- Dettes rattachées	13 342	13 858	14 513	3,9%	4,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	74 777	67 547	69 296	-9,7%	2,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	2 800	1 200	800	-57,1%	-33,3%
- Créiteurs divers	21 571	23 802	21 782	10,3%	-8,5%
- Dettes rattachées	61	17	11	-72,1%	-35,3%
- Comptes d'ordre & divers	50 345	42 528	46 703	-15,5%	9,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	721	772	858	7,1%	11,1%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	32	0	-	-100,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	721	740	858	2,6%	15,9%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	183 006	207 566	228 210	13,4%	9,9%
- Subventions d'investissement	70	42	0	-40,0%	-100,0%
- Fonds affectés	1 014	1 014	1 014	-	-
- Provisions pour risques & charges	10 665	12 058	12 961	13,1%	7,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	6 966	1 966	1 966	-71,8%	-
- Titres et emprunts subordonnés	21 973	23 656	26 239	7,7%	10,9%
- Dettes rattachées	1 892	897	1 150	-52,6%	28,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 980	2 226	2 459	12,4%	10,5%
- Primes liées au capital	12 850	12 850	12 850	-	-
- Réserves	44 419	48 079	53 651	8,2%	11,6%
- Ecart de réévaluation	622	1 956	1 956	214,5%	-
- Capital	130 376	143 376	167 376	10,0%	16,7%
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-58 935	-65 340	-62 922	10,9%	-3,7%
- Résultat de l'exercice	9 114	24 786	9 510	172,0%	-61,6%
TOTAL DU PASSIF	2 518 817	2 894 851	3 324 419	14,9%	14,8%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	124 171	85 322	102 751	-31,3%	20,4%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	363 045	315 566	379 210	-13,1%	20,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	9 297	23 577	106 471	153,6%	351,6%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 469	1 447	1 557	-41,4%	7,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 079 004	2 361 038	2 689 682	13,6%	13,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 188 458	1 332 739	1 296 740	12,1%	-2,7%
a) Crédits à court terme	485 079	594 743	570 474	22,6%	-4,1%
<i>dont Crédits de campagne</i>	38 618	80 194	42 585	107,7%	-46,9%
b) Crédits à moyen terme	501 707	518 889	518 129	3,4%	-0,1%
c) Crédits à long terme	55 551	56 727	60 297	2,1%	6,3%
d) Opérations de crédit-bail	213	256	1 212	20,2%	373,4%
e) Crédits en souffrance	145 908	162 124	146 628	11,1%	-9,6%
impayés ou immobilisés	65 635	92 955	88 274	41,6%	-5,0%
<i>provisions</i>	35	55	3 601	57,1%	6447,3%
douteux ou litigieux	80 273	69 169	58 354	-13,8%	-15,6%
<i>provisions</i>	139 951	160 705	179 928	14,8%	12,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	890 546	1 028 299	1 392 942	15,5%	35,5%
a) Titres de placement	563 100	670 982	878 782	19,2%	31,0%
b) Immobilisations financières	179 642	192 079	313 018	6,9%	63,0%
c) Autres immobilisations	66 492	76 140	92 988	14,5%	22,1%
d) Divers	81 312	89 098	108 154	9,6%	21,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 855 301	2 107 279	2 345 993	13,6%	11,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 584 775	1 817 517	2 032 590	14,7%	11,8%
a) A vue	666 032	772 401	861 178	16,0%	11,5%
b) A terme	918 743	1 045 116	1 171 412	13,8%	12,1%
dépôts à terme et bons de caisse	656 351	739 296	819 341	12,6%	10,8%
comptes d'épargne à régime spécial	220 893	265 366	299 879	20,1%	13,0%
autres	41 499	40 454	52 192	-2,5%	29,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	155 369	171 536	199 599	10,4%	16,4%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	124 724	142 902	168 424	14,6%	17,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 661	4 072	2 560	53,0%	-37,1%
b) Autres	30 645	28 634	31 175	-6,6%	8,9%
3. AUTRES RESSOURCES	115 157	118 226	113 804	2,7%	-3,7%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-223 703	-253 759	-343 689	13,4%	35,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	223 703	253 759	343 689	13,4%	35,4%
1. DISPONIBILITES	-58 601	-70 434	-56 967	20,2%	-19,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	282 304	324 193	400 656	14,8%	23,6%
emplois	-381 212	-463 379	-577 770	21,6%	24,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-97 589	-77 256	-69 538	-20,8%	-10,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-719	-317	-317	-55,9%	-
ressources	663 516	787 572	978 426	18,7%	24,2%
<i>dont hors UMOA</i>	55 828	39 871	64 449	-28,6%	61,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	246 206	355 309	532 830	44,3%	50,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 576	6 344	9 015	13,8%	42,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	121 872	137 492	138 759	12,8%	0,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	33 849	38 708	52 174	14,4%	34,8%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	393	216	339	-45,0%	56,9%
+Produits sur opérations de change	77 378	162 052	323 527	109,4%	99,6%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3 965	4 169	3 327	5,1%	-20,2%
+Produits sur prestations de services financiers	2 886	4 575	3 605	58,5%	-21,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	539	2 284	3 018	323,7%	32,1%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	252	531	934	110,7%	75,9%
2. CHARGES BANCAIRES	137 585	220 653	394 490	60,4%	78,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	15 950	19 562	21 457	22,6%	9,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	50 373	57 284	63 183	13,7%	10,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	522	503	994	-3,6%	97,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	275	207	545	-24,7%	163,3%
-Charges sur opérations de change	69 795	141 704	305 191	103,0%	115,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	54	42	361	-22,2%	759,5%
-Charges sur prestations de services financiers	530	1 249	2 736	135,7%	119,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	86	102	23	18,6%	-77,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	108 621	134 656	138 340	24,0%	2,7%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	8 707	11 197	12 089	28,6%	8,0%
+Produits sur immobilisations financières	6 837	9 550	9 462	39,7%	-0,9%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 873	1 650	2 659	-11,9%	61,2%
-Charges sur immobilisations financières	3	3	32	-	966,7%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	117 328	145 853	150 429	24,3%	3,1%
6. FRAIS GENERAUX	75 921	81 263	88 140	7,0%	8,5%
-Frais de personnel	32 393	35 328	38 003	9,1%	7,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 284	2 506	3 917	9,7%	56,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	41 244	43 429	46 220	5,3%	6,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	10 122	10 221	10 143	1,0%	-0,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	10 135	10 286	10 208	1,5%	-0,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	13	65	65	400,0%	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	31 285	54 369	52 146	73,8%	-4,1%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	31 517	29 836	41 685	-5,3%	39,7%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	59 314	49 933	83 397	-15,8%	67,0%
+Reprises de provisions	27 797	20 097	41 712	-27,7%	107,6%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	252	531	934	110,7%	75,9%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	20	25 064	11 395	125220,0%	-54,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	13 749	-1 861	-810	-113,5%	-56,5%
+Subventions d'exploitation	0	1	0	-	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	673	281	910	-58,2%	223,8%
+Produits exceptionnels	8 877	246	214	-97,2%	-13,0%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	6 054	21	267	-99,7%	1171,4%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 288	1 438	1 388	11,6%	-3,5%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	10	267	500	2570,0%	87,3%
-Charges exceptionnelles	557	705	313	26,6%	-55,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-428	6 141	1 228	-1534,8%	-80,0%
+Profits sur exercices antérieurs	1 842	8 422	3 912	357,2%	-53,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 270	2 281	2 684	0,5%	17,7%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	4 227	4 558	2 303	7,8%	-49,5%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	9 114	24 786	9 510	172,0%	-61,6%
+Bénéfices	23 694	31 655	22 568	33,6%	-28,7%
-Pertes	-14 580	-6 869	-13 058	-52,9%	90,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	21,5%	21,6%	22,3%	0,1	0,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	12,3%	12,2%	11,3%	-0,1	-0,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	49,0%	49,8%	55,6%	0,8	5,8
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,0%	2,7%	2,6%	-0,3	-0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	3,4%	3,3%	3,4%	-0,1	0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,3%	3,1%	3,1%	-0,2	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	6,4%	8,5%	13,6%	2,1	5,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,7%	1,5%	2,1%	-0,2	0,6
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	11,3%	10,7%	10,4%	-0,6	-0,3
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,1%	8,4%	8,3%	-0,7	-0,1
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,8%	5,3%	5,2%	-0,5	-0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	79,2%	68,0%	71,1%	-11,2	3,1
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	99,9%	54,3%	78,5%	-45,6	24,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	8,4%	18,4%	6,9%	10,0	-11,5
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	5,3%	12,7%	4,4%	7,4	-8,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	29,9	30,6	33,3	2,3%	8,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	12,3	20,5	19,7	66,7%	-3,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	184,5%	84,4%	28,0%	-100,1	-56,4

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	130 376	143 376	167 376	10,0%	16,7%
REPARTITION DU CAPITAL	130 376	143 376	167 376	10,0%	16,7%
Nationaux	21 035	21 850	30 976	3,9%	41,8%
<i>Etat</i>	1 867	1 867	10 910	-	484,4%
<i>Privés</i>	19 168	19 983	20 066	4,3%	0,4%
Non-nationaux	109 341	121 526	136 400	11,1%	12,2%
<i>dont UMOA</i>	30 350	30 729	27 043	1,2%	-12,0%
TOTAL DU BILAN	2 518 817	2 894 851	3 324 419	14,9%	14,8%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	186	199	205	7,0%	3,0%
Périodiques	0	5	5	-	-
Permanents	186	194	200	4,3%	3,1%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	254	264	277	3,9%	4,9%
EFFECTIFS	2 537	2 654	2 644	4,6%	-0,4%
Employés	2 118	2 252	2 211	6,3%	-1,8%
<i>dont Etrangers</i>	39	43	244	10,3%	467,4%
Cadres	419	402	433	-4,1%	7,7%
<i>dont Etrangers</i>	26	26	35	-	34,6%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	826 183	935 054	1 056 113	13,2%	12,9%
Personnes physiques	755 355	843 689	983 228	11,7%	16,5%
<i>dont Etrangers</i>	21 871	28 378	22 916	29,8%	-19,2%
Personnes morales	70 828	91 365	72 885	29,0%	-20,2%
<i>dont Etrangers</i>	1 862	1 954	1 656	4,9%	-15,3%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,59%	6,50%	6,03%	-0,09	-0,47
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	12	12	13	0	1
A - Par type					
Banques	12	12	14	0	2
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	11	13	0	2
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	4	6	6	2	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	2	2	-1	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	5	4	5	-1	1

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III.2 : BURKINA

III.2.1. Liste des établissements de crédit

III.2.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAL ETAT	PRIVES	NON- NATIONAL				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (13)			132 621	26 124	39 321	67 176	3 733 690	267	1 358 761	1 107	1 813	2 920
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	11 818	393	1 375	10 050	702 012	42	326 247	214	214	428
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina	BOA-BURKINA	30/10/1997	11 000	0	4 730	6 270	656 797	40	293 108	19	387	406
C 0148 V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	25 000	2 710	21 224	1 066	648 214	37	236 043	112	275	387
C 0074 P	- Société Générale de Banques au Burkina	SGBF	12/12/1974	6 400	960	1 118	4 322	428 184	22	82 527	256	10	266
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BANQUE ATLANTIQUE	06/10/2005	6 000	1 098	1 537	3 365	360 430	24	90 830	91	112	203
C 0022 H	- United Bank for Africa Burkina	UBA-BURKINA	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	14 960	324 623	28	136 056	87	206	293
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	10 000	2 500	2 399	5 101	211 446	19	79 559	139	162	301
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Burkina	BSIC-BURKINA	06/08/2003	12 212	0	0	12 212	121 076	14	23 086	56	168	224
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	13/06/1988	21 125	15 063	3 000	3 062	118 399	18	52 643	76	105	181
C 0171 V	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	-	05/06/2013	0	0	0	0	59 661	7	18 325	18	57	75
C 0139 K	- Banque de l'Habitat du Burkina Faso	BHBF	11/10/2005	5 000	1 500	2 232	1 268	55 799	8	15 349	27	49	76
C 0161 J	- CBAC, Attijariwafabank, Succursale du Burkina	-	20/06/2011	0	0	0	0	35 515	6	4 314	7	42	49
C 0179 K	- Banque De l'Union - Burkina Faso	BDU-BF	13/12/2013	5 500	0	0	5 500	11 534	2	674	5	26	31
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			8 793	3 284	3 230	2 279	35 224	13	0	32	57	89
C 0085 B	- Fidelis Finance - Burkina Faso	FIDELIS FINANCE BF	30/10/1997	4 593	846	1 494	2 253	14 303	3	0	6	15	21
C 0021 G	- Société Burkinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	3 000	1 853	1 121	26	9 478	8	0	14	35	49
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	1 200	585	615	0	5 944	1	0	11	1	12
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE	21/06/2007	0	0	0	0	5 499	1	0	1	6	7
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			141 414	29 408	42 551	69 455	3 768 914	280	1 358 761	1 139	1 870	3 009

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	350 484	321 276	465 146	-8,3%	44,8%
- Caisse	53 512	54 444	63 320	1,7%	16,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	170 550	188 626	225 216	10,6%	19,4%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	37 688	38 844	36 671	3,1%	-5,6%
- Comptes de prêts	87 774	38 624	139 175	-56,0%	260,3%
- Valeurs non imputées	3	3	3	-	-
- Créances rattachées	804	701	718	-12,8%	2,4%
- Créances en souffrance (provisions)	153 0	34 0	43 0	-77,8%	26,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 600 760	1 940 472	2 072 518	21,2%	6,8%
- Portefeuille d'effets commerciaux	80 099	76 231	52 376	-4,8%	-31,3%
. Crédits de campagne	385	32	90	-91,7%	181,3%
. Crédits ordinaires	79 714	76 199	52 286	-4,4%	-31,4%
- Autres crédits à court terme	553 414	680 569	675 514	23,0%	-0,7%
. Crédits de campagne	110 989	126 812	119 344	14,3%	-5,9%
. Crédits ordinaires	442 425	553 757	556 170	25,2%	0,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	248 097	281 083	284 565	13,3%	1,2%
- Crédits à moyen terme	617 524	777 263	906 718	25,9%	16,7%
- Crédits à long terme	25 845	36 620	56 450	41,7%	54,2%
- Affacturage	1 291	4 045	2 282	213,3%	-43,6%
- Valeurs non imputées	2 134	1 247	3 220	-41,6%	158,2%
- Créances rattachées	14 465	19 760	25 600	36,6%	29,6%
- Créances en souffrance	57 891	63 654	65 793	10,0%	3,4%
. Impayées ou immobilisées (provisions)	30 108 3 051	29 052 8 010	24 972 2 510	-3,5%	-14,0%
. Douteuses ou litigieuses (provisions)	27 783 95 557	34 602 110 583	40 788 133 415	24,5%	17,9%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses (provisions)	0 366	0 406	33 404	-	-
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	622 515	781 915	988 373	25,6%	26,4%
- Titres de placement	562 539	700 406	890 351	24,5%	27,1%
- Comptes de stocks	185	85	970	-54,1%	1041,2%
- Débiteurs divers	10 649	15 258	26 151	43,3%	71,4%
- Créances rattachées	7 028	7 761	13 255	10,4%	70,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	13 738	12 995	13 130	-5,4%	1,0%
- Valeurs à rejeter	4 294	2 687	458	-37,4%	-83,0%
- Comptes d'ordre & divers	24 082	42 723	44 058	77,4%	3,1%
VALEURS IMMOBILISEES	175 692	168 358	242 877	-4,2%	44,3%
- Immobilisations financières	94 208	76 443	135 782	-18,9%	77,6%
- Dépôts & cautionnements	1 707	2 021	2 322	18,4%	14,9%
- Immobilisations en cours	9 334	12 960	13 331	38,8%	2,9%
dont Immobilisations incorporelles	157	468	1 072	198,1%	129,1%
- Immobilisations d'exploitation	46 919	48 891	56 627	4,2%	15,8%
dont Immobilisations incorporelles	1 576	1 403	1 769	-11,0%	26,1%
- Immobilisations hors-exploitation	18 410	21 036	24 790	14,3%	17,8%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	3 260	5 200	6 742	59,5%	29,7%
- Créances rattachées	1 454	1 147	2 550	-21,1%	122,3%
- Créances en souffrance (provisions)	400 402	660 470	733 544	65,0%	11,1%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	31	4 500	0	14416,1%	-100,0%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	31	4 500	0	14416,1%	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	2 749 482	3 216 521	3 768 914	17,0%	17,2%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	530 370	791 145	947 544	49,2%	19,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	92 215	150 139	135 617	62,8%	-9,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	4 660	10 411	17 705	123,4%	70,1%
- Comptes d'emprunts	432 676	629 450	791 723	45,5%	25,8%
- Autres sommes dues	109	11	164	-89,9%	1390,9%
- Dettes rattachées	710	1 134	2 335	59,7%	105,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 894 328	2 054 593	2 415 708	8,5%	17,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	862 349	891 422	1 063 678	3,4%	19,3%
- Dépôts à terme reçus	647 507	711 516	816 113	9,9%	14,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	317 386	370 160	431 267	16,6%	16,5%
- Dépôts de garantie reçus	33 543	43 783	52 506	30,5%	19,9%
- Autres dépôts	3 062	3 163	16 040	3,3%	407,1%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	9	0	-	-100,0%
- Emprunts à la clientèle	6 125	9 289	10 450	51,7%	12,5%
- Autres sommes dues	14 532	13 960	14 455	-3,9%	3,5%
- Dettes rattachées	9 824	11 291	11 199	14,9%	-0,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	79 834	80 508	84 034	0,8%	4,4%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	7 400	5 300	3 800	-28,4%	-28,3%
- Crédoeurs divers	17 866	16 738	21 152	-6,3%	26,4%
- Dettes rattachées	289	225	182	-22,1%	-19,1%
- Comptes d'ordre & divers	54 279	58 245	58 900	7,3%	1,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	3	3	3	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	3	3	3	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	244 947	290 272	321 625	18,5%	10,8%
- Subventions d'investissement	42	125	89	197,6%	-28,8%
- Fonds affectés	15 338	17 245	15 647	12,4%	-9,3%
- Provisions pour risques & charges	6 128	6 575	8 886	7,3%	35,1%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 541	2 154	2 156	39,8%	0,1%
- Titres et emprunts subordonnés	5 212	11 015	9 334	111,3%	-15,3%
- Dettes rattachées	105	138	134	31,4%	-2,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	8 161	9 404	12 799	15,2%	36,1%
- Primes liées au capital	11 670	16 670	16 670	42,8%	-
- Réserves	50 528	60 532	73 017	19,8%	20,6%
- Ecart de réévaluation	2 743	2 743	2 743	-	-
- Capital	136 741	135 051	141 414	-1,2%	4,7%
- Dotations	4 000	4 000	9 509	-	137,7%
- Report à nouveau	-43 110	-20 357	-19 848	-52,8%	-2,5%
- Résultat de l'exercice	45 848	44 977	49 075	-1,9%	9,1%
TOTAL DU PASSIF	2 749 482	3 216 521	3 768 914	17,0%	17,2%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	107 147	118 886	72 910	11,0%	-38,7%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	537 427	580 329	653 322	8,0%	12,6%
AUTRES ENGAGEMENTS	9	99 306	158 199	1103300,0%	59,3%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	5 391	6 409	7 712	18,9%	20,3%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 399 709	2 891 361	3 303 516	20,5%	14,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 603 693	1 939 567	2 067 523	20,9%	6,6%
a) Crédits à court terme	898 773	1 056 170	1 031 087	17,5%	-2,4%
<i>dont Crédits de campagne</i>	111 374	126 844	119 434	13,9%	-5,8%
b) Crédits à moyen terme	617 524	777 263	906 718	25,9%	16,7%
c) Crédits à long terme	25 845	36 620	56 450	41,7%	54,2%
d) Opérations de crédit-bail	3 260	5 200	6 742	59,5%	29,7%
e) Crédits en souffrance	58 291	64 314	66 526	10,3%	3,4%
impayés ou immobilisés	30 166	29 314	25 326	-2,8%	-13,6%
<i>provisions</i>	3 056	8 034	2 526	162,9%	-68,6%
douteux ou litigieux	28 125	35 000	41 200	24,4%	17,7%
<i>provisions</i>	96 320	111 435	134 347	15,7%	20,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	796 016	951 794	1 235 993	19,6%	29,9%
a) Titres de placement	562 539	700 406	890 351	24,5%	27,1%
b) Immobilisations financières	94 208	76 443	135 782	-18,9%	77,6%
c) Autres immobilisations	76 370	84 908	97 070	11,2%	14,3%
d) Divers	62 899	90 037	112 790	43,1%	25,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 219 791	2 422 010	2 823 705	9,1%	16,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 891 904	2 048 602	2 408 309	8,3%	17,6%
a) A vue	876 881	905 391	1 078 133	3,3%	19,1%
b) A terme	1 015 023	1 143 211	1 330 176	12,6%	16,4%
dépôts à terme et bons de caisse	647 507	711 516	816 113	9,9%	14,7%
comptes d'épargne à régime spécial	317 386	370 160	431 267	16,6%	16,5%
autres	50 130	61 535	82 796	22,8%	34,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	198 932	238 589	272 416	19,9%	14,2%
a) Capital, dotations & réserves	174 056	200 101	235 669	15,0%	17,8%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	7 014	7 142	7 091	1,8%	-0,7%
b) Autres	24 876	38 488	36 747	54,7%	-4,5%
3. AUTRES RESSOURCES	128 955	134 819	142 980	4,5%	6,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-179 918	-469 351	-479 811	160,9%	2,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	179 918	469 351	479 811	160,9%	2,2%
1. DISPONIBILITES	-53 574	-54 529	-64 290	1,8%	17,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	233 492	523 880	544 101	124,4%	3,9%
emplois	-296 168	-266 131	-401 108	-10,1%	50,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-57 253	-56 817	-59 508	-0,8%	4,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-153	-34	-43	-77,8%	26,5%
ressources	529 660	790 011	945 209	49,2%	19,6%
<i>dont hors UMOA</i>	42 765	60 745	105 769	42,0%	74,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	245 680	346 832	917 080	41,2%	164,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 778	4 257	3 929	-10,9%	-7,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	156 292	173 182	191 722	10,8%	10,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	31 197	37 825	48 672	21,2%	28,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 466	2 952	3 529	19,7%	19,5%
+Produits sur opérations de change	38 209	114 294	656 250	199,1%	474,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	8 785	9 391	8 395	6,9%	-10,6%
+Produits sur prestations de services financiers	3 817	4 793	4 119	25,6%	-14,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	245	302	596	23,3%	97,4%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	109	164	132	50,5%	-19,5%
2. CHARGES BANCAIRES	90 986	179 317	730 503	97,1%	307,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	13 059	17 294	24 385	32,4%	41,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	50 213	57 663	62 389	14,8%	8,2%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	819	731	1 234	-10,7%	68,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 826	1 979	2 305	8,4%	16,5%
-Charges sur opérations de change	23 174	99 139	638 257	327,8%	543,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	97	143	118	47,4%	-17,5%
-Charges sur prestations de services financiers	1 627	2 232	1 697	37,2%	-24,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	171	136	118	-20,5%	-13,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	154 694	167 515	186 577	8,3%	11,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 006	9 732	9 713	8,1%	-0,2%
+Produits sur immobilisations financières	5 427	5 364	5 113	-1,2%	-4,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	3 653	4 368	4 715	19,6%	7,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	115	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	74	0	0	-100,0%	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	163 700	177 247	196 290	8,3%	10,7%
6. FRAIS GENERAUX	74 076	81 602	90 268	10,2%	10,6%
-Frais de personnel	33 247	35 526	37 869	6,9%	6,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 599	2 017	2 169	26,1%	7,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	39 230	44 059	50 230	12,3%	14,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	9 319	10 397	11 374	11,6%	9,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	9 448	10 416	11 389	10,2%	9,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	129	19	15	-85,3%	-21,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	80 305	85 248	94 648	6,2%	11,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	19 521	27 405	33 372	40,4%	21,8%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	38 973	47 555	56 443	22,0%	18,7%
+Reprises de provisions	19 452	20 150	23 071	3,6%	14,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	109	164	132	50,5%	-19,5%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	60 893	58 007	61 408	-4,7%	5,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 602	-618	-1 697	-61,4%	174,6%
+Subventions d'exploitation	19	44	0	131,6%	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	761	879	472	15,5%	-46,3%
+Produits exceptionnels	1 879	1 404	3 124	-25,3%	122,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	23	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 006	482	767	-52,1%	59,1%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	2 448	1 244	3 395	-49,2%	172,9%
-Charges exceptionnelles	807	1 219	1 154	51,1%	-5,3%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-580	-946	-1 858	63,1%	96,4%
+Profits sur exercices antérieurs	4 253	3 269	3 285	-23,1%	0,5%
-Pertres sur exercices antérieurs	4 833	4 215	5 143	-12,8%	22,0%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	12 863	11 466	8 778	-10,9%	-23,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	45 848	44 977	49 075	-1,9%	9,1%
+Bénéfices	51 034	50 893	54 095	-0,3%	6,3%
-Pertres	-5 186	-5 916	-5 020	14,1%	-15,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,3%	8,9%	9,2%	-0,4	0,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,6%	3,3%	3,2%	-0,3	-0,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	63,0%	65,0%	67,3%	2,0	2,3
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,4%	4,5%	3,2%	1,1	-1,3
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,8%	3,2%	2,8%	0,4	-0,4
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,9%	3,5%	2,9%	0,6	-0,6
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,9%	7,7%	22,6%	3,8	14,9
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,6%	1,5%	1,3%	-0,1	-0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,2%	12,5%	9,7%	1,3	-2,8
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,6%	10,6%	8,6%	1,0	-2,0
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,7%	7,1%	5,7%	0,4	-1,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	54,0%	54,9%	54,5%	0,9	-0,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	24,3%	32,1%	35,2%	7,8	3,1
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	29,6%	26,8%	26,3%	-2,8	-0,5
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	19,2%	16,1%	15,7%	-3,1	-0,4
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	28,1	29,2	30,0	3,9%	2,7%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,4	30,6	31,5	0,7%	2,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	75,6%	56,8%	52,3%	-18,8	-4,5

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	136 741	135 051	141 414	-1,2%	4,7%
REPARTITION DU CAPITAL	136 741	135 051	141 414	-1,2%	4,7%
Nationaux	65 911	71 669	71 959	8,7%	0,4%
<i>Etat</i>	22 472	29 265	29 408	30,2%	0,5%
<i>Privés</i>	43 439	42 404	42 551	-2,4%	0,3%
Non-nationaux	70 830	63 382	69 455	-10,5%	9,6%
<i>dont UMOA</i>	33 046	10 132	26 003	-69,3%	156,6%
TOTAL DU BILAN	2 749 482	3 216 521	3 768 914	17,0%	17,2%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	235	252	280	7,2%	11,1%
Périodiques	0	5	7	-	40,0%
Permanents	235	247	273	5,1%	10,5%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	245	306	341	24,9%	11,4%
EFFECTIFS	2 639	2 790	3 009	5,7%	7,8%
Employés	1 567	1 676	1 870	7,0%	11,6%
<i>dont Etrangers</i>	1	6	20	500,0%	233,3%
Cadres	1 072	1 114	1 139	3,9%	2,2%
<i>dont Etrangers</i>	14	20	34	42,9%	70,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 076 431	1 206 580	1 358 761	12,1%	12,6%
Personnes physiques	985 975	1 095 011	1 233 114	11,1%	12,6%
<i>dont Etrangers</i>	20 495	18 263	13 290	-10,9%	-27,2%
Personnes morales	90 456	111 569	125 647	23,3%	12,6%
<i>dont Etrangers</i>	1 142	1 573	271	37,7%	-82,8%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,58%	6,14%	6,71%	-0,44	0,57
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	16	17	-1	1
A - Par type					
Banques	12	12	13	0	1
Etablissements Financiers	5	4	4	-1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	11	12	0	1
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	5	4	4	-1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	6	6	7	0	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	2	3	2	1	-1
Petits (Actifs < 100 milliards)	9	7	8	-2	1

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III.3 : CÔTE D'IVOIRE

III.3.1. Liste des établissements de crédit

III.3.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (b)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX						
BANQUES (26)				311 326	71 247	63 512	176 567	8 226 049	631	2 608 537	3 404	4 194	7 998
A 0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	01/09/1966	15 556	0	3 755	11 801	1 138 224	67	369 950	512	628	1 140
A 0034 G	- Banque Atlantique de Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	14 963	0	14 938	25	1 079 694	71	317 827	274	270	544
A 0059 J	- Ecobank-Côte d'Ivoire	ECOBANK-CI	16/03/1989	21 900	0	1 224	20 676	1 071 880	52	274 018	252	387	639
A 0042 Q	- NSIA Banque - Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE-CI	30/12/1980	20 000	2 000	18 000	0	749 130	73	255 976	340	461	801
A 0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	01/09/1966	10 000	1 000	0	9 000	747 276	52	324 680	317	378	695
A 0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-CI	14/12/1995	8 200	0	6 874	1 326	606 373	28	174 822	110	227	337
A 0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	01/09/1966	16 667	5 500	0	11 167	594 684	42	178 318	280	291	571
A 0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	20 500	20 500	0	0	581 288	31	133 768	287	230	517
A 0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BBG-CI	08/05/2006	8 500	0	6 900	1 600	219 189	9	6 757	106	57	163
A 0162 W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	23/05/2011	10 000	0	2 000	8 000	177 213	4	938	42	32	74
A 0121 B	- Orabank Côte d'Ivoire		11/02/2005	37 444	750	0	36 694	145 786	3	13 894	43	37	80
A 0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	SCB-CI	01/02/2000	10 300	0	0	10 300	143 782	4	1 619	85	7	92
A 0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	10 000	0	2	9 998	140 752	1	210	42	6	48
A 0158 R	- Diamond Bank, Succursale de la Côte d'Ivoire	-	09/09/2010	0	0	0	0	134 247	5	14 506	35	77	112
A 0150 H	- United Bank for Africa	UBA	14/05/2008	9 120	0	1	9 119	129 557	10	43 063	117	70	187
A 0166 A	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	-	26/09/2012	10 400	0	1 040	9 360	126 058	11	23 265	101	5	106
A 0154 M	- Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSIC-CI	04/06/2009	13 700	0	0	13 700	117 847	16	20 858	66	128	194
A 0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1993	6 776	3 497	3 129	150	76 685	9	67 008	49	125	174
A 0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Espagne	CNCE	28/10/2009	35 000	35 000	0	0	72 179	127	336 010	182	628	810
A 0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	3 000	3 000	0	0	58 334	3	8 101	39	60	99
A 0106 K	- Afriland First Bank Côte d'Ivoire	BDU-CI	27/11/2013	8 800	0	38	8 762	40 193	4	10 492	43	26	69
A 0180 Q	- Banque De l'Union - Côte d'Ivoire	C.I.B.C.I	13/12/2013	5 500	0	5 500	0	33 945	1	991	9	20	29
A 0071 X	- Cofipa Investment Bank-Côte d'Ivoire		21/07/1994	5 000	0	10	4 990	22 623	4	2 650	32	22	54
A 0163 X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	10 000	0	101	9 899	19 110	4	28 816	41	22	63
A 0188 Z	- Banque Malienne de Solidarité, Succursale de la Côte d'Ivoire		29/09/2014										
A 0194 F	- Banque Régionale des Marchés, Succursale de la Côte d'Ivoire		11/06/2015										

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAL ETAT	NON- NATIONALS	PRIVES				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
A 0001 W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2) - Société Africaine de Crédit Automobile- Allos Finance			2 299	0	521	1 778	68 430	4	0	45	28	73
A 0186 X	- Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de la Côte d'Ivoire	SAFCA-ALLOS FINANCE	27/04/1956	1 299	0	521	778	66 012	3	0	44	24	68
	TOTAL ETABLISSEMENTS (27)		29/09/2014	1 000	0	0	1 000	2 418	1	0	1	4	5
				313 625	71 247	64 033	178 345	8 294 479	635	2 608 537	3 449	4 222	7 671

(a) : Montants en millions de FCFA

(**) : ou d'autorisation d'installation

(*) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	960 868	1 152 624	1 292 359	20,0%	12,1%
- Caisse	193 989	227 239	225 452	17,1%	-0,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	520 891	712 593	860 191	36,8%	20,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	42 820	39 744	29 935	-7,2%	-24,7%
- Comptes de prêts	200 622	170 792	174 774	-14,9%	2,3%
- Valeurs non imputées	23	23	23	-	-
- Créances rattachées	2 083	1 731	1 384	-16,9%	-20,0%
- Créances en souffrance	440	502	600	14,1%	19,5%
<i>(provisions)</i>	329	36	330	-89,1%	816,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 956 234	3 530 988	4 597 489	19,4%	30,2%
- Portefeuille d'effets commerciaux	114 948	134 083	216 782	16,6%	61,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	5	999	564	19880,0%	-43,5%
. <i>Crédits ordinaires</i>	114 943	133 084	216 218	15,8%	62,5%
- Autres crédits à court terme	1 050 560	1 214 052	1 583 553	15,6%	30,4%
. <i>Crédits de campagne</i>	186 380	276 109	389 093	48,1%	40,9%
. <i>Crédits ordinaires</i>	864 180	937 943	1 194 460	8,5%	27,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	587 273	698 658	800 843	19,0%	14,6%
- Crédits à moyen terme	907 475	1 245 006	1 653 997	37,2%	32,9%
- Crédits à long terme	164 259	85 184	128 406	-48,1%	50,7%
- Affacturage	0	1 774	5 801	-	227,0%
- Valeurs non imputées	1 847	2 201	5 515	19,2%	150,6%
- Créances rattachées	18 866	24 708	25 610	31,0%	3,7%
- Créances en souffrance	111 006	125 322	176 982	12,9%	41,2%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	56 709	50 395	93 356	-11,1%	85,2%
<i>(provisions)</i>	1 150	6 057	1 146	426,7%	-81,1%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	54 281	74 925	83 624	38,0%	11,6%
<i>(provisions)</i>	303 264	303 044	300 808	-0,1%	-0,7%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	16	2	2	-87,5%	-
<i>(provisions)</i>	4 248	3 267	3 098	-23,1%	-5,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 114 030	1 374 605	1 749 652	23,4%	27,3%
- Titres de placement	901 251	1 130 454	1 424 014	25,4%	26,0%
- Comptes de stocks	1 130	629	885	-44,3%	40,7%
- Débiteurs divers	62 487	65 547	113 000	4,9%	72,4%
- Créances rattachées	7 810	13 316	20 182	70,5%	51,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	62 745	51 757	80 736	-17,5%	56,0%
- Valeurs à rejeter	1 440	3 597	342	149,8%	-90,5%
- Comptes d'ordre & divers	77 167	109 305	110 493	41,6%	1,1%
VALEURS IMMOBILISEES	449 076	580 705	654 979	29,3%	12,8%
- Immobilisations financières	153 925	250 172	290 598	62,5%	16,2%
- Dépôts & cautionnements	6 326	5 842	6 697	-7,7%	14,6%
- Immobilisations en cours	23 786	37 844	22 936	59,1%	-39,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 570	2 172	2 834	-15,5%	30,5%
- Immobilisations d'exploitation	180 165	182 172	213 119	1,1%	17,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	17 543	16 077	15 727	-8,4%	-2,2%
- Immobilisations hors-exploitation	18 134	18 203	21 296	0,4%	17,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	5 610	750	615	-86,6%	-18,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	61 994	81 972	96 282	32,2%	17,5%
- Créances rattachées	3 715	3 621	2 758	-2,5%	-23,8%
- Créances en souffrance	1 031	879	1 293	-14,7%	47,1%
<i>(provisions)</i>	4 950	5 649	5 498	14,1%	-2,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	5 480 208	6 638 922	8 294 479	21,1%	24,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	753 575	943 690	1 352 879	25,2%	43,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	180 544	229 991	211 051	27,4%	-8,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	34 289	9 929	5 185	-71,0%	-47,8%
- Comptes d'emprunts	531 868	695 261	1 131 461	30,7%	62,7%
- Autres sommes dues	2 555	3 438	2 064	34,6%	-40,0%
- Dettes rattachées	4 319	5 071	3 118	17,4%	-38,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 044 394	4 885 679	6 026 054	20,8%	23,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 988 419	2 486 486	3 253 919	25,0%	30,9%
- Dépôts à terme reçus	847 243	914 725	1 031 928	8,0%	12,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	942 487	1 068 177	1 234 292	13,3%	15,6%
- Dépôts de garantie reçus	125 684	266 836	288 857	112,3%	8,3%
- Autres dépôts	4 416	4 650	10 634	5,3%	128,7%
- Bons de caisse	22 426	29 185	52 889	30,1%	81,2%
- Comptes d'affacturage	0	169	987	-	484,0%
- Emprunts à la clientèle	1 548	958	648	-38,1%	-32,4%
- Autres sommes dues	87 941	86 214	118 420	-2,0%	37,4%
- Dettes rattachées	24 230	28 279	33 480	16,7%	18,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	191 167	248 813	263 103	30,2%	5,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	35 225	29 601	25 431	-16,0%	-14,1%
- Créiteurs divers	57 012	66 253	84 713	16,2%	27,9%
- Dettes rattachées	331	261	225	-21,1%	-13,8%
- Comptes d'ordre & divers	98 599	152 698	152 734	54,9%	0,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	931	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	931	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	491 072	560 740	651 512	14,2%	16,2%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	712	1 057	358	48,5%	-66,1%
- Provisions pour risques & charges	53 375	63 193	69 299	18,4%	9,7%
- Provisions réglementées	684	684	684	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	10	4 777	3 577	47670,0%	-25,1%
- Titres et emprunts subordonnés	19 605	39 490	49 795	101,4%	26,1%
- Dettes rattachées	661	1 237	1 151	87,1%	-7,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	31 073	30 669	28 272	-1,3%	-7,8%
- Primes liées au capital	7 474	12 474	14 752	66,9%	18,3%
- Réserves	111 274	125 050	125 838	12,4%	0,6%
- Ecart de réévaluation	6 711	6 711	27 219	-	305,6%
- Capital	327 704	283 481	313 625	-13,5%	10,6%
- Dotations	9 951	8 984	9 734	-9,7%	8,3%
- Report à nouveau	-133 672	-69 540	-108 881	-48,0%	56,6%
- Résultat de l'exercice	55 510	52 473	116 089	-5,5%	121,2%
TOTAL DU PASSIF	5 480 208	6 638 922	8 294 479	21,1%	24,9%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	200 567	182 315	251 699	-9,1%	38,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	734 921	688 888	1 108 301	-6,3%	60,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	51 045	51 317	20 942	0,5%	-59,2%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	10 907	5 449	5 338	-50,0%	-2,0%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	4 520 296	5 487 403	7 002 619	21,4%	27,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	3 063 138	3 640 888	4 750 190	18,9%	30,5%
a) Crédits à court terme	1 817 373	2 102 525	2 693 230	15,7%	28,1%
<i>dont Crédits de campagne</i>	186 385	277 108	389 657	48,7%	40,6%
b) Crédits à moyen terme	907 475	1 245 006	1 653 997	37,2%	32,9%
c) Crédits à long terme	164 259	85 184	128 406	-48,1%	50,7%
d) Opérations de crédit-bail	61 994	81 972	96 282	32,2%	17,5%
e) Crédits en souffrance	112 037	126 201	178 275	12,6%	41,3%
impayés ou immobilisés	57 314	50 931	94 237	-11,1%	85,0%
<i>provisions</i>	2 175	6 208	1 449	185,4%	-76,7%
douteux ou litigieux	54 723	75 270	84 038	37,5%	11,6%
<i>provisions</i>	311 437	311 809	309 101	0,1%	-0,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 457 158	1 846 515	2 252 429	26,7%	22,0%
a) Titres de placement	901 251	1 130 454	1 424 014	25,4%	26,0%
b) Immobilisations financières	153 925	250 172	290 598	62,5%	16,2%
c) Autres immobilisations	228 411	244 061	264 048	6,9%	8,2%
d) Divers	173 571	221 828	273 769	27,8%	23,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	4 730 952	5 700 303	6 944 718	20,5%	21,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	4 055 389	4 887 001	6 018 005	20,5%	23,1%
a) A vue	2 076 360	2 572 869	3 373 326	23,9%	31,1%
b) A terme	1 979 029	2 314 132	2 644 679	16,9%	14,3%
dépôts à terme et bons de caisse	869 669	943 910	1 084 817	8,5%	14,9%
comptes d'épargne à régime spécial	942 487	1 068 177	1 234 292	13,3%	15,6%
autres	166 873	302 045	325 570	81,0%	7,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	351 084	391 510	455 865	11,5%	16,4%
a) Capital, dotations & réserves	307 806	323 235	358 676	5,0%	11,0%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	11 268	14 585	18 171	29,4%	24,6%
b) Autres	43 278	68 275	97 189	57,8%	42,3%
3. AUTRES RESSOURCES	324 479	421 792	470 848	30,0%	11,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	210 656	212 900	-57 901	1,1%	-127,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-210 656	-212 900	57 901	1,1%	-127,2%
1. DISPONIBILITES	-195 116	-227 865	-226 337	16,8%	-0,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-15 540	14 965	284 238	-196,3%	1799,4%
emplois	-764 796	-923 654	-1 065 523	20,8%	15,4%
<i>dont hors UMOA</i>	-133 245	-137 181	-144 294	3,0%	5,2%
<i>dont emplois en souffrance</i>	440	502	600	14,1%	19,5%
ressources	749 256	938 619	1 349 761	25,3%	43,8%
<i>dont hors UMOA</i>	141 953	173 613	181 674	22,3%	4,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RESULTATS	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	540 538	644 576	784 026	19,2%	21,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 153	11 031	10 453	20,5%	-5,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	338 092	387 474	445 220	14,6%	14,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	60 858	76 530	89 527	25,8%	17,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	39 768	46 763	53 727	17,6%	14,9%
+Produits sur opérations de change	77 841	104 104	163 506	33,7%	57,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	9 147	11 791	12 063	28,9%	2,3%
+Produits sur prestations de services financiers	6 476	7 325	9 379	13,1%	28,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	280	308	1 016	10,0%	229,9%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	1 077	750	865	-30,4%	15,3%
2. CHARGES BANCAIRES	193 680	235 085	311 272	21,4%	32,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	18 083	23 510	27 988	30,0%	19,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	80 719	86 862	99 648	7,6%	14,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	3 485	5 394	3 706	54,8%	-31,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	31 429	37 079	44 054	18,0%	18,8%
-Charges sur opérations de change	55 522	75 982	129 563	36,9%	70,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	784	843	792	7,5%	-6,0%
-Charges sur prestations de services financiers	3 015	3 892	4 935	29,1%	26,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	643	1 523	586	136,9%	-61,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	346 858	409 491	472 754	18,1%	15,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	19 113	16 698	22 766	-12,6%	36,3%
+Produits sur immobilisations financières	11 036	9 421	9 947	-14,6%	5,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	8 444	7 724	13 194	-8,5%	70,8%
-Charges sur immobilisations financières	25	10	7	-60,0%	-30,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	342	437	368	27,8%	-15,8%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	365 971	426 189	495 520	16,5%	16,3%
6. FRAIS GENERAUX	235 326	254 498	281 778	8,1%	10,7%
-Frais de personnel	102 647	111 716	124 205	8,8%	11,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	11 903	13 791	16 631	15,9%	20,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	120 776	128 991	140 942	6,8%	9,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	32 238	31 988	34 945	-0,8%	9,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	32 561	32 011	35 144	-1,7%	9,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	323	23	199	-92,9%	765,2%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	98 407	139 703	178 797	42,0%	28,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	39 255	65 440	30 253	66,7%	-53,8%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	150 915	126 472	86 902	-16,2%	-31,3%
+Reprises de provisions	111 660	61 032	56 649	-45,3%	-7,2%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	1 077	750	865	-30,4%	15,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	60 229	75 013	149 409	24,5%	99,2%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 306	-4 116	-5 680	215,2%	38,0%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	992	1 990	1 624	100,6%	-18,4%
+Produits exceptionnels	1 861	1 633	3 173	-12,3%	94,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	1 665	4 614	14 924	177,1%	223,5%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 019	2 313	2 879	127,0%	24,5%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 557	4 609	16 657	196,0%	261,4%
-Charges exceptionnelles	3 248	5 431	5 865	67,2%	8,0%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	4 969	-544	-7 682	-110,9%	1312,1%
+Profits sur exercices antérieurs	21 847	10 872	8 526	-50,2%	-21,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	16 878	11 416	16 208	-32,4%	42,0%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	8 382	15 370	19 958	83,4%	29,9%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	55 510	54 983	116 089	-0,9%	111,1%
+Bénéfices	83 940	99 270	132 447	18,3%	33,4%
-Pertes	-28 430	-44 287	-16 358	55,8%	-63,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	12,6%	11,2%	9,7%	-1,4	-1,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,7%	3,5%	3,8%	-0,2	0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	73,7%	71,6%	63,5%	-2,1	-8,1
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,7%	3,3%	3,2%	-0,4	-0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,1%	2,0%	1,8%	-0,1	-0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,3%	2,2%	2,0%	-0,1	-0,2
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,2%	4,3%	4,6%	0,1	0,3
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,1%	1,2%	1,0%	0,1	-0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	13,3%	12,2%	11,4%	-1,1	-0,8
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,3%	9,7%	9,2%	-0,6	-0,5
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,0%	7,5%	7,2%	-0,5	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	77,2%	70,0%	67,0%	-7,2	-3,0
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	39,5%	46,6%	16,8%	7,1	-29,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	16,0%	13,4%	24,6%	-2,6	11,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	12,7%	11,1%	20,0%	-1,6	8,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	33,4	34,6	36,7	3,6%	6,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	13,9	19,0	23,3	36,7%	22,6%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	64,1%	57,0%	55,8%	-7,1	-1,2

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	327 704	283 481	313 625	-13,5%	10,6%
REPARTITION DU CAPITAL	327 703	283 481	313 625	-13,5%	10,6%
Nationaux	137 224	133 015	135 280	-3,1%	1,7%
<i>Etat</i>	73 334	68 950	71 247	-6,0%	3,3%
<i>Privés</i>	63 890	64 065	64 033	0,3%	0,0%
Non-nationaux	190 479	150 466	178 345	-21,0%	18,5%
<i>dont UMOA</i>	53 603	51 860	17 794	-3,3%	-65,7%
TOTAL DU BILAN	5 480 208	6 638 922	8 294 479	21,1%	24,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	570	603	635	5,8%	5,3%
Périodiques	3	20	3	566,7%	-85,0%
Permanents	567	583	632	2,8%	8,4%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	701	856	896	22,1%	4,7%
EFFECTIFS	7 055	7 349	7 671	4,2%	4,4%
Employés	4 075	4 099	4 239	0,6%	3,4%
<i>dont Etrangers</i>	8	16	16	100,0%	-
Cadres	2 980	3 250	3 432	9,1%	5,6%
<i>dont Etrangers</i>	51	96	82	88,2%	-14,6%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	2 445 152	2 573 103	2 608 537	5,2%	1,4%
Personnes physiques	2 351 964	2 476 496	2 492 187	5,3%	0,6%
<i>dont Etrangers</i>	74 117	83 012	32 778	12,0%	-60,5%
Personnes morales	93 188	96 607	116 350	3,7%	20,4%
<i>dont Etrangers</i>	3 093	1 834	281	-40,7%	-84,7%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	9,59%	10,20%	10,62%	0,61	0,42
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	25	24	26	-1	2
A - Par type					
Banques	24	23	24	-1	1
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	21	21	22	0	1
Banques spécialisées	3	2	2	-1	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	8	8	9	0	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	6	8	3	2
Petits (Actifs < 100 milliards)	14	10	9	-4	-1

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III.4 : GUINÉE-BISSAU

III.4.1. Liste des établissements de crédit

III.4.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES
	BANQUES (5)			16 800	0	1 059	15 741	27	97 689	93	330	423
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAC	03/02/1997	5 000	0	859	4 141	13	44 800	58	83	141
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK	22/11/2006	6 800	0	0	6 800	6	24 929	9	108	117
S 0172 B	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau		05/06/2013	0	0	0	0	5	18 622	11	81	92
S 0128 D	- Banco Da União	BDU-SA	21/04/2005	5 000	0	200	4 800	3	9 338	15	58	73
S 0195 B	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI), Succursale de Guinée-Bissau		28/09/2015									
	TOTAL ETABLISSEMENTS (5)			16 800	0	1 059	15 741	27	97 689	93	330	423

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	41 236	43 380	45 627	5,2%	5,2%
- Caisse	3 776	4 700	5 040	24,5%	7,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	22 999	26 378	34 481	14,7%	30,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	516	654	482	26,7%	-26,3%
- Comptes de prêts	13 816	11 620	5 610	-15,9%	-51,7%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	129	28	14	-78,3%	-50,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	67 646	72 034	108 112	6,5%	50,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	0	174	0	-	-100,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	174	0	-	-100,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	0	0	0	-	-
- Autres crédits à court terme	9 922	13 070	11 148	31,7%	-14,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	57	360	0	531,6%	-100,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	9 865	12 710	11 148	28,8%	-12,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	12 291	10 771	18 684	-12,4%	73,5%
- Crédits à moyen terme	26 503	24 933	60 325	-5,9%	141,9%
- Crédits à long terme	1 207	1 167	9 065	-3,3%	676,8%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	199	106	1 736	-46,7%	1537,7%
- Créances rattachées	899	945	2 170	5,1%	129,6%
- Créances en souffrance	16 625	20 868	4 984	25,5%	-76,1%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	567	658	4 161	16,0%	532,4%
<i>(provisions)</i>	12	29	0	141,7%	-100,0%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	16 058	20 209	823	25,9%	-95,9%
<i>(provisions)</i>	14 146	15 442	2 341	9,2%	-84,8%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	1	0	-	-100,0%
<i>(provisions)</i>	379	901	141	137,7%	-84,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	26 275	34 546	33 442	31,5%	-3,2%
- Titres de placement	23 457	30 724	30 414	31,0%	-1,0%
- Comptes de stocks	130	173	23	33,1%	-86,7%
- Débiteurs divers	1 120	1 020	566	-8,9%	-44,5%
- Créances rattachées	141	534	1 051	278,7%	96,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	975	329	132	-66,3%	-59,9%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	452	1 766	1 256	290,7%	-28,9%
VALEURS IMMOBILISEES	6 662	7 393	8 044	11,0%	8,8%
- Immobilisations financières	1 443	1 822	1 196	26,3%	-34,4%
- Dépôts & cautionnements	69	90	133	30,4%	47,8%
- Immobilisations en cours	247	492	597	99,2%	21,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3	47	65	1466,7%	38,3%
- Immobilisations d'exploitation	4 118	4 283	4 745	4,0%	10,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	181	56	271	-69,1%	383,9%
- Immobilisations hors-exploitation	780	706	1 373	-9,5%	94,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	5	0	0	-100,0%	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	141 819	157 353	195 225	11,0%	24,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	25 532	28 982	46 090	13,5%	59,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	9 412	12 114	19 650	28,7%	62,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	116	116	116	-	-
- Comptes d'emprunts	16 000	16 728	26 296	4,6%	57,2%
- Autres sommes dues	0	0	0	-	-
- Dettes rattachées	4	24	28	500,0%	16,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	95 188	108 123	117 278	13,6%	8,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	67 706	71 342	80 112	5,4%	12,3%
- Dépôts à terme reçus	15 910	20 238	19 106	27,2%	-5,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	6 413	9 841	12 988	53,5%	32,0%
- Dépôts de garantie reçus	4 712	2 300	4 381	-51,2%	90,5%
- Autres dépôts	0	3	0	-	-100,0%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	323	4 206	466	1202,2%	-88,9%
- Dettes rattachées	124	193	225	55,6%	16,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 992	3 794	5 580	26,8%	47,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Créiteurs divers	739	611	3 078	-17,3%	403,8%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	2 253	3 183	2 502	41,3%	-21,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	18 107	16 454	26 277	-9,1%	59,7%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	0	0	0	-	-
- Provisions pour risques & charges	213	665	472	212,2%	-29,0%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	680	680	680	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 005	1 043	1 053	3,8%	1,0%
- Dettes rattachées	17	17	32	-	88,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-	-
- Réserves	2 605	2 605	2 605	-	-
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-	-
- Capital	16 800	16 800	16 800	-	-
- Dotations	1 500	1 500	1 500	-	-
- Report à nouveau	25	-4 713	-7 133	-18952,0%	51,3%
- Résultat de l'exercice	-4 738	-2 143	10 268	-54,8%	-579,1%
TOTAL DU PASSIF	141 819	157 353	195 225	11,0%	24,1%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	27	11 034	10 940	40766,7%	-0,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	20 916	8 061	8 743	-61,5%	8,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	7 425	0	0	-100,0%	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	614	-	-

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	100 582	113 828	149 589	13,2%	31,4%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	67 722	71 418	106 074	5,5%	48,5%
a) Crédits à court terme	23 387	24 450	31 700	4,5%	29,7%
<i>dont Crédits de campagne</i>	57	534	0	836,8%	-100,0%
b) Crédits à moyen terme	26 503	24 933	60 325	-5,9%	141,9%
c) Crédits à long terme	1 207	1 167	9 065	-3,3%	676,8%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	16 625	20 868	4 984	25,5%	-76,1%
impayés ou immobilisés	567	658	4 161	16,0%	532,4%
<i>provisions</i>	12	29	0	141,7%	-100,0%
douteux ou litigieux	16 058	20 210	823	25,9%	-95,9%
<i>provisions</i>	14 525	16 343	2 482	12,5%	-84,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	32 860	42 410	43 515	29,1%	2,6%
a) Titres de placement	23 457	30 724	30 414	31,0%	-1,0%
b) Immobilisations financières	1 443	1 822	1 196	26,3%	-34,4%
c) Autres immobilisations	5 214	5 571	6 848	6,8%	22,9%
d) Divers	2 746	4 293	5 057	56,3%	17,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	116 291	128 395	149 163	10,4%	16,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	95 064	107 930	117 053	13,5%	8,5%
a) A vue	68 029	75 548	80 578	11,1%	6,7%
b) A terme	27 035	32 382	36 475	19,8%	12,6%
dépôts à terme et bons de caisse	15 910	20 238	19 106	27,2%	-5,6%
comptes d'épargne à régime spécial	6 413	9 841	12 988	53,5%	32,0%
autres	4 712	2 303	4 381	-51,1%	90,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	17 843	15 284	24 561	-14,3%	60,7%
a) Capital, dotations & réserves	16 158	13 561	22 828	-16,1%	68,3%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	6	86	214	1333,3%	148,8%
b) Autres	1 685	1 723	1 733	2,3%	0,6%
3. AUTRES RESSOURCES	3 384	5 181	7 549	53,1%	45,7%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	15 709	14 567	-426	-7,3%	-102,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-15 709	-14 567	426	-7,3%	-102,9%
1. DISPONIBILITES	-3 906	-4 873	-5 063	24,8%	3,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-11 803	-9 694	5 489	-17,9%	-156,6%
emplois	-37 331	-38 652	-40 573	3,5%	5,0%
<i>dont hors UMOA</i>	-3 800	-1 178	-728	-69,0%	-38,2%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	0	0	-	-
ressources	25 528	28 958	46 062	13,4%	59,1%
<i>dont hors UMOA</i>	102	810	3 944	694,1%	386,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	14 171	15 766	22 698	11,3%	44,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	346	486	331	40,5%	-31,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	10 263	10 334	12 574	0,7%	21,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 008	1 481	1 673	46,9%	13,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	1 868	2 765	7 512	48,0%	171,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	374	279	316	-25,4%	13,3%
+Produits sur prestations de services financiers	274	228	233	-16,8%	2,2%
+Autres produits d'exploitation bancaire	38	193	59	407,9%	-69,4%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	0	0	0	-	-
2. CHARGES BANCAIRES	2 414	3 690	8 256	52,9%	123,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	368	524	442	42,4%	-15,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 016	1 164	1 270	14,6%	9,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	2	10	-	400,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	982	1 938	6 426	97,4%	231,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	38	56	100	47,4%	78,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	10	6	8	-40,0%	33,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	11 757	12 076	14 442	2,7%	19,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	120	259	138	115,8%	-46,7%
+Produits sur immobilisations financières	113	80	104	-29,2%	30,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	7	179	34	2457,1%	-81,0%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	11 877	12 335	14 580	3,9%	18,2%
6. FRAIS GENERAUX	7 480	8 245	12 760	10,2%	54,8%
-Frais de personnel	3 018	3 391	4 352	12,4%	28,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	26	13	15	-50,0%	15,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	4 436	4 841	8 393	9,1%	73,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 081	1 030	1 033	-4,7%	0,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 081	1 030	1 033	-4,7%	0,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	0	-	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	3 316	3 060	787	-7,7%	-74,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	8 202	4 660	-13 134	-43,2%	-381,8%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	11 013	6 245	4 166	-43,3%	-33,3%
+Reprises de provisions	2 811	1 585	17 300	-43,6%	991,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	0	0	0	-	-
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-4 886	-1 600	13 921	-67,3%	-970,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	178	-250	-143	-240,4%	-42,8%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	0	0	0	-	-
+Produits exceptionnels	513	49	37	-90,4%	-24,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	115	97	110	-15,7%	13,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	40	121	0	202,5%	-100,0%
-Charges exceptionnelles	180	81	70	-55,0%	-13,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	38	-210	-388	-652,6%	84,8%
+Profits sur exercices antérieurs	102	275	225	169,6%	-18,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	64	485	613	657,8%	26,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	68	83	3 122	22,1%	3661,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-4 738	-2 143	10 268	-54,8%	-579,1%
+Bénéfices	1 084	894	10 268	-17,5%	1048,5%
-Pertes	-5 822	-3 037	0	-47,8%	-100,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	37,9%	42,4%	6,9%	4,5	-35,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	24,5%	29,2%	4,7%	4,7	-24,5
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	46,6%	44,0%	33,2%	-2,6	-10,8
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	1,7%	1,5%	1,7%	-0,2	0,2
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,1%	1,2%	1,1%	0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,2%	1,2%	1,2%	0,0	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	1,8%	2,4%	5,2%	0,6	2,8
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	0,9%	1,2%	0,9%	0,3	-0,3
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	13,8%	14,0%	15,4%	0,2	1,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,5%	9,4%	10,9%	-0,1	1,5
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,3%	8,2%	9,7%	-0,1	1,5
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	72,8%	76,8%	95,5%	4,0	18,7
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	247,3%	152,3%	-1668,9%	-95,0	-1 821,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-40,3%	-17,7%	71,1%	22,6	88,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-26,5%	-13,6%	39,8%	12,9	53,4
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,1	22,8	30,2	-1,3%	32,5%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	10,2	8,5	1,9	-16,7%	-77,6%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>					

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	16 800	16 800	16 800	-	-
REPARTITION DU CAPITAL	16 800	16 800	16 800	-	-
Nationaux	1 059	1 059	1 059	-	-
<i>Etat</i>	0	0	0	-	-
<i>Privés</i>	1 059	1 059	1 059	-	-
Non-nationaux	15 741	15 741	15 741	-	-
<i>dont UMOA</i>	11 600	6 800	11 600	-41,4%	70,6%
TOTAL DU BILAN	141 819	157 353	195 225	11,0%	24,1%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	26	26	27	-	3,8%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	26	26	27	-	3,8%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	38	42	42	10,5%	-
EFFECTIFS	324	361	423	11,4%	17,2%
Employés	220	284	330	29,1%	16,2%
<i>dont Etrangers</i>	1	12	12	1100,0%	-
Cadres	104	77	93	-26,0%	20,8%
<i>dont Etrangers</i>	8	8	11	-	37,5%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	60 332	76 505	97 689	26,8%	27,7%
Personnes physiques	55 476	70 724	91 740	27,5%	29,7%
<i>dont Etrangers</i>	2 546	2 908	523	14,2%	-82,0%
Personnes morales	4 856	5 781	5 949	19,0%	2,9%
<i>dont Etrangers</i>	103	109	27	5,8%	-75,2%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	9,00%	10,00%	10,00%	1,00	-
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	4	4	4	0	0
A - Par type					
Banques	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	4	4	4	0	0
Banques spécialisées	0	0	0	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	0	0	0	0	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	4	4	4	0	0

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III.5 : MALI

III.5.1. Liste des établissements de crédit

III.5.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES
	BANQUES (14)			150 578	43 051	19 879	87 648	530	1 310 529	1 390	1 717	3 107
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM-SA	22/03/1988	10 000	1 958	3 208	4 834	98	151 946	237	196	433
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/1998	8 932	0	589	8 343	41	252 822	184	217	401
D 0045 C	- Bank Of Africa - Mali	BOA-MALI	24/12/1982	10 300	0	1 532	8 768	54	197 584	151	168	319
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	28 507	21 277	6 395	835	32	105 236	92	127	219
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	20 528	7 488	0	13 040	42	245 499	126	240	366
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	10 006	1 050	3 853	5 103	83	235 017	133	256	389
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BANQUE ATLANTIQUE	12/10/2005	5 000	0	2 250	2 750	25	47 364	107	104	211
D 0065 Z	-Banque de l'Habitat du Mali	BHM	23/02/1991	11 000	10 803	197	0	92	0	40	79	119
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BICH-M	28/05/1998	5 000	0	750	4 250	8	15 783	68	34	102
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	7 255	0	0	7 255	14	20 118	88	68	156
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/1982	14 300	475	5	13 820	14	15 680	93	51	144
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	8 750	0	0	8 750	13	7 285	33	75	108
D 0181 A	- Coris Bank International - Mali		13/12/2013	11 000	0	1 100	9 900	7	4 730	38	16	54
D 0173 R	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali		05/06/2013	0	0	0	0	7	11 465	0	86	86
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			6 039	5 107	932	0	3	0	20	16	36
D 0183 C	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	FGSP	17/04/2014	4 883	4 200	683	0	1	0	11	3	14
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/02/2008	0	0	0	0	1	0	0	5	7
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	1 156	907	249	0	1	0	7	8	15
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			156 617	48 158	20 811	87 648	533	1 310 529	1 410	1 733	3 143

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	434 378	518 715	609 427	19,4%	17,5%
- Caisse	70 962	79 240	92 552	11,7%	16,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	254 255	323 606	395 445	27,3%	22,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	25 302	27 974	28 558	10,6%	2,1%
- Comptes de prêts	83 101	84 675	92 157	1,9%	8,8%
- Valeurs non imputées	257	0	1	-100,0%	-
- Créances rattachées	397	747	539	88,2%	-27,8%
- Créances en souffrance	104	2 473	175	2277,9%	-92,9%
<i>(provisions)</i>	3 736	0	0	-100,0%	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 355 089	1 571 892	1 892 899	16,0%	20,4%
- Portefeuille d'effets commerciaux	80 554	106 112	140 965	31,7%	32,8%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	80 554	106 112	140 965	31,7%	32,8%
- Autres crédits à court terme	537 213	602 178	704 618	12,1%	17,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	13 587	1 023	1 000	-92,5%	-2,2%
. <i>Crédits ordinaires</i>	523 626	601 155	703 618	14,8%	17,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	169 050	192 879	224 761	14,1%	16,5%
- Crédits à moyen terme	375 210	489 144	618 683	30,4%	26,5%
- Crédits à long terme	55 710	58 985	67 069	5,9%	13,7%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	3 231	4 618	7 681	42,9%	66,3%
- Créances rattachées	15 699	19 799	25 906	26,1%	30,8%
- Créances en souffrance	118 422	98 177	103 216	-17,1%	5,1%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	59 542	36 545	50 272	-38,6%	37,6%
<i>(provisions)</i>	1 953	484	769	-75,2%	58,9%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	58 880	61 579	52 894	4,6%	-14,1%
<i>(provisions)</i>	178 323	192 818	195 882	8,1%	1,6%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	53	50	-	-5,7%
<i>(provisions)</i>	110	78	545	-29,1%	598,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	508 647	853 906	1 018 595	67,9%	19,3%
- Titres de placement	447 172	766 643	897 135	71,4%	17,0%
- Comptes de stocks	385	253	231	-34,3%	-8,7%
- Débiteurs divers	17 235	19 532	38 562	13,3%	97,4%
- Créances rattachées	3 338	7 782	12 783	133,1%	64,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	5 392	10 927	6 676	102,7%	-38,9%
- Valeurs à rejeter	81	921	1 843	1037,0%	100,1%
- Comptes d'ordre & divers	35 044	47 848	61 365	36,5%	28,2%
VALEURS IMMOBILISEES	233 330	278 481	319 695	19,4%	14,8%
- Immobilisations financières	85 120	102 278	121 066	20,2%	18,4%
- Dépôts & cautionnements	962	1 421	1 473	47,7%	3,7%
- Immobilisations en cours	20 303	27 088	18 733	33,4%	-30,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	4 116	1 505	1 788	-63,4%	18,8%
- Immobilisations d'exploitation	45 063	46 357	71 309	2,9%	53,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 995	4 125	3 556	37,7%	-13,8%
- Immobilisations hors-exploitation	78 192	94 131	98 067	20,4%	4,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	1 286	5 426	6 289	321,9%	15,9%
- Créances rattachées	2 184	1 662	2 329	-23,9%	40,1%
- Créances en souffrance	220	118	429	-46,4%	263,6%
<i>(provisions)</i>	0	420	492	-	17,1%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 250	1 250	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé	1 250	1 250	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	2 532 694	3 224 244	3 840 616	27,3%	19,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	488 394	792 021	944 391	62,2%	19,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	93 750	120 916	159 228	29,0%	31,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	24 664	10 094	33 598	-59,1%	232,9%
- Comptes d'emprunts	366 881	658 058	747 221	79,4%	13,5%
- Autres sommes dues	1 460	469	2 527	-67,9%	438,8%
- Dettes rattachées	1 639	2 484	1 817	51,6%	-26,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 701 430	2 012 238	2 391 401	18,3%	18,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	994 778	1 171 203	1 355 438	17,7%	15,7%
- Dépôts à terme reçus	292 087	366 381	426 263	25,4%	16,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	298 315	334 462	397 158	12,1%	18,7%
- Dépôts de garantie reçus	66 374	84 579	114 988	27,4%	36,0%
- Autres dépôts	583	4 549	1 020	680,3%	-77,6%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	14 416	12 948	11 585	-10,2%	-10,5%
- Autres sommes dues	27 517	28 320	72 901	2,9%	157,4%
- Dettes rattachées	7 360	9 796	12 048	33,1%	23,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	68 804	95 604	97 962	39,0%	2,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	9 600	9 000	9 000	-6,3%	-
- Crédoeurs divers	20 694	25 508	29 385	23,3%	15,2%
- Dettes rattachées	210	190	190	-9,5%	-
- Comptes d'ordre & divers	38 300	60 906	59 387	59,0%	-2,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	274 066	324 381	406 862	18,4%	25,4%
- Subventions d'investissement	12 000	11 322	10 572	-5,7%	-6,6%
- Fonds affectés	9 735	19 516	19 862	100,5%	1,8%
- Provisions pour risques & charges	20 926	20 644	24 310	-1,3%	17,8%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 018	1 876	1 876	-7,0%	-
- Titres et emprunts subordonnés	6 729	7 064	9 321	5,0%	32,0%
- Dettes rattachées	169	113	203	-33,1%	79,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	7 016	13 179	13 127	87,8%	-0,4%
- Primes liées au capital	5 389	6 489	15 272	20,4%	135,4%
- Réserves	40 274	45 248	53 595	12,4%	18,4%
- Ecart de réévaluation	8 292	4 690	15 013	-43,4%	220,1%
- Capital	113 293	133 970	156 617	18,3%	16,9%
- Dotations	2 000	4 900	10 900	145,0%	122,4%
- Report à nouveau	13 419	19 219	18 850	43,2%	-1,9%
- Résultat de l'exercice	32 806	36 151	57 344	10,2%	58,6%
TOTAL DU PASSIF	2 532 694	3 224 244	3 840 616	27,3%	19,1%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	106 099	153 282	208 397	44,5%	36,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	278 958	537 773	391 738	92,8%	-27,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	10	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 141	4 025	3 287	252,8%	-18,3%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 097 078	2 704 773	3 231 497	29,0%	19,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 346 288	1 568 564	1 880 387	16,5%	19,9%
a) Crédits à court terme	795 440	916 714	1 084 701	15,2%	18,3%
<i>dont Crédits de campagne</i>	13 587	1 023	1 000	-92,5%	-2,2%
b) Crédits à moyen terme	375 210	489 144	618 683	30,4%	26,5%
c) Crédits à long terme	55 710	58 985	67 069	5,9%	13,7%
d) Opérations de crédit-bail	1 286	5 426	6 289	321,9%	15,9%
e) Crédits en souffrance	118 642	98 295	103 645	-17,1%	5,4%
impayés & immobilisés	59 762	36 652	50 690	-38,7%	38,3%
<i>provisions</i>	1 953	503	861	-74,2%	71,2%
douteux & litigieux	58 880	61 643	52 955	4,7%	-14,1%
<i>provisions</i>	178 433	193 297	196 827	8,3%	1,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	750 790	1 136 209	1 351 110	51,3%	18,9%
a) Titres de placement	447 172	766 643	897 135	71,4%	17,0%
b) Immobilisations financières	85 120	102 278	121 066	20,2%	18,4%
c) Autres immobilisations	144 520	168 997	189 582	16,9%	12,2%
d) Divers	73 978	98 291	143 327	32,9%	45,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 044 689	2 433 457	2 898 042	19,0%	19,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 703 670	2 011 442	2 388 353	18,1%	18,7%
a) A vue	1 022 295	1 199 523	1 428 339	17,3%	19,1%
b) A terme	681 375	811 919	960 014	19,2%	18,2%
dépôts à terme et bons de caisse	292 087	366 381	426 263	25,4%	16,3%
comptes d'épargne à régime spécial	298 315	334 462	397 158	12,1%	18,7%
autres	90 973	111 076	136 593	22,1%	23,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	219 175	269 802	334 253	23,1%	23,9%
a) Capital, dotations & réserves	180 401	225 334	277 609	24,9%	23,2%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	5 744	5 748	8 489	0,1%	47,7%
b) Autres	38 774	44 468	56 644	14,7%	27,4%
3. AUTRES RESSOURCES	121 844	152 213	175 436	24,9%	15,3%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-52 389	-271 316	-333 455	417,9%	22,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	52 389	271 316	333 455	417,9%	22,9%
1. DISPONIBILITES	-71 347	-79 493	-92 783	11,4%	16,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	123 736	350 809	426 238	183,5%	21,5%
emplois	-363 019	-438 728	-516 336	20,9%	17,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-84 703	-58 756	-43 648	-30,6%	-25,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	104	2 473	175	2277,9%	-92,9%
ressources	486 755	789 537	942 574	62,2%	19,4%
<i>dont hors UMOA</i>	49 932	107 931	119 284	116,2%	10,5%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	252 698	282 430	430 583	11,8%	52,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 893	5 576	5 197	43,2%	-6,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	138 588	157 517	180 912	13,7%	14,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	20 313	34 429	43 705	69,5%	26,9%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	156	2 413	3 021	1446,8%	25,2%
+Produits sur opérations de change	72 310	64 496	176 604	-10,8%	173,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	15 335	15 563	17 012	1,5%	9,3%
+Produits sur prestations de services financiers	1 124	1 335	1 421	18,8%	6,4%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 020	1 139	2 757	11,7%	142,1%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	41	38	46	-7,3%	21,1%
2. CHARGES BANCAIRES	96 461	104 982	226 367	8,8%	115,6%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 057	16 672	21 739	84,1%	30,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	26 052	30 880	36 975	18,5%	19,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	625	744	1 247	19,0%	67,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	136	2 019	2 365	1384,6%	17,1%
-Charges sur opérations de change	59 449	52 973	162 099	-10,9%	206,0%
-Charges sur opérations de hors-bilan	70	278	351	297,1%	26,3%
-Charges sur prestations de services financiers	994	1 340	1 329	34,8%	-0,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	78	76	262	-2,6%	244,7%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	156 237	177 448	204 216	13,6%	15,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	10 302	9 844	10 676	-4,4%	8,5%
+Produits sur immobilisations financières	4 672	5 274	5 509	12,9%	4,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	5 630	4 570	5 167	-18,8%	13,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	166 539	187 292	214 892	12,5%	14,7%
6. FRAIS GENERAUX	93 572	103 899	116 518	11,0%	12,1%
-Frais de personnel	41 107	45 364	52 441	10,4%	15,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	3 523	4 251	4 249	20,7%	0,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	48 942	54 284	59 828	10,9%	10,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	14 182	15 143	15 245	6,8%	0,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	14 567	15 157	15 310	4,1%	1,0%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	385	14	65	-96,4%	364,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	58 785	68 250	83 129	16,1%	21,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	17 188	21 159	13 994	23,1%	-33,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	61 584	59 583	43 177	-3,2%	-27,5%
+Reprises de provisions	44 396	38 424	29 183	-13,5%	-24,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	41	38	46	-7,3%	21,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	41 638	47 129	69 181	13,2%	46,8%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 671	-5 077	-673	203,8%	-86,7%
+Subventions d'exploitation	120	120	120	-	-
+Récupérations sur créances amorties	306	1 000	798	226,8%	-20,2%
+Produits exceptionnels	1 502	3 230	1 939	115,0%	-40,0%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	337	0	289	-100,0%	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	487	480	647	-1,4%	34,8%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	2 087	7 160	1 491	243,1%	-79,2%
-Charges exceptionnelles	1 362	1 787	1 681	31,2%	-5,9%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	283	878	-2 258	210,2%	-357,2%
+Profits sur exercices antérieurs	3 274	5 076	3 962	55,0%	-21,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 991	4 198	6 220	40,4%	48,2%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	7 444	6 779	8 906	-8,9%	31,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	32 806	36 151	57 344	10,2%	58,6%
+Bénéfices	38 852	38 866	57 894	0,0%	49,0%
-Pertes	-6 046	-2 715	-550	-55,1%	-79,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	19,6%	16,6%	14,5%	-3,0	-2,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	8,8%	6,3%	5,5%	-2,5	-0,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	60,3%	66,3%	65,6%	6,0	-0,7
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	2,8%	3,0%	3,2%	0,2	0,2
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,6%	1,7%	1,7%	0,1	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,8%	2,0%	2,1%	0,2	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,6%	4,0%	7,3%	-0,6	3,3
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,2%	1,7%	1,4%	0,5	-0,3
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,5%	11,1%	11,2%	-0,4	0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,4%	9,4%	9,4%	0,0	0,0
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,6%	7,4%	7,3%	-0,2	-0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	69,2%	67,1%	64,6%	-2,1	-2,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	29,2%	31,0%	16,8%	1,8	-14,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	21,0%	20,4%	28,1%	-0,6	7,7
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	13,0%	12,0%	15,0%	-1,0	3,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	33,3	34,8	37,1	4,5%	6,6%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	20,9	22,9	26,4	9,6%	15,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	12,1%	44,5%	48,0%	32,4	3,5

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	113 293	133 970	156 617	18,3%	16,9%
REPARTITION DU CAPITAL	113 293	133 970	156 617	18,3%	16,9%
Nationaux	49 664	54 235	68 969	9,2%	27,2%
<i>Etat</i>	20 385	33 915	48 158	66,4%	42,0%
<i>Privés</i>	29 279	20 320	20 811	-30,6%	2,4%
Non-nationaux	63 629	79 735	87 648	25,3%	9,9%
<i>dont UMOA</i>	3 345	20 819	19 187	522,4%	-7,8%
TOTAL DU BILAN	2 532 694	3 224 244	3 840 616	27,3%	19,1%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	414	497	533	20,0%	7,2%
Périodiques	0	2	0	-	-100,0%
Permanents	414	495	533	19,6%	7,7%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	343	379	405	10,5%	6,9%
EFFECTIFS	2 813	2 985	3 143	6,1%	5,3%
Employés	1 472	1 624	1 733	10,3%	6,7%
<i>dont Etrangers</i>	4	4	38	-	850,0%
Cadres	1 341	1 361	1 410	1,5%	3,6%
<i>dont Etrangers</i>	19	24	27	26,3%	12,5%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 007 840	1 286 441	1 310 529	27,6%	1,9%
Personnes physiques	901 454	1 151 973	1 157 121	27,8%	0,4%
<i>dont Etrangers</i>	9 910	90 006	25 793	808,2%	-71,3%
Personnes morales	106 386	134 468	153 408	26,4%	14,1%
<i>dont Etrangers</i>	1 347	1 686	823	25,2%	-51,2%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	4,96%	6,29%	6,35%	1,33	0,06
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	15	17	17	2	0
A - Par type					
Banques	13	14	14	1	0
Etablissements Financiers	2	3	3	1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	11	11	1	0
Banques spécialisées	3	3	3	0	0
Etablissements Financiers	2	3	3	1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	6	7	7	1	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	1	0	4	-1	4
Petits (Actifs <100 milliards)	8	10	6	2	-4

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III.6 : NIGER

III.6.1. Liste des établissements de crédit

III.6.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		TOTAL
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	
	BANQUES (12)			86 805	21 858	12 649	52 298	1 264 531	147	481 715	687	947	1 634
H 0038 Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-Niger	22/04/1994	9 500	264	1 102	8 134	263 068	25	170 748	131	105	236
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	12 000	3 165	4 147	4 688	236 391	11	65 888	152	81	233
H 0095 K	- Ecobank Niger	ECOBANK	14/01/1999	5 100	11	0	5 089	223 285	18	88 857	91	170	261
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	13/01/1993	14 000	7 449	5 747	804	152 433	17	54 084	81	104	185
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BANQUE ATLANTIQUE	07/10/2005	7 500	0	1 653	5 847	132 147	18	7 052	27	125	152
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	7 255	0	0	7 255	105 118	15	19 519	64	85	149
H 0081 V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	5 000	3	0	4 997	70 286	13	22 318	8	103	111
H 0164 K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 000	10 000	0	0	36 535	22	37 238	62	90	152
H 0174 W	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger		05/06/2013	0	0	0	0	22 746	6	10 099	43	54	97
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/1988	16 450	966	0	15 484	15 072	1	5 671	21	23	44
H 0168 P	- CBAO, Groupe Attijariwafa Bank, Succursale du Niger		20/03/2013	0	0	0	0	7 450	1	241	7	7	14
H 0193 R	- Banque Régionale de Marché, Succursale du Niger		11/06/2015										
	ETABLISSEMENT FINANCIER (1)			1 315	0	1 315	0	4 101	1	0	6	6	12
H 0129 X	- Société Sahélienne de Financement	SAHFI	14/06/2005	1 315	0	1 315	0	4 101	1	0	6	6	12
	TOTAL ETABLISSEMENTS (13)			88 120	21 858	13 964	52 298	1 268 632	148	481 715	693	953	1 646

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	222 841	254 873	198 892	14,4%	-22,0%
- Caisse	41 863	42 523	40 015	1,6%	-5,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	100 445	142 574	101 083	41,9%	-29,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	20 547	18 176	13 750	-11,5%	-24,4%
- Comptes de prêts	59 597	51 095	43 602	-14,3%	-14,7%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	384	500	442	30,2%	-11,6%
- Créances en souffrance	5	5	0	-	-100,0%
<i>(provisions)</i>	199	199	0	-	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	568 072	621 485	723 916	9,4%	16,5%
- Portefeuille d'effets commerciaux	9 289	14 305	16 347	54,0%	14,3%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	1 886	1 772	-	-6,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	9 289	12 419	14 575	33,7%	17,4%
- Autres crédits à court terme	114 132	125 211	160 708	9,7%	28,3%
. <i>Crédits de campagne</i>	994	157	721	-84,2%	359,2%
. <i>Crédits ordinaires</i>	113 138	125 054	159 987	10,5%	27,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	134 052	149 458	175 608	11,5%	17,5%
- Crédits à moyen terme	262 054	268 364	301 745	2,4%	12,4%
- Crédits à long terme	14 262	20 690	26 516	45,1%	28,2%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	767	227	1 825	-70,4%	704,0%
- Créances rattachées	3 844	4 842	5 163	26,0%	6,6%
- Créances en souffrance	29 672	38 388	36 004	29,4%	-6,2%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	14 445	22 290	20 932	54,3%	-6,1%
<i>(provisions)</i>	8 894	10 357	9 776	16,4%	-5,6%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	15 220	16 089	15 072	5,7%	-6,3%
<i>(provisions)</i>	65 112	72 828	71 209	11,9%	-2,2%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	7	9	0	28,6%	-100,0%
<i>(provisions)</i>	128	193	143	50,8%	-25,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	120 318	185 660	256 001	54,3%	37,9%
- Titres de placement	97 181	161 639	225 214	66,3%	39,3%
- Comptes de stocks	182	217	278	19,2%	28,1%
- Débiteurs divers	9 725	8 866	9 922	-8,8%	11,9%
- Créances rattachées	1 214	1 767	3 581	45,6%	102,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 505	600	1 728	-60,1%	188,0%
- Valeurs à rejeter	276	10	221	-96,4%	2110,0%
- Comptes d'ordre & divers	10 235	12 561	15 057	22,7%	19,9%
VALEURS IMMOBILISEES	81 987	92 684	88 857	13,0%	-4,1%
- Immobilisations financières	42 619	44 951	37 180	5,5%	-17,3%
- Dépôts & cautionnements	596	753	515	26,3%	-31,6%
- Immobilisations en cours	6 944	8 330	7 882	20,0%	-5,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 030	1 731	495	68,1%	-71,4%
- Immobilisations d'exploitation	19 956	20 277	23 121	1,6%	14,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 532	1 035	1 070	-32,4%	3,4%
- Immobilisations hors-exploitation	11 832	17 622	19 261	48,9%	9,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	24	23	-	-4,2%
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	40	751	898	1777,5%	19,6%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	966	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 336	1 336	966	-	-27,7%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	1 336	1 336	966	-	-27,7%
TOTAL DE L'ACTIF	994 554	1 156 038	1 268 632	16,2%	9,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	224 805	251 811	283 211	12,0%	12,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	38 856	33 568	29 838	-13,6%	-11,1%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	7 287	7 625	12 308	4,6%	61,4%
- Comptes d'emprunts	177 873	209 700	239 998	17,9%	14,4%
- Autres sommes dues	1	59	3	5800,0%	-94,9%
- Dettes rattachées	788	859	1 064	9,0%	23,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	606 900	740 313	782 886	22,0%	5,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	378 127	460 418	460 467	21,8%	0,0%
- Dépôts à terme reçus	89 284	111 899	149 766	25,3%	33,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	92 892	114 275	125 907	23,0%	10,2%
- Dépôts de garantie reçus	22 318	30 882	23 176	38,4%	-25,0%
- Autres dépôts	1 782	345	390	-80,6%	13,0%
- Bons de caisse	916	924	1 014	0,9%	9,7%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	18 736	18 555	18 182	-1,0%	-2,0%
- Dettes rattachées	2 845	3 015	3 984	6,0%	32,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	32 213	26 926	36 360	-16,4%	35,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	2 100	1 200	800	-42,9%	-33,3%
- Créiteurs divers	11 495	10 899	15 176	-5,2%	39,2%
- Dettes rattachées	39	17	11	-56,4%	-35,3%
- Comptes d'ordre & divers	18 579	14 810	20 373	-20,3%	37,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	3	3	3	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	3	3	3	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	130 633	136 985	166 172	4,9%	21,3%
- Subventions d'investissement	0	14	16	-	14,3%
- Fonds affectés	2 010	2 000	2 000	-0,5%	-
- Provisions pour risques & charges	10 524	13 849	14 168	31,6%	2,3%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	400	400	400	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	2 530	7 176	6 926	183,6%	-3,5%
- Dettes rattachées	32	147	26	359,4%	-82,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 562	2 589	2 874	1,1%	11,0%
- Primes liées au capital	8 015	7 016	7 016	-12,5%	-
- Réserves	25 424	30 541	34 733	20,1%	13,7%
- Ecart de réévaluation	0	1 119	1 119	-	-
- Capital	81 955	82 955	88 120	1,2%	6,2%
- Dotations	4 005	4 095	8 941	2,2%	118,3%
- Report à nouveau	-20 265	-25 563	-31 310	26,1%	22,5%
- Résultat de l'exercice	13 441	10 647	31 143	-20,8%	192,5%
TOTAL DU PASSIF	994 554	1 156 038	1 268 632	16,2%	9,7%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	31 899	32 458	29 513	1,8%	-9,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	207 751	252 209	281 272	21,4%	11,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 370	651	470	-52,5%	-27,8%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	770 580	900 112	1 068 938	16,8%	18,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	565 733	617 243	720 481	9,1%	16,7%
a) Crédits à court terme	259 745	289 801	356 216	11,6%	22,9%
<i>dont Crédits de campagne</i>	994	2 043	2 493	105,5%	22,0%
b) Crédits à moyen terme	262 054	268 364	301 745	2,4%	12,4%
c) Crédits à long terme	14 262	20 690	26 516	45,1%	28,2%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	29 672	38 388	36 004	29,4%	-6,2%
impayés & immobilisés	14 445	22 290	20 932	54,3%	-6,1%
<i>provisions</i>	8 894	10 357	10 742	16,4%	3,7%
douteux & litigieux	15 227	16 098	15 072	5,7%	-6,4%
<i>provisions</i>	65 240	73 021	71 352	11,9%	-2,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	204 847	282 869	348 457	38,1%	23,2%
a) Titres de placement	97 181	161 639	225 214	66,3%	39,3%
b) Immobilisations financières	42 619	44 951	37 180	5,5%	-17,3%
c) Autres immobilisations	39 328	46 982	50 779	19,5%	8,1%
d) Divers	25 719	29 297	35 284	13,9%	20,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	769 201	903 750	985 519	17,5%	9,0%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	606 155	738 498	779 702	21,8%	5,6%
a) A vue	396 863	478 973	478 649	20,7%	-0,1%
b) A terme	209 292	259 525	301 053	24,0%	16,0%
dépôts à terme et bons de caisse	90 200	112 823	150 780	25,1%	33,6%
comptes d'épargne à régime spécial	92 892	114 275	125 907	23,0%	10,2%
autres	26 200	32 427	24 366	23,8%	-24,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	102 584	106 863	126 530	4,2%	18,4%
a) Capital, dotations & réserves	97 644	96 154	116 069	-1,5%	20,7%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 851	2 609	4 320	-8,5%	65,6%
b) Autres	4 940	10 709	10 461	116,8%	-2,3%
3. AUTRES RESSOURCES	60 462	58 389	79 287	-3,4%	35,8%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-1 379	3 638	-83 419	-363,8%	-2393,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	1 379	-3 638	83 419	-363,8%	-2393,0%
1. DISPONIBILITES	-42 044	-42 740	-40 293	1,7%	-5,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	43 423	39 102	123 712	-10,0%	216,4%
emplois	-180 594	-211 850	-158 435	17,3%	-25,2%
<i>dont hors UMOA</i>	-38 442	-22 443	-17 308	-41,6%	-22,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	5	5	0	-	-100,0%
ressources	224 017	250 952	282 147	12,0%	12,4%
<i>dont hors UMOA</i>	28 155	23 869	33 879	-15,2%	41,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	101 999	107 186	137 580	5,1%	28,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 842	2 398	1 868	30,2%	-22,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	69 927	75 164	82 487	7,5%	9,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	5 916	9 799	14 254	65,6%	45,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	20 009	14 506	32 275	-27,5%	122,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3 590	4 501	5 885	25,4%	30,7%
+Produits sur prestations de services financiers	729	856	741	17,4%	-13,4%
+Autres produits d'exploitation bancaire	44	216	86	390,9%	-60,2%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	58	254	16	337,9%	-93,7%
2. CHARGES BANCAIRES	29 890	22 695	45 171	-24,1%	99,0%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 904	9 416	9 886	19,1%	5,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	8 052	8 979	12 368	11,5%	37,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	195	132	187	-32,3%	41,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	235	-	-
-Charges sur opérations de change	12 571	3 138	21 446	-75,0%	583,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	662	516	432	-22,1%	-16,3%
-Charges sur prestations de services financiers	324	296	381	-8,6%	28,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	182	218	236	19,8%	8,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	72 109	84 491	92 409	17,2%	9,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 558	1 989	2 426	-22,2%	22,0%
+Produits sur immobilisations financières	604	729	746	20,7%	2,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 139	1 454	1 844	-32,0%	26,8%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	185	194	164	4,9%	-15,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	74 667	86 480	94 835	15,8%	9,7%
6. FRAIS GENERAUX	37 165	42 472	47 899	14,3%	12,8%
-Frais de personnel	16 944	18 899	21 790	11,5%	15,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 271	1 816	1 734	42,9%	-4,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	18 950	21 757	24 375	14,8%	12,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	4 414	5 450	4 965	23,5%	-8,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	4 414	5 482	4 979	24,2%	-9,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	0	32	14	-	-56,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	33 088	38 558	41 971	16,5%	8,9%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	10 979	20 567	2 596	87,3%	-87,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	19 963	33 670	14 643	68,7%	-56,5%
+Reprises de provisions	8 984	13 103	12 047	45,8%	-8,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	58	254	16	337,9%	-93,7%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	22 167	18 245	39 391	-17,7%	115,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-360	804	45	-323,3%	-94,4%
+Subventions d'exploitation	0	24	21	-	-12,5%
+Récupérations sur créances amorties	483	284	336	-41,2%	18,3%
+Produits exceptionnels	595	1 361	1 713	128,7%	25,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	42	122	0	190,5%	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	232	195	178	-15,9%	-8,7%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	307	219	301	-28,7%	37,4%
-Charges exceptionnelles	941	573	1 546	-39,1%	169,8%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-2 449	-2 185	-1 747	-10,8%	-20,0%
+Profits sur exercices antérieurs	740	427	953	-42,3%	123,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	3 189	2 612	2 700	-18,1%	3,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	5 917	6 341	6 546	7,2%	3,2%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	13 441	10 523	31 143	-21,7%	196,0%
+Bénéfices	20 069	17 399	33 436	-13,3%	92,2%
-Pertes	-6 628	-6 876	-2 293	3,7%	-66,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,2%	17,4%	14,7%	1,2	-2,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,2%	6,2%	5,0%	1,0	-1,2
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	71,4%	68,5%	69,5%	-2,9	1,0
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,9%	3,7%	2,3%	-0,2	-1,4
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,4%	1,4%	1,0%	0,0	-0,4
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,0%	2,0%	1,3%	0,0	-0,7
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,4%	2,2%	2,4%	-1,2	0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,2%	1,3%	0,6%	0,1	-0,7
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	12,6%	12,3%	7,7%	-0,3	-4,6
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,1%	9,7%	6,1%	-0,4	-3,6
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,1%	7,7%	4,8%	-0,4	-2,9
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	57,7%	56,8%	57,2%	-0,9	0,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	33,1%	53,0%	6,2%	19,9	-46,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	18,6%	12,5%	33,7%	-6,1	21,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,3%	8,7%	20,6%	-2,6	11,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	26,4	28,3	29,1	7,2%	2,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,5	25,7	25,5	9,4%	-0,8%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	-	-	-	-	-

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	81 955	82 955	88 120	1,2%	6,2%
REPARTITION DU CAPITAL	81 955	82 955	88 120	1,2%	6,2%
Nationaux	36 380	36 524	35 822	0,4%	-1,9%
<i>Etat</i>	22 130	22 158	21 858	0,1%	-1,4%
<i>Privés</i>	14 250	14 366	13 964	0,8%	-2,8%
Non-nationaux	45 575	46 431	52 298	1,9%	12,6%
<i>dont UMOA</i>	9 768	21 571	24 063	120,8%	11,6%
TOTAL DU BILAN	994 554	1 156 038	1 268 632	16,2%	9,7%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	134	141	148	5,2%	5,0%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	134	141	148	5,2%	5,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	115	121	145	5,2%	19,8%
EFFECTIFS	1 410	1 503	1 646	6,6%	9,5%
Employés	814	810	953	-0,5%	17,7%
<i>dont Etrangers</i>	6	0	2	-100,0%	-
Cadres	596	693	693	16,3%	-
<i>dont Etrangers</i>	14	11	13	-21,4%	18,2%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	362 490	481 446	481 715	32,8%	0,1%
Personnes physiques	326 891	435 396	423 789	33,2%	-2,7%
<i>dont Etrangers</i>	16 377	9 676	9 975	-40,9%	3,1%
Personnes morales	35 599	46 050	57 926	29,4%	25,8%
<i>dont Etrangers</i>	1 197	1 092	1 367	-8,8%	25,2%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	5,95%	6,48%	5,28%	0,53	-1,20
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	12	12	12	0	0
A - Par type					
Banques	11	11	11	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	10	10	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	1	3	3	2	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	2	3	-1	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	7	6	-1	-1

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III.7 : SENEGAL

III.7.1. Liste des établissements de crédit

III.7.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					NATIONALAUX ETAT	NON- NATIONALAUX						
	BANQUES (24)			235 068	13 347	63 887	157 834	388	1 391 205	1 522	3 280	4 802
K 0012 C	- Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale, Groupe Atijjanwaifa Bank		30/07/1965	11 450	920	5 856	4 674	87	265 208	387	641	1 028
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	10 000	0	3 513	6 487	42	184 766	301	500	801
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	16 777	0	3 275	13 502	39	215 941	136	206	342
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 490	2 060	5 450	32	126 173	106	334	440
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	12 000	0	4 579	7 421	33	142 256	49	185	234
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	10 000	4 000	6 000	0	13	139 533	72	139	211
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	28/10/2005	18 503	0	4 947	13 556	19	47 494	61	145	206
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	7 794	0	5 994	1 800	1	636	41	23	64
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	10 000	600	6 072	3 328	23	30 952	29	103	132
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	14/06/1984	10 000	2 587	5 846	1 567	33	119 784	58	245	303
K 0159 M	- Diamond Bank, Succursale du Sénégal		22/06/2010	0	0	0	0	7	12 360	20	94	114
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	5 000	0	250	4 750	8	20 810	45	81	126
K 0153 F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA	09/01/2009	9 250	0	750	8 500	10	18 336	30	102	132
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	17 549	0	0	17 549	1	166	30	2	32
K 0111 K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Sénégal	BSIC-SENEGAL	22/08/2003	17 334	0	0	17 334	15	32 268	31	142	173
K 0169 Y	- Banque Nationale pour le Développement Economique	BNDE	23/08/2013	11 000	2 750	3 650	4 600	7	3 279	25	108	133
K 0191 X	- Banque de Dakar	BDK	24/04/2015	16 000	0	320	15 680	1	293	17	10	27
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/01/2009	10 000	0	800	9 200	2	1 175	8	21	29
K 0175 E	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal?		05/06/2013	0	0	0	0	7	25 768	13	91	104
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	10 000	0	9 975	25	3	750	18	23	41
K 0140 R	- FBNBank - Sénégal		20/10/2005	12 411	0	0	12 411	3	2 896	13	55	68
K 0189 V	- BGFIBank Sénégal		22/01/2015	10 000	0	0	10 000	1	113	22	15	37
K 0178 H	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale du Sénégal		06/09/2013	0	0	0	0	1	248	10	15	25
K 0197 D	- Coris Bank International, Succursale du Sénégal		11/12/2015	0	0	0	0	1	0	0	0	0

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX						
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)												
K 0029 W	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	10 500	0	10 500	0	73 257	4	0	17	39	56
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale de Dakar	SAFCA-ALIOS FINANCE	20/07/2006	10 500	0	10 500	0	59 422	3	0	11	28	39
K 0192 Y	- Wafacash West Africa		20/04/2015	0	0	0	0	13 835	1	0	6	11	17
	TOTAL ETABLISSEMENTS (27)			245 568	13 347	74 387	157 834	5 463 295	392	1 391 205	1 539	3 319	4 858

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	711 165	759 512	954 446	6,8%	25,7%
- Caisse	88 182	86 429	107 670	-2,0%	24,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	518 287	549 023	653 638	5,9%	19,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	63 222	59 372	92 603	-6,1%	56,0%
- Comptes de prêts	39 057	63 084	99 439	61,5%	57,6%
- Valeurs non imputées	6	1	6	-83,3%	500,0%
- Créances rattachées	631	479	542	-24,1%	13,2%
- Créances en souffrance	1 780	1 124	548	-36,9%	-51,2%
(provisions)	0	74	74	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 480 950	2 694 649	2 959 170	8,6%	9,8%
- Portefeuille d'effets commerciaux	102 436	102 771	111 414	0,3%	8,4%
. Crédits de campagne	30	0	0	-100,0%	-
. Crédits ordinaires	102 406	102 771	111 414	0,4%	8,4%
- Autres crédits à court terme	604 619	688 340	807 612	13,8%	17,3%
. Crédits de campagne	13 157	6 388	14 406	-51,4%	125,5%
. Crédits ordinaires	591 462	681 952	793 206	15,3%	16,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	384 615	369 522	380 515	-3,9%	3,0%
- Crédits à moyen terme	947 230	1 033 279	1 150 254	9,1%	11,3%
- Crédits à long terme	167 827	189 880	172 903	13,1%	-8,9%
- Affacturage	19 281	17 316	22 934	-10,2%	32,4%
- Valeurs non imputées	6 403	10 190	5 823	59,1%	-42,9%
- Créances rattachées	18 097	23 060	25 791	27,4%	11,8%
- Créances en souffrance	230 442	260 291	281 924	13,0%	8,3%
. Impayées ou immobilisées	144 548	123 245	170 955	-14,7%	38,7%
(provisions)	38 802	44 721	29 509	15,3%	-34,0%
. Douteuses ou litigieuses	85 591	136 743	110 898	59,8%	-18,9%
(provisions)	216 106	274 342	340 859	26,9%	24,2%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	303	303	71	-	-76,6%
(provisions)	14	285	273	1935,7%	-4,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	725 209	901 509	1 226 076	24,3%	36,0%
- Titres de placement	568 488	746 852	1 032 775	31,4%	38,3%
- Comptes de stocks	466	893	3 105	91,6%	247,7%
- Débiteurs divers	19 210	27 240	36 401	41,8%	33,6%
- Créances rattachées	10 540	11 299	17 621	7,2%	56,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	38 786	33 718	34 336	-13,1%	1,8%
- Valeurs à rejeter	2 231	1 753	4 352	-21,4%	148,3%
- Comptes d'ordre & divers	85 488	79 754	97 486	-6,7%	22,2%
VALEURS IMMOBILISEES	206 026	255 379	318 603	24,0%	24,8%
- Immobilisations financières	36 432	54 941	69 555	50,8%	26,6%
- Dépôts & cautionnements	3 800	4 617	6 337	21,5%	37,3%
- Immobilisations en cours	20 509	15 346	19 309	-25,2%	25,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 247	310	1 615	-86,2%	421,0%
- Immobilisations d'exploitation	75 835	84 795	102 473	11,8%	20,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 812	5 775	9 960	105,4%	72,5%
- Immobilisations hors-exploitation	27 478	51 875	66 575	88,8%	28,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2	0	0	-100,0%	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	38 836	39 128	45 882	0,8%	17,3%
- Créances rattachées	496	1 147	1 389	131,3%	21,1%
- Créances en souffrance	2 640	3 530	7 083	33,7%	100,7%
(provisions)	123	1 409	1 559	1045,5%	10,6%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	509	0	5 000	-100,0%	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	509	0	5 000	-100,0%	-
TOTAL DE L'ACTIF	4 123 859	4 611 049	5 463 295	11,8%	18,5%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	713 578	837 658	949 368	17,4%	13,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	198 233	234 563	219 166	18,3%	-6,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	16 529	19 208	19 970	16,2%	4,0%
- Comptes d'emprunts	494 277	578 207	703 084	17,0%	21,6%
- Autres sommes dues	3 101	3 705	4 420	19,5%	19,3%
- Dettes rattachées	1 438	1 975	2 728	37,3%	38,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 713 878	3 092 080	3 725 893	13,9%	20,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 460 271	1 570 790	2 021 014	7,6%	28,7%
- Dépôts à terme reçus	547 479	779 837	868 781	42,4%	11,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	493 428	536 134	617 553	8,7%	15,2%
- Dépôts de garantie reçus	94 855	108 566	129 293	14,5%	19,1%
- Autres dépôts	11 295	13 786	14 955	22,1%	8,5%
- Bons de caisse	49 172	18 277	12 219	-62,8%	-33,1%
- Comptes d'affacturage	356	15	63	-95,8%	320,0%
- Emprunts à la clientèle	12 291	10 581	3 051	-13,9%	-71,2%
- Autres sommes dues	34 460	40 057	43 107	16,2%	7,6%
- Dettes rattachées	10 271	14 037	15 857	36,7%	13,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	171 784	165 231	200 497	-3,8%	21,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	13 596	10 095	9 100	-25,8%	-9,9%
- Crédoeurs divers	42 053	39 046	58 506	-7,2%	49,8%
- Dettes rattachées	317	217	204	-31,5%	-6,0%
- Comptes d'ordre & divers	115 818	115 873	132 687	0,0%	14,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	524 619	516 080	587 537	-1,6%	13,8%
- Subventions d'investissement	58	12	0	-79,3%	-100,0%
- Fonds affectés	41 963	44 836	43 279	6,8%	-3,5%
- Provisions pour risques & charges	29 844	49 506	46 357	65,9%	-6,4%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	190	3 075	3 075	1518,4%	-
- Titres et emprunts subordonnés	9 557	10 032	9 449	5,0%	-5,8%
- Dettes rattachées	109	284	428	160,6%	50,7%
- Fonds pour risques bancaires généraux	6 037	5 655	5 834	-6,3%	3,2%
- Primes liées au capital	16 426	20 276	21 130	23,4%	4,2%
- Réserves	173 522	184 626	194 529	6,4%	5,4%
- Ecart de réévaluation	18	18	18	-	-
- Capital	200 156	197 156	245 568	-1,5%	24,6%
- Dotations	11 530	11 530	18 030	-	56,4%
- Report à nouveau	-8 002	-9 364	-43 338	17,0%	362,8%
- Résultat de l'exercice	43 211	-1 562	43 178	-103,6%	-2864,3%
TOTAL DU PASSIF	4 123 859	4 611 049	5 463 295	11,8%	18,5%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	134 494	170 401	226 476	26,7%	32,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	544 223	529 502	731 588	-2,7%	38,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	16 463	45 641	37 289	177,2%	-18,3%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	10 247	7 854	11 992	-23,4%	52,7%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	3 412 350	3 851 125	4 501 286	12,9%	16,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 543 115	2 747 965	3 020 680	8,1%	9,9%
a) Crédits à court terme	1 156 140	1 221 857	1 362 634	5,7%	11,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	13 187	6 388	14 406	-51,6%	125,5%
b) Crédits à moyen terme	947 230	1 033 279	1 150 254	9,1%	11,3%
c) Crédits à long terme	167 827	189 880	172 903	13,1%	-8,9%
d) Opérations de crédit-bail	38 836	39 128	45 882	0,8%	17,3%
e) Crédits en souffrance	233 082	263 821	289 007	13,2%	9,5%
impayés & immobilisés	146 603	124 829	174 344	-14,9%	39,7%
<i>provisions</i>	38 802	44 759	29 631	15,4%	-33,8%
douteux & litigieux	86 479	138 992	114 663	60,7%	-17,5%
<i>provisions</i>	216 243	275 998	342 569	27,6%	24,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	869 235	1 103 160	1 480 606	26,9%	34,2%
a) Titres de placement	568 488	746 852	1 032 775	31,4%	38,3%
b) Immobilisations financières	36 432	54 941	69 555	50,8%	26,6%
c) Autres immobilisations	127 622	156 633	194 694	22,7%	24,3%
d) Divers	136 693	144 734	183 582	5,9%	26,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	3 411 210	3 775 366	4 511 655	10,7%	19,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 717 203	3 088 138	3 719 136	13,7%	20,4%
a) A vue	1 495 087	1 610 862	2 064 184	7,7%	28,1%
b) A terme	1 222 116	1 477 276	1 654 952	20,9%	12,0%
dépôts à terme et bons de caisse	596 651	798 114	881 000	33,8%	10,4%
comptes d'épargne à régime spécial	493 428	536 134	617 553	8,7%	15,2%
autres	132 037	143 028	156 399	8,3%	9,3%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	451 865	433 336	493 984	-4,1%	14,0%
a) Capital, dotations & réserves	400 079	375 363	438 163	-6,2%	16,7%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	7 463	5 814	7 369	-22,1%	26,7%
b) Autres	51 786	57 973	55 821	11,9%	-3,7%
3. AUTRES RESSOURCES	242 142	253 892	298 535	4,9%	17,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-1 140	-75 759	10 369	6545,5%	-113,7%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	1 140	75 759	-10 369	6545,5%	-113,7%
1. DISPONIBILITES	-88 648	-87 320	-110 775	-1,5%	26,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	89 788	163 079	100 406	81,6%	-38,4%
emplois	-622 352	-672 604	-846 234	8,1%	25,8%
<i>dont hors UMOA</i>	-65 388	-56 678	-66 468	-13,3%	17,3%
<i>dont emplois en souffrance</i>	1 780	1 124	548	-36,9%	-51,2%
ressources	712 140	835 683	946 640	17,3%	13,3%
<i>dont hors UMOA</i>	98 190	152 734	127 562	55,5%	-16,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	363 576	404 727	446 632	11,3%	10,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 422	3 690	7 754	7,8%	110,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	254 668	267 885	287 945	5,2%	7,5%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	36 803	44 539	55 306	21,0%	24,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	18 947	21 698	21 962	14,5%	1,2%
+Produits sur opérations de change	26 400	42 209	49 163	59,9%	16,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	11 229	11 887	12 588	5,9%	5,9%
+Produits sur prestations de services financiers	10 581	11 569	12 441	9,3%	7,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 622	1 933	552	19,2%	-71,4%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	96	683	1 079	611,5%	58,0%
2. CHARGES BANCAIRES	101 316	129 208	149 177	27,5%	15,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	18 325	23 227	26 295	26,8%	13,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	49 286	55 065	67 138	11,7%	21,9%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	2 352	2 699	3 148	14,8%	16,6%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	13 936	15 809	14 680	13,4%	-7,1%
-Charges sur opérations de change	9 943	24 063	28 694	142,0%	19,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	41	233	60	468,3%	-74,2%
-Charges sur prestations de services financiers	2 533	2 811	3 873	11,0%	37,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	4 900	5 301	5 289	8,2%	-0,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	262 260	275 519	297 455	5,1%	8,0%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	12 487	17 711	21 876	41,8%	23,5%
+Produits sur immobilisations financières	4 260	3 584	4 656	-15,9%	29,9%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	8 383	14 276	17 345	70,3%	21,5%
-Charges sur immobilisations financières	25	0	0	-100,0%	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	131	149	125	13,7%	-16,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	274 747	293 230	319 331	6,7%	8,9%
6. FRAIS GENERAUX	151 398	165 424	181 541	9,3%	9,7%
-Frais de personnel	67 263	70 758	77 607	5,2%	9,7%
-Impôts, taxes et versements assimilés	6 488	9 565	8 424	47,4%	-11,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	77 647	85 101	95 510	9,6%	12,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	19 013	19 171	22 360	0,8%	16,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	19 021	19 313	22 421	1,5%	16,1%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	8	142	61	1675,0%	-57,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	104 336	108 635	115 430	4,1%	6,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	45 834	96 269	62 464	110,0%	-35,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	89 509	137 746	173 109	53,9%	25,7%
+Reprises de provisions	43 675	41 477	110 645	-5,0%	166,8%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	96	683	1 079	611,5%	58,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	58 598	13 049	54 045	-77,7%	314,2%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 464	-2 333	683	59,4%	-129,3%
+Subventions d'exploitation	51	75	57	47,1%	-24,0%
+Récupérations sur créances amorties	718	188	2 872	-73,8%	1427,7%
+Produits exceptionnels	974	2 199	1 897	125,8%	-13,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	462	568	20	22,9%	-96,5%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	753	768	812	2,0%	5,7%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	142	428	328	201,4%	-23,4%
-Charges exceptionnelles	2 774	4 167	3 023	50,2%	-27,5%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-1 394	-3 256	-1 329	133,6%	-59,2%
+Profits sur exercices antérieurs	2 701	5 642	3 185	108,9%	-43,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	4 095	8 898	4 514	117,3%	-49,3%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	12 529	9 022	10 221	-28,0%	13,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	43 211	-1 562	43 178	-103,6%	-2864,3%
+Bénéfices	50 672	41 572	55 837	-18,0%	34,3%
-Pertes	-7 461	-43 134	-12 659	478,1%	-70,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	17,4%	19,0%	19,5%	1,6	0,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	9,2%	9,6%	9,6%	0,4	0,0
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	52,2%	54,9%	56,3%	2,7	1,4
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,3%	3,2%	3,0%	-0,1	-0,2
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,9%	2,0%	2,0%	0,1	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,2%	2,2%	2,2%	0,0	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,9%	3,2%	3,1%	0,3	-0,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	0,7%	0,6%	1,1%	-0,1	0,5
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,0%	10,2%	9,9%	-0,8	-0,3
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,3%	8,4%	8,2%	-0,9	-0,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,1%	6,2%	6,0%	-0,9	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	65,0%	67,1%	68,6%	2,1	1,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	43,9%	88,1%	53,6%	44,2	-34,5
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	16,5%	-0,6%	14,5%	-17,1	15,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	8,7%	-0,3%	8,1%	-9,0	8,4
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	34,8	36,4	37,4	4,6%	2,7%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	24,0	23,9	23,8	-0,4%	-0,4%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	48,8%	55,5%	47,9%	6,7	-7,6

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	200 156	197 156	245 568	-1,5%	24,6%
REPARTITION DU CAPITAL	200 156	197 156	245 568	-1,5%	24,6%
Nationaux	83 423	80 518	87 734	-3,5%	9,0%
<i>Etat</i>	11 446	11 446	13 347	-	16,6%
<i>Privés</i>	71 977	69 072	74 387	-4,0%	7,7%
Non-nationaux	116 733	116 638	157 834	-0,1%	35,3%
<i>dont UMOA</i>	35 751	31 267	34 372	-12,5%	9,9%
TOTAL DU BILAN	4 123 859	4 611 049	5 463 295	11,8%	18,5%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	376	380	392	1,1%	3,2%
Périodiques	1	0	1	-100,0%	-
Permanents	375	380	391	1,3%	2,9%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	385	409	454	6,2%	11,0%
EFFECTIFS	4 356	4 548	4 858	4,4%	6,8%
Employés	2 893	3 199	3 319	10,6%	3,8%
<i>dont Etrangers</i>	57	54	43	-5,3%	-20,4%
Cadres	1 463	1 349	1 539	-7,8%	14,1%
<i>dont Etrangers</i>	103	84	86	-18,4%	2,4%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 129 771	1 347 859	1 391 205	19,3%	3,2%
Personnes physiques	1 004 191	1 211 005	1 251 868	20,6%	3,4%
<i>dont Etrangers</i>	37 403	36 416	37 466	-2,6%	2,9%
Personnes morales	125 580	136 854	139 337	9,0%	1,8%
<i>dont Etrangers</i>	1 513	1 720	1 600	13,7%	-7,0%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	5,56%	6,25%	7,58%	0,69	1,33
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	22	22	25	0	3
A - Par type					
Banques	20	20	23	0	3
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	15	15	18	0	3
Banques spécialisées	5	5	5	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	6	9	10	3	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	8	4	3	-4	-1
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	9	12	1	3

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III.8 : TOGO

III.8.1. Liste des établissements de crédit

III.8.2. Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**)	RESEAUX RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAL ETAT	PRIVES	NON- NATIONALS				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (13)			87 680	20 175	17 285	50 221	1 924 507	208	1 069 666	962	1 218	2 180
T 0116 K	- Orabank-Togo		08/11/2004	10 019	200	9 818	1	479 099	36	135 310	179	156	335
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	5 000	263	638	4 099	345 497	24	175 110	186	101	287
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	10 000	10 000	0	0	236 218	45	170 501	157	139	296
T 0160 H	- Diamond Bank, Succursale du Togo		30/08/2010	0	0	0	0	196 598	9	27 729	13	103	116
T 0138 J	- Banque Atlantique - Togo	BANQUE ATLANTIQUE	21/09/2005	10 137	0	1 780	8 357	162 240	23	53 559	107	86	193
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	16/04/1974	7 000	6 408	592	0	132 551	11	57 421	111	72	183
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	8 822	1 941	1 017	5 865	94 192	10	30 204	24	128	152
T 0167 Q	- Bank Of Africa - Togo	BOA-TOGO	14/01/2013	10 000	0	0	10 000	86 874	7	13 680	27	95	122
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce - Togo	BSIC-TOGO	02/08/2005	8 067	0	0	8 067	59 044	13	17 182	62	57	119
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/2007	6 500	970	3 440	2 090	54 827	27	378 538	38	205	243
T 0182 G	- Coris Bank International - Togo	CBi-TOGO	13/12/2013	5 500	0	0	5 500	36 702	1	2 615	20	31	51
T 0187 M	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo		29/09/2014	0	0	0	0	29 833	1	181	8	15	23
T 0027 N	- Société InterAfricaine de Banque	SIAB	26/01/1977	6 635	393	0	6 242	10 832	1	7 636	30	30	60
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)			18 786	0	1 618	17 168	134 797	2	0	12	11	23
T 0165 N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	12/08/2011	5 832	0	1 608	4 224	103 260	1	0	5	5	10
T 0076 R	- Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest	GARI	03/07/1995	12 954	0	10	12 944	31 537	1	0	7	6	13
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			106 466	20 175	18 903	67 389	2 059 304	210	1 069 666	974	1 229	2 203

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	356 357	355 727	426 721	-0,2%	20,0%
- Caisse	34 428	37 219	38 781	8,1%	4,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	158 825	197 934	207 329	24,6%	4,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	52 003	39 940	44 987	-23,2%	12,6%
- Comptes de prêts	107 555	79 080	132 689	-26,5%	67,8%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	1 606	1 554	1 935	-3,2%	24,5%
- Créances en souffrance	1 940	0	1 000	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	0	1 000	0	-	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	800 523	934 275	1 075 296	16,7%	15,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	11 054	9 469	7 775	-14,3%	-17,9%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	11 054	9 469	7 775	-14,3%	-17,9%
- Autres crédits à court terme	152 556	130 196	195 103	-14,7%	49,9%
. <i>Crédits de campagne</i>	2 425	51	100	-97,9%	96,1%
. <i>Crédits ordinaires</i>	150 131	130 145	195 003	-13,3%	49,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	223 204	247 488	233 265	10,9%	-5,7%
- Crédits à moyen terme	344 492	465 411	534 586	35,1%	14,9%
- Crédits à long terme	26 049	17 864	28 481	-31,4%	59,4%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	85	56	21	-34,1%	-62,5%
- Créances rattachées	4 942	7 088	8 163	43,4%	15,2%
- Créances en souffrance	38 141	56 703	67 902	48,7%	19,8%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	20 299	40 003	44 008	97,1%	10,0%
<i>(provisions)</i>	508	2 108	553	315,0%	-73,8%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	17 841	16 700	23 894	-6,4%	43,1%
<i>(provisions)</i>	94 309	84 431	131 370	-10,5%	55,6%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	1	0	0	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	1 795	8	12	-99,6%	50,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	266 305	386 537	476 249	45,1%	23,2%
- Titres de placement	238 003	349 019	412 503	46,6%	18,2%
- Comptes de stocks	35	108	407	208,6%	276,9%
- Débiteurs divers	10 574	12 059	14 126	14,0%	17,1%
- Créances rattachées	3 563	5 929	7 326	66,4%	23,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	670	516	560	-23,0%	8,5%
- Valeurs à rejeter	74	9	4	-87,8%	-55,6%
- Comptes d'ordre & divers	13 386	18 897	41 323	41,2%	118,7%
VALEURS IMMOBILISEES	85 244	77 758	79 654	-8,8%	2,4%
- Immobilisations financières	41 947	28 983	17 300	-30,9%	-40,3%
- Dépôts & cautionnements	837	1 107	2 475	32,3%	123,6%
- Immobilisations en cours	4 870	7 473	7 936	53,4%	6,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 080	175	255	-83,8%	45,7%
- Immobilisations d'exploitation	34 015	34 910	44 189	2,6%	26,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 921	2 615	4 438	36,1%	69,7%
- Immobilisations hors-exploitation	3 513	5 241	7 728	49,2%	47,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	58	42	26	-27,6%	-38,1%
- Créances rattachées	4	2	0	-50,0%	-100,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	1 384	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	1 000	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	384	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	1 508 429	1 754 297	2 059 304	16,3%	17,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	338 308	386 284	478 029	14,2%	23,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	73 670	108 943	127 697	47,9%	17,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	48 357	34 002	58 752	-29,7%	72,8%
- Comptes d'emprunts	214 824	242 233	289 959	12,8%	19,7%
- Autres sommes dues	44	51	30	15,9%	-41,2%
- Dettes rattachées	1 413	1 055	1 591	-25,3%	50,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	941 495	1 133 858	1 282 402	20,4%	13,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	405 028	488 437	514 350	20,6%	5,3%
- Dépôts à terme reçus	312 418	393 911	479 454	26,1%	21,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	186 988	215 205	247 385	15,1%	15,0%
- Dépôts de garantie reçus	24 287	27 651	31 242	13,9%	13,0%
- Autres dépôts	320	188	443	-41,3%	135,6%
- Bons de caisse	490	453	381	-7,6%	-15,9%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	8 575	4 208	3 773	-50,9%	-10,3%
- Dettes rattachées	3 389	3 805	5 374	12,3%	41,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	83 003	95 478	134 958	15,0%	41,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	49 814	60 447	72 330	21,3%	19,7%
- Crédoeurs divers	6 893	9 259	10 846	34,3%	17,1%
- Dettes rattachées	1 016	922	840	-9,3%	-8,9%
- Comptes d'ordre & divers	25 280	24 850	50 942	-1,7%	105,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	28	32	36	14,3%	12,5%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	28	32	36	14,3%	12,5%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	145 595	138 645	163 879	-4,8%	18,2%
- Subventions d'investissement	32	11	11	-65,6%	-
- Fonds affectés	354	489	563	38,1%	15,1%
- Provisions pour risques & charges	15 685	12 775	19 094	-18,6%	49,5%
- Provisions réglementées	63	0	0	-100,0%	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	5 542	8 950	9 862	61,5%	10,2%
- Dettes rattachées	2 675	340	507	-87,3%	49,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 971	3 291	3 223	10,8%	-2,1%
- Primes liées au capital	9 015	9 205	9 226	2,1%	0,2%
- Réserves	26 171	26 064	29 114	-0,4%	11,7%
- Ecart de réévaluation	6 899	6 758	7 108	-2,0%	5,2%
- Capital	89 329	94 745	106 466	6,1%	12,4%
- Dotations	7 256	2 150	13 721	-70,4%	538,2%
- Report à nouveau	-13 139	-31 068	-45 790	136,5%	47,4%
- Résultat de l'exercice	-7 258	4 935	10 774	-168,0%	118,3%
TOTAL DU PASSIF	1 508 429	1 754 297	2 059 304	16,3%	17,4%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	31 736	28 879	66 238	-9,0%	129,4%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	233 338	283 608	320 512	21,5%	13,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	12 643	0	-	-100,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	11 750	9 643	10 216	-17,9%	5,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 153 663	1 400 032	1 632 743	21,4%	16,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	796 309	927 745	1 067 719	16,5%	15,1%
a) Crédits à court terme	387 569	387 725	436 724	0,0%	12,6%
<i>dont Crédits de campagne</i>	2 425	51	100	-97,9%	96,1%
b) Crédits à moyen terme	344 492	465 411	534 586	35,1%	14,9%
c) Crédits à long terme	26 049	17 864	28 481	-31,4%	59,4%
d) Opérations de crédit-bail	58	42	26	-27,6%	-38,1%
e) Crédits en souffrance	38 141	56 703	67 902	48,7%	19,8%
impayés & immobilisés	20 299	40 003	44 008	97,1%	10,0%
<i>provisions</i>	508	2 108	553	315,0%	-73,8%
douteux & litigieux	17 842	16 700	23 894	-6,4%	43,1%
<i>provisions</i>	96 104	84 439	131 382	-12,1%	55,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	357 354	472 287	565 024	32,2%	19,6%
a) Titres de placement	238 003	349 019	412 503	46,6%	18,2%
b) Immobilisations financières	41 947	28 983	17 300	-30,9%	-40,3%
c) Autres immobilisations	43 235	48 731	62 328	12,7%	27,9%
d) Divers	34 169	45 554	72 893	33,3%	60,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 171 534	1 369 068	1 581 482	16,9%	15,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	987 920	1 190 500	1 349 358	20,5%	13,3%
a) A vue	413 603	492 645	518 123	19,1%	5,2%
b) A terme	574 317	697 855	831 235	21,5%	19,1%
dépôts à terme et bons de caisse	312 908	394 364	479 835	26,0%	21,7%
comptes d'épargne à régime spécial	186 988	215 205	247 385	15,1%	15,0%
autres	74 421	88 286	104 015	18,6%	17,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	112 630	112 573	138 063	-0,1%	22,6%
a) Capital, dotations & réserves	99 740	96 365	120 519	-3,4%	25,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 577	2 286	853	-11,3%	-62,7%
b) Autres	12 890	16 208	17 544	25,7%	8,2%
3. AUTRES RESSOURCES	70 984	65 995	94 061	-7,0%	42,5%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	17 871	-30 964	-51 261	-273,3%	65,6%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-17 871	30 964	51 261	-273,3%	65,6%
1. DISPONIBILITES	-34 443	-37 311	-39 172	8,3%	5,0%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	16 572	68 275	90 433	312,0%	32,5%
emplois	-320 323	-316 954	-386 005	-1,1%	21,8%
<i>dont hors UMOA</i>	-59 447	-58 117	-45 426	-2,2%	-21,8%
<i>dont emplois en souffrance</i>	1 940	0	1 000	-100,0%	-
ressources	336 895	385 229	476 438	14,3%	23,7%
<i>dont hors UMOA</i>	37 212	37 063	77 218	-0,4%	108,3%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015	VARIATION	VARIATION
			(*)	2013-2014	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	136 344	172 552	315 268	26,6%	82,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 268	6 347	7 894	1,3%	24,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	88 395	98 158	106 282	11,0%	8,3%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	14 868	18 613	22 264	25,2%	19,6%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	10	20	20	100,0%	-
+Produits sur opérations de change	19 188	42 218	169 568	120,0%	301,6%
+Produits sur opérations de hors-bilan	5 006	4 935	6 186	-1,4%	25,3%
+Produits sur prestations de services financiers	1 451	1 451	2 025	-	39,6%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 158	815	1 029	-29,6%	26,3%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	0	5	0	-	-100,0%
2. CHARGES BANCAIRES	47 616	80 194	213 621	68,4%	166,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 914	10 333	12 319	4,2%	19,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	22 553	29 652	35 087	31,5%	18,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	2 664	3 172	4 177	19,1%	31,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	11 273	35 768	160 710	217,3%	349,3%
-Charges sur opérations de hors-bilan	20	34	198	70,0%	482,4%
-Charges sur prestations de services financiers	677	1 033	947	52,6%	-8,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	515	202	183	-60,8%	-9,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	88 728	92 358	101 647	4,1%	10,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 338	2 969	2 343	27,0%	-21,1%
+Produits sur immobilisations financières	1 401	2 211	1 441	57,8%	-34,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	992	775	918	-21,9%	18,5%
-Charges sur immobilisations financières	50	17	16	-66,0%	-5,9%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	5	0	0	-100,0%	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	91 066	95 327	103 990	4,7%	9,1%
6. FRAIS GENERAUX	53 574	59 866	65 201	11,7%	8,9%
-Frais de personnel	22 044	24 423	27 137	10,8%	11,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 114	2 302	2 059	8,9%	-10,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	29 416	33 141	36 005	12,7%	8,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	7 121	7 565	2 848	6,2%	-62,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	7 211	7 716	8 538	7,0%	10,7%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	90	151	5 690	67,8%	3668,2%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	30 371	27 896	35 941	-8,1%	28,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	33 522	18 880	21 236	-43,7%	12,5%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	43 100	33 209	40 071	-22,9%	20,7%
+Reprises de provisions	9 578	14 329	18 835	49,6%	31,4%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	0	5	0	-	-100,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-3 151	9 021	14 705	-386,3%	63,0%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-209	-1 501	-1 819	618,2%	21,2%
+Subventions d'exploitation	31	15	0	-51,6%	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	3	2	2	-33,3%	-
+Produits exceptionnels	730	174	280	-76,2%	60,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	31	0	282	-100,0%	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	473	515	584	8,9%	13,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	91	888	200	875,8%	-77,5%
-Charges exceptionnelles	440	289	1 599	-34,3%	453,3%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-1 091	110	-187	-110,1%	-270,0%
+Profits sur exercices antérieurs	1 819	1 424	2 077	-21,7%	45,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 910	1 314	2 264	-54,8%	72,3%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 807	2 695	1 925	-4,0%	-28,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-7 258	4 935	10 774	-168,0%	118,3%
+Bénéfices	19 317	15 356	15 321	-20,5%	-0,2%
-Pertes	-26 575	-10 421	-4 547	-60,8%	-56,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,1%	14,1%	16,7%	-1,0	2,6
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,8%	6,1%	6,4%	1,3	0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	71,7%	60,4%	66,0%	-11,3	5,6
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	5,4%	3,5%	2,8%	-1,9	-0,7
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	3,1%	3,0%	2,8%	-0,1	-0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,6%	3,1%	2,8%	-0,5	-0,3
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,8%	5,7%	11,7%	0,9	6,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	3,1%	3,1%	2,0%	0,0	-1,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	15,8%	11,5%	10,0%	-4,3	-1,5
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	12,4%	9,9%	7,8%	-2,5	-2,1
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,8%	6,8%	5,0%	-2,0	-1,8
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	68,5%	73,2%	72,5%	4,7	-0,7
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	110,4%	67,7%	59,1%	-42,7	-8,6
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-8,2%	5,3%	10,6%	13,5	5,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-5,7%	3,9%	7,5%	9,6	3,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	26,8	29,7	29,6	10,8%	-0,3%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	15,2	13,9	16,3	-8,6%	17,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	17,2%	47,6%	76,9%	30,4	29,3

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31 12 2013	31 12 2014	31 12 2015 (*)	VARIATION 2013-2014	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	89 329	94 745	106 466	6,1%	12,4%
REPARTITION DU CAPITAL	89 329	94 745	106 466	6,1%	12,4%
Nationaux	33 029	37 786	39 077	14,4%	3,4%
<i>Etat</i>	15 784	20 917	20 175	32,5%	-3,5%
<i>Privés</i>	17 245	16 869	18 903	-2,2%	12,1%
Non-nationaux	56 300	56 959	67 389	1,2%	18,3%
<i>dont UMOA</i>	21 766	32 545	25 798	49,5%	-20,7%
TOTAL DU BILAN	1 508 429	1 754 297	2 059 304	16,3%	17,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	186	202	210	8,6%	4,0%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	186	202	210	8,6%	4,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	191	227	239	18,8%	5,3%
EFFECTIFS	1 996	2 013	2 203	0,9%	9,4%
Employés	1 117	1 113	1 229	-0,4%	10,4%
<i>dont Etrangers</i>	3	6	13	100,0%	116,7%
Cadres	879	900	974	2,4%	8,2%
<i>dont Etrangers</i>	13	27	35	107,7%	29,6%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	639 056	1 022 131	1 069 666	59,9%	4,7%
Personnes physiques	597 282	956 380	999 182	60,1%	4,5%
<i>dont Etrangers</i>	35 078	14 614	16 901	-58,3%	15,6%
Personnes morales	41 774	65 751	70 484	57,4%	7,2%
<i>dont Etrangers</i>	490	884	1 027	80,4%	16,2%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	5,12%	5,02%	5,30%	-0,10	0,28
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	14	14	15	0	1
A - Par type					
Banques	12	12	13	0	1
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	11	13	0	2
Banques spécialisées	1	1	0	0	-1
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	2	3	3	1	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	4	3	4	-1	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	8	8	0	0

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
SEPTEMBRE 2016



Commission Bancaire de l'UMOA

Secrétariat Général

Boulevard Botreau Roussel (rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52

Site web : www.bceao.int - Email : courrier.z02sgcb@bceao.int